



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 60

**Loi modifiant la Loi sur les impôts
et d'autres dispositions législatives
et prévoyant certaines dispositions
concernant l'impôt sur la vente en
détail**

Présentation

Présenté par
M. Yves Séguin
Ministre du Revenu

Éditeur officiel du Québec
1988

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie diverses lois fiscales de même qu'un certain nombre de dispositions législatives afin de donner suite aux Déclarations ministérielles du ministre des Finances du 21 octobre 1987, du 19 novembre 1987 et, en partie, à celle du 18 décembre 1987, en partie à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985, ainsi qu'en partie aux Discours sur le budget du 1^{er} mai 1986, du 30 avril 1987 et du 12 mai 1988 prononcés par ce dernier.

Ce projet modifie en premier lieu la Loi concernant certaines caisses d'entraide économique afin d'éliminer la possibilité de report, après 1988, du solde des crédits d'impôt accumulés en vertu de cette loi.

Il modifie en second lieu la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains afin de prévoir des exonérations de droits lors de certains transferts de terrains à un non-résident.

Il modifie en troisième lieu la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) en élargissant le pouvoir conféré à un actionnaire d'exiger le rachat par le Fonds d'une action catégorie « A ».

Il modifie en quatrième lieu la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail afin :

1° de prévoir que l'exemption relative au matériel de production vise dorénavant le matériel roulant utilisé comme prototype ;

2° d'y insérer le contenu du Règlement sur l'exemption prévue aux paragraphes z et aa de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail.

Il modifie en cinquième lieu la Loi sur les impôts afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées en partie à la Loi de l'impôt sur le revenu par les projets de loi fédéraux C-139 (S.C. 1988, chapitre 55) et C-64 (S.C. 1987, chapitre 46), sanctionnés respectivement le 13 septembre 1988 et le 17 décembre 1987, et d'y introduire certaines mesures fiscales québécoises

découlant des Déclarations ministérielles du ministre des Finances du 21 octobre 1987, du 19 novembre 1987 et du 18 décembre 1987, de l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985, ainsi que celles découlant des Discours sur le budget du 1^{er} mai 1986, du 30 avril 1987 et du 12 mai 1988. Ces mesures concernent notamment:

1° le remplacement de la table des taux d'imposition composée de seize paliers de revenu imposable par une nouvelle table n'en comprenant que cinq;

2° la transformation des exemptions personnelles et de certaines déductions en crédits d'impôt;

3° la hausse des limites maximales aux fins de la déduction pour frais de garde d'enfants;

4° l'intégration de la valeur des bénéfices découlant du crédit d'impôt pour taxes à la consommation au régime général d'imposition;

5° l'abolition de la récupération des allocations familiales;

6° la réduction d'impôt à l'égard des familles;

7° l'intégration de l'allocation de disponibilité au crédit d'impôt à l'égard d'un enfant;

8° l'abolition des restrictions aux déductions spécifiques à l'égard des personnes âgées partiellement retraitées;

9° le calcul de l'impôt à payer par une corporation privée dont le contrôle est canadien sur le revenu d'une entreprise qu'elle exploite activement;

10° l'élimination de la possibilité de report, après 1988, du solde des crédits d'impôt pour les sociétés de développement de l'entreprise québécoise (SODEQ);

11° le regroupement et la bonification des déductions accordées à l'égard des investissements stratégiques pour l'économie québécoise comprenant notamment, dans le cadre du régime d'épargne-actions, l'abolition du plafond de déductions de 5 500 \$, la hausse de l'actif servant de limite pour qualifier une corporation admissible, à titre de corporation en voie de développement, l'admissibilité de certains titres achetés sur le marché secondaire pour fin de couverture et l'assouplissement de certaines pénalités, et, dans le cadre des sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, la création de sociétés régionales permettant un taux de déduction plus élevé;

12° une déduction additionnelle accordée à l'égard de certains nouveaux investissements effectués au Québec par un contribuable qui fait également des affaires à l'extérieur du Québec;

13° la majoration du crédit d'impôt remboursable pour pertes;

14° le retrait progressif de la taxe spéciale sur les corporations de raffinage de pétrole;

15° l'introduction d'une nouvelle déduction en faveur des particuliers pour favoriser le financement de la recherche scientifique et du développement expérimental et la hausse des crédits d'impôt accordés à certaines corporations qui effectuent de la recherche et du développement;

16° le traitement fiscal d'un paiement rétroactif de rente d'invalidité;

17° la réduction, de 60 à 30 jours, de la période pendant laquelle le ministre du Revenu n'est pas tenu de payer de l'intérêt sur les remboursements dus aux contribuables;

18° l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable, en 1988, pour le solde non réclamé des crédits d'impôt relatifs aux SODEQ, aux caisses d'entraide économique et aux sociétés d'entraide économique;

19° l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable pour l'acquisition de certaines actions dans le cadre de la fusion de certaines caisses d'établissement.

Il modifie en sixième lieu la Loi sur les licences afin d'y introduire les nouveaux taux de taxation du pari mutuel.

Il modifie en septième lieu la Loi sur le ministère du Revenu afin d'y introduire des mesures concernant notamment le taux d'intérêt applicable aux créances et remboursements du ministère du Revenu et la réduction, de 60 à 30 jours, de la période pendant laquelle le ministre du Revenu n'est pas tenu de payer de l'intérêt sur les remboursements dus aux contribuables.

Il abroge en huitième lieu la Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes.

Il modifie en neuvième lieu la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers afin de permettre, de façon générale, une bonification du régime.

Il modifie en dixième lieu la Loi sur les sociétés d'entraide économique afin d'éliminer la possibilité de report, après 1988 du solde des crédits d'impôt accumulés en vertu de cette loi.

Il modifie en onzième lieu la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie afin de prévoir une exemption applicable à certains établissements qui confient la préparation de leurs repas à d'autres exploitants.

Enfin, il prévoit le versement par le ministre du Revenu d'indemnités:

1° à certains bénéficiaires de l'aide sociale;

2° à une personne qui est partie à un litige, ainsi qu'à son procureur, qui porte sur la légalité de la réglementation excluant le matériel roulant de l'exemption de taxe de vente relative au matériel de production.

LOIS MODIFIÉES OU ABROGÉES PAR CE PROJET

1° La Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3.1);

2° la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17);

3° la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1);

4° la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1);

5° la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);

6° la Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3);

7° la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31);

8° la Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes (L.R.Q., chapitre P-1);

9° la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1);

10° la Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., chapitre S-25.1);

11° la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3).

Projet de loi 60

Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

TITRE I

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

CHAPITRE I

LOI CONCERNANT CERTAINES CAISSES D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE

1. 1. L'article 130 de la Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3.1) est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

CHAPITRE II

LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES TRANSFERTS DE TERRAINS

2. 1. L'article 17 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17) est modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

« *h*) les mentions requises par les articles 32, 40 à 44.1 et 47, s'il y a lieu; ».

2. Le présent article a effet depuis le 21 décembre 1983.

3. 1. L'article 44 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *f*, du mot « ou » ;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *g*, du point par ce qui suit : « ; ou » ;

3° par l'addition, après le paragraphe *g*, du suivant :

« *h*) l'acte est relatif au transfert d'un terrain, par un cédant qui est un organisme public, à un cessionnaire qui le reçoit en échange d'un autre terrain de même valeur marchande qui sera destiné principalement à une fin d'utilité publique. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un transfert de terrain effectué après le 31 décembre 1986.

4. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 44, du suivant :

« **44.0.1** Aux fins du paragraphe *h* de l'article 44, lorsque la valeur marchande du terrain transféré au cessionnaire est supérieure à celle du terrain acquis par le cédant, seule la différence entre ces valeurs est assujettie aux droits. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un transfert de terrain effectué après le 31 décembre 1986.

5. 1. L'article 44.1 de cette loi, modifié par l'article 3 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 2, du suivant :

« 3. Malgré le paragraphe 2, il y a exonération du paiement des droits lorsque le cessionnaire utilise le terrain pour y construire ou y rénover un bâtiment à des fins de location ou de vente, aux conditions suivantes :

i. la construction ou la rénovation du bâtiment est achevée dans les cinq ans qui suivent le début des travaux ;

ii. le coût du bâtiment est au moins égal à la valeur marchande du fonds de terre au jour de la mise en place des fondements ou autres assises du bâtiment s'il s'agit d'une construction ou, le cas échéant, au jour du début des travaux de rénovation ;

iii. le fonds de terre et le bâtiment sont vendus ou loués dans les deux ans suivant la construction ou la rénovation de ce bâtiment ; et

iv. l'étendue et la valeur du terrain sont raisonnables eu égard aux circonstances. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard des changements d'usage de terrains sur lesquels la mise en place des fondements ou autres assises a débuté après le 31 décembre 1986.

CHAPITRE III

LOI CONSTITUANT LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

6. 1. L'article 10 de la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1) est modifié :

1° par le remplacement des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa par les suivants :

« 1° à la demande de la personne qui l'a acquise du Fonds depuis au moins 730 jours si, après avoir atteint l'âge de 60 ans, elle s'est prévalu d'un droit à la préretraite ou à la retraite ou si elle a atteint l'âge de 65 ans ;

« 2° à la demande d'une personne qui est porteur de l'action sans l'avoir acquise du Fonds, si la personne qui l'a acquise du Fonds a atteint l'âge de 65 ans ou, en cas de décès, aurait atteint cet âge si elle avait vécu et pour autant qu'à la date du rachat, l'action ait été émise par le Fonds depuis au moins 730 jours ; » ;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe 4° du premier alinéa, du point par un point-virgule ;

3° par l'addition, après le paragraphe 4° du premier alinéa, du suivant :

« 5° à la demande d'une personne qui l'a acquise du Fonds si elle est déclarée, de la manière prescrite par règlement, atteinte d'une invalidité physique ou mentale grave et prolongée créant une inaptitude au travail. » ;

4° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Aux fins du paragraphe 5° du premier alinéa, le gouvernement peut, par règlement :

1° établir la manière par laquelle une personne est déclarée atteinte d'une invalidité physique ou mentale grave et prolongée créant une inaptitude au travail ;

2° déterminer dans quelles circonstances et à quelles conditions une personne peut être considérée comme ayant cessé de travailler en raison de son invalidité. ».

2. Le présent article s'applique à un rachat d'actions effectué après le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

7. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant :

« **10.1** Aux fins du paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 10, une invalidité n'est grave que si elle rend la personne régulièrement incapable de détenir une occupation véritablement rémunératrice.

Toutefois, dans le cas d'une personne âgée de 60 ans ou plus, une invalidité est grave si elle rend cette personne régulièrement incapable d'exercer l'occupation véritablement rémunératrice qu'elle détient au moment où elle cesse de travailler en raison de son invalidité.

Une invalidité n'est prolongée que si elle doit vraisemblablement entraîner le décès ou durer indéfiniment. ».

2. Le présent article s'applique à un rachat d'actions effectué après le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

8. 1. L'article 11 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **11.** Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 123.54 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q. chapitre C-38), le Fonds est tenu de racheter toute action de catégorie « A » lorsque la demande lui en est faite par une personne suivant les paragraphes 1°, 2°, 3° et 5° du premier alinéa de l'article 10. » ;

2° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant :

« De même, dans le cas prévu au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 10, le Fonds est tenu de racheter l'action au prix déterminé au deuxième alinéa et d'en payer le prix dans un délai raisonnable suivant la date de la demande formulée à cet effet. ».

2. Le présent article s'applique à un rachat d'actions effectué après le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

CHAPITRE IV

LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL

RÈGLEMENT CONCERNANT L'EXEMPTION PRÉVUE AUX PARAGRAPHES *aa* ET *ab* DE L'ARTICLE 15 DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL

ET

RÈGLEMENT SUR L'EXEMPTION PRÉVUE AUX PARAGRAPHES *z* ET *aa* DE L'ARTICLE 17 DE LA LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL

9. 1. L'article 10.1 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1), remplacé par l'article 9 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **10.1** Toute personne qui a acheté, produit ou apporté au Québec un bien mobilier visé au paragraphe *z* de l'article 17 qui est du matériel roulant utilisé uniquement hors des voies publiques à des fins d'exploitation forestière ou minière, au sens des articles 18.3 et 18.4, à l'exclusion du matériel ferroviaire, doit, au moment où elle commence à faire usage de ce bien à une autre fin ou sur une voie publique, payer une taxe au taux prévu à l'article 6 sur la valeur marchande de ce bien à ce moment. ».

2. Le présent article a effet depuis le 11 mai 1983.

10. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18.2, des suivants :

« **13.3** Aux fins des paragraphes *z* et *aa* de l'article 17 et du présent article, on entend par :

a) « matériel de production » :

- i. la machinerie, l'outillage, l'appareillage et leurs accessoires ;
- ii. les moules, les matrices, les pellicules photographiques ou cinématographiques, les rubans magnétiques ou magnétoscopiques et les autres biens de même nature ;
- iii. les plans, les dessins, les maquettes et les prototypes ;
- iv. les pièces composantes ou de rechange des biens mentionnés dans les sous-paragraphes i à iii et vii ;

v. les matériaux pour fabriquer ou réparer les biens mentionnés dans les sous-paragraphe i à iv et vii;

vi. les explosifs et les matériaux pour les fabriquer;

vii. le matériel roulant utilisé uniquement hors des voies publiques à des fins d'exploitation minière ou forestière, à l'exclusion du matériel ferroviaire qui n'est pas utilisé uniquement dans une mine ou dans une carrière à des fins d'exploitation de cette mine ou de cette carrière, ainsi que le matériel roulant utilisé comme prototype;

mais ne comprend pas le matériel de climatisation, d'éclairage, de chauffage ou de ventilation des lieux de production, le matériel roulant utilisé à des fins autres que celles décrites dans le sous-paragraphe vii et tout bien retournable qui sert à la livraison ou au transport de marchandises;

b) « matériel roulant »:

i. tout véhicule automoteur et comprend, entre autres, un avion, une locomotive, un tracteur et un camion;

ii. tout bien normalement mû autrement que par la force musculaire humaine;

iii. tout ce qui est fixé à un bien visé aux sous-paragraphe i et ii ou destiné à l'être;

mais ne comprend pas les ponts-grues;

c) « production »: l'ensemble des activités d'assemblage, de transformation ou de conditionnement de biens desquelles résultent d'autres biens différents des premiers par leur nature ou leurs propriétés, la remise en état de biens mobiliers par leur propriétaire, l'enregistrement d'images ou de son et la génération d'électricité, incluant, lorsqu'effectués par une même personne en corrélation avec les activités précédentes:

i. la génération ou la transformation de toute forme d'énergie;

ii. la détection, la mesure, le traitement, la réduction ou l'élimination des polluants de l'eau, du sol ou de l'air qui sont attribuables à la production de biens mobiliers;

iii. le transport à un premier point de dépôt des rebuts ou déchets découlant de la production;

iv. le contrôle de la qualité des biens en voie de production ou le contrôle du matériel de production;

v. le nettoyage, le tri, le criblage, l'emballage, l'empaquetage ou la mise en contenant;

mais ne comprend pas l'entreposage de produits finis ni, dans le cadre d'un commerce de détail, l'assemblage, la modification ou la préparation de biens mobiliers.

« **18.4** Aux fins du sous-paragraphe vii du paragraphe *a* de l'article 18.3, on entend par :

a) « exploitation forestière » : l'ensemble des travaux de coupe, de transformation et de manipulation du bois dans une forêt, à l'exclusion du transport du bois vendu en vue de sa livraison à un acquéreur et des opérations d'un moulin à scie ou d'un moulin de pâtes et papiers;

b) « exploitation minière » : l'ensemble des travaux d'extraction et de traitement du minerai provenant d'une ressource minérale jusqu'à un premier stade de concentration ou l'équivalent, y compris l'exploitation des carrières, des sablières et des gravières mais non celle des tourbières. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 18.3 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, a effet depuis le 12 mai 1976 et, lorsqu'il édicte l'article 18.4 de cette loi, a effet depuis le 11 mai 1983.

11. Malgré l'article 10, la partie de l'article 18.3 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail qu'il édicte, qui précède le paragraphe *a* doit :

1° pour la période du 12 mai 1976 au 31 août 1979, pour ce qui concerne la version française, se lire comme suit :

« **18.3** Aux fins des paragraphes *aa* et *ab* de l'article 15 et du présent article, on entend par : » ;

2° pour la période du 12 mai 1976 au 14 juin 1980, pour ce qui concerne la version anglaise, se lire comme suit :

« **18.3** For the purposes of paragraphs *aa* and *ab* of section 15 and of this section, ».

12. Malgré l'article 10, le paragraphe *a* de l'article 18.3 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail qu'il édicte, doit, pour la période du 12 mai 1976 au 12 avril 1977, se lire en tenant compte des modifications suivantes :

1° en remplaçant le sous-paragraphe *i* par le suivant :

«i. la machinerie et l'appareillage, leurs accessoires, les pièces composantes ou de rechange ou les matériaux pour les fabriquer;»;

2° en remplaçant le sous-paragraphe iv par le suivant:

«iv. les explosifs;»;

3° en supprimant les sous-paragraphe v, vi et vii;

4° en remplaçant la partie qui suit le sous-paragraphe vii par la suivante:

«mais ne comprend pas les outils, le matériel de climatisation, d'éclairage, de chauffage ou de ventilation des lieux de production, le matériel roulant et les contenants retournables;».

13. Malgré l'article 10, la partie du paragraphe c de l'article 18.3 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail qu'il édicte, qui suit le sous-paragraphe v, doit, pour la période du 12 mai 1976 au 28 juin 1983, se lire comme suit:

«mais ne comprend pas l'entreposage de produits finis.».

14. Malgré l'article 10, le paragraphe a de l'article 18.3 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail qu'il édicte, doit, pour la période du 13 avril 1977 au 10 mai 1983, se lire en tenant compte des modifications suivantes:

1° en remplaçant les sous-paragraphe iv et v par les suivants:

«iv. les pièces composantes ou de rechange des biens visés aux sous-paragraphe i à iii;

«v. les matériaux pour fabriquer ou réparer les biens visés aux sous-paragraphe i à iv;»;

2° en supprimant le sous-paragraphe vii;

3° en remplaçant la partie qui suit le sous-paragraphe vii par la suivante:

«mais ne comprend pas le matériel de climatisation, d'éclairage, de chauffage ou de ventilation des lieux de production, le matériel roulant et tout bien retournable qui sert à la livraison ou au transport de marchandises;».

15. Malgré l'article 10, le sous-paragraphe vii du paragraphe a de l'article 18.3 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail qu'il édicte, doit, pour la période du 11 mai 1983 au 12 mai 1988, se lire comme suit:

« vii. le matériel roulant utilisé uniquement hors des voies publiques à des fins d'exploitation minière ou forestière, à l'exclusion du matériel ferroviaire qui n'est pas utilisé uniquement dans une mine ou dans une carrière à des fins d'exploitation de cette mine ou de cette carrière; ».

16. 1. Le Règlement concernant l'exemption prévue aux paragraphes *aa* et *ab* de l'article 15 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, édicté par l'arrêté en conseil 2397-76 du 7 juillet 1976, et ses modifications sont abrogés.

2. Le présent article a effet depuis le 12 mai 1976.

17. 1. Le Règlement sur l'exemption prévue aux paragraphes *z* et *aa* de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (R.R.Q., 1981, chapitre I-1, r. 9) et ses modifications sont abrogés.

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} août 1982.

18. Les articles 9 à 17 s'appliquent également aux causes pendantes devant les tribunaux.

19. L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant :

« *a*) définir l'expression « linge de maison » aux fins de l'application du paragraphe *ad* de l'article 17 et l'expression « meubles meublants » aux fins de l'application du paragraphe *ag* de ce même article; ».

CHAPITRE V

LOI SUR LES IMPÔTS

20. 1. L'article 1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), modifié par l'article 4 du chapitre 67 des lois de 1987, par l'article 17 du chapitre 4 des lois de 1988 et par l'article 2 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, après la définition de l'expression « année d'imposition », de la définition suivante :

« « associé déterminé » d'une société dans un exercice financier ou une année d'imposition de la société, selon le cas, signifie :

a) un membre de la société qui est un membre à responsabilité limitée de la société, au sens de l'article 613.6, à un moment quelconque de l'exercice financier ou de l'année d'imposition;

b) un membre de la société, autre qu'un membre qui soit prend une part active dans les activités de la société, sauf celles qui concernent le financement de l'entreprise de la société, soit exploite une entreprise semblable à celle exploitée par la société dans l'année d'imposition de celle-ci, autrement que comme membre d'une société, de façon régulière, continue et importante tout au long de la partie de l'exercice financier ou de l'année d'imposition pendant laquelle la société exploite habituellement son entreprise et pendant laquelle il est un membre de la société; »;

2° par le remplacement de la définition de l'expression « capital versé » par la suivante :

« « capital versé » a le sens que lui donne le paragraphe *a* de l'article 570 sauf aux fins de l'application des titres VI.1 et VI.2 du livre VII et du titre V du livre IX à l'exception des articles 1045 à 1049; »;

3° par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « corporation qui exploite une petite entreprise » par le suivant :

« *a)* sont utilisés dans une entreprise admissible exploitée principalement au Canada par elle ou par une corporation à laquelle elle est liée; »;

4° par le remplacement du paragraphe *b* de la définition de l'expression « enfant » par le suivant :

« *b)* une personne entièrement à la charge du contribuable pour sa subsistance et dont ce dernier a la garde et la surveillance, en droit ou de fait, ou a eu cette garde et cette surveillance immédiatement avant que cette personne ait atteint l'âge de 19 ans; »;

5° par l'insertion, après la définition de l'expression « entreprise », des définitions suivantes :

« « entreprise admissible » relativement à toute entreprise exploitée par un contribuable résidant au Canada désigne toute entreprise exploitée par un contribuable, autre qu'une entreprise de placement désignée ou une entreprise de services personnels;

« « entreprise de placement désignée » a le sens que lui donne le paragraphe *a* de l'article 771.1; »;

6° par le remplacement du paragraphe *b* de la définition de l'expression « entreprise de services personnels » par le suivant :

« *b*) si le montant reçu ou à recevoir par la corporation dans l'année pour les services fournis est payé ou à payer par une corporation à laquelle elle est associée dans l'année; ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 16 décembre 1987.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1, lorsqu'il modifie l'article 1 de la Loi sur les impôts pour remplacer la définition de l'expression « capital versé » afin d'y insérer une référence au titre VI.1 du livre VII de cette loi, a effet depuis le 7 mai 1986 et, lorsque cette modification est effectuée afin d'y insérer une référence au titre V du livre IX de cette loi à l'exception des articles 1045 à 1049, a effet depuis le 2 mars 1988.

4. Les sous-paragrapes 3° et 5° du paragraphe 1 s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1989.

5. Les sous-paragrapes 4° et 6° du paragraphe 1 s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1988.

21. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7.4, du suivant :

« **7.5** Lorsqu'en vertu de la présente partie, un montant ou un nombre doit être déterminé ou calculé selon une formule algébrique et qu'une fois qu'il a été ainsi déterminé ou calculé, sans égard au présent article, il est inférieur à zéro, ce montant ou ce nombre est réputé être égal à zéro, sauf disposition contraire de la présente partie. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

22. 1. L'article 8 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

« *f*) il était un enfant à charge mentionné au paragraphe *b* de l'article 752.0.1 et âgé de moins de 18 ans ou mentionné au paragraphe *g* de cet article, d'un particulier visé au paragraphe *b*, *c* ou *d*. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

23. 1. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 par ce qui suit :

« **19.** 1. Aux fins de la présente partie, sont des personnes liées ou des personnes liées entre elles : ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

24. 1. L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **20.** Aux fins des articles 19, 21.1 à 21.4.1 et 21.19 à 21.24 : ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

25. 1. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **21.** Aux fins de la présente partie, à l'exception des articles 752.0.1 à 752.0.7 : ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

26. 1. L'article 21.5.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *ca* ou *b* ; ou ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

27. 1. L'article 21.6 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *db* à *f* de l'article 250.3 ou par une corporation associée à une telle corporation et inscrite à une bourse canadienne prescrite ; ou ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

28. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 21.19, de ce qui suit :

«CHAPITRE IX

«CORPORATIONS ASSOCIÉES

«**21.20** Aux fins de la présente partie, une corporation est associée à une autre dans une année d'imposition lorsqu'à un moment quelconque de cette année :

- a)* une des corporations contrôle l'autre ;
- b)* les deux corporations sont contrôlées par la même personne ou le même groupe de personnes ;
- c)* chacune des corporations est contrôlée par une personne et la personne qui contrôle l'une des corporations est liée à la personne qui contrôle l'autre corporation et l'une de ces personnes est propriétaire, directement ou indirectement, d'au moins 10 % des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de chaque corporation ;
- d)* l'une des corporations est contrôlée par une personne qui est liée à chaque membre d'un groupe de personnes qui contrôle l'autre corporation et cette personne ou ce groupe est propriétaire, directement ou indirectement, d'au moins 10 % des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de chaque corporation ;
ou
- e)* chacune des corporations est contrôlée par un groupe lié et chaque membre de l'un de ces groupes liés est lié à tous les membres de l'autre groupe lié et l'un ou l'autre de ces groupes liés est propriétaire, directement ou indirectement, d'au moins 10 % des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de chaque corporation.

«**21.21** Aux fins de la présente partie, lorsque deux corporations sont associées, ou sont réputées être associées en vertu du présent article, à une même corporation au même moment, ces deux corporations sont réputées être associées entre elles.

«**21.22** Lorsque, en l'absence du présent article, deux corporations seraient associées entre elles dans une année d'imposition en raison de leur contrôle par le même fiduciaire ou le même exécuteur testamentaire et qu'il est établi, à la satisfaction du ministre, que ce contrôle n'a pas été acquis par suite de la création d'une ou de plusieurs fiducies ou de l'ouverture d'une ou de plusieurs successions par le même particulier ou par des particuliers ayant un lien de dépendance entre eux et que la fiducie ou la succession, en vertu de laquelle le fiduciaire ou l'exécuteur testamentaire a acquis le contrôle de chaque corporation, n'a débuté qu'au décès du particulier qui a créé la fiducie ou dont la succession s'est ouverte, ces

corporations sont réputées, aux fins de la présente partie, ne pas être associées entre elles dans cette année.

« **21.23** Lorsque, en l'absence du présent article, deux corporations ne seraient associées entre elles dans une année d'imposition qu'en raison du fait que l'une d'entre elles est un fiduciaire d'une fiducie conformément à laquelle l'autre corporation est contrôlée, ces corporations sont réputées, aux fins de la présente partie, ne pas être associées entre elles dans cette année, à moins que, à un moment quelconque de l'année, un auteur de la fiducie ne contrôle ou ne soit un membre d'un groupe lié qui contrôle la corporation qui est le fiduciaire de la fiducie.

« **21.24** Lorsque, en l'absence du présent article, une corporation donnée serait associée à une autre corporation dans une année d'imposition en raison de son contrôle par cette autre corporation ou du contrôle de ces deux corporations par la même personne, à un moment donné de cette année, et qu'il est établi, à la satisfaction du ministre, que les conditions visées au deuxième alinéa sont remplies, ces corporations sont réputées, aux fins de la présente partie, ne pas être associées entre elles dans cette année.

Les conditions visées au premier alinéa sont les suivantes :

a) il existe à ce moment donné, une entente ou un arrangement exécutoire prévoyant que, à l'occasion d'un événement ou suite à la réalisation d'une condition qui, selon ce qu'il est raisonnable de prévoir, se produira ou se réalisera, la corporation donnée cessera d'être contrôlée par l'autre corporation ou la personne qui contrôle la corporation donnée et deviendra contrôlée par une personne ou un groupe de personnes avec laquelle ou avec chaque membre duquel, selon le cas, l'autre corporation ou la personne qui contrôle la corporation donnée n'a, à ce moment donné, aucun lien de dépendance ;

b) le but principal du contrôle de la corporation donnée est, à ce moment donné, la sauvegarde des droits ou des intérêts de l'autre corporation ou de la personne qui contrôle la corporation donnée concernant soit un prêt consenti par l'autre corporation ou la personne qui contrôle la corporation donnée et dont la totalité ou une partie du principal est impayée à ce moment donné, soit des actions du capital-actions de la corporation donnée dont l'autre corporation ou la personne qui contrôle la corporation donnée est propriétaire à ce moment donné et qui doivent, en vertu de l'entente ou de l'arrangement exécutoire visé au paragraphe a, être rachetées par la corporation donnée ou être achetées par la personne ou le groupe de personnes visé au paragraphe a qui acquerra le contrôle de la corporation donnée. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

29. 1. L'article 22 de cette loi, modifié par l'article 18 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« L'impôt à payer en vertu des articles 750 à 752 et 758 à 766.1 par un particulier visé au premier alinéa qui exerce une entreprise hors du Québec au Canada, est égal à la partie de l'impôt qui serait établi en vertu de ces articles, si on ne tenait pas compte du présent alinéa, représentée par la proportion qui existe entre son revenu gagné au Québec et son revenu gagné au Québec et ailleurs, telle qu'établie par les règlements. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

30. 1. L'article 23 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa par le suivant :

« *b*) du montant qui serait son revenu imposable gagné au Canada visé à l'article 1091 pour toute période de l'année autre que celle mentionnée au paragraphe *a*, s'il n'avait résidé au Canada à aucun moment de l'année, calculé comme si cette période constituait toute une année d'imposition. Aux fins de ce calcul, un particulier qui a cessé de résider au Canada au cours de l'année dans les circonstances mentionnées à l'article 1093 est réputé avoir cessé d'y résider au cours d'une année antérieure dans les mêmes circonstances. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

31. 1. L'article 24 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **24.** Le revenu imposable d'un particulier visé à l'article 22 pour une année d'imposition est son revenu pour l'année plus tout ajout prévu au livre IV et moins toute déduction permise par ce dernier livre, sauf si un tel particulier n'a résidé au Canada qu'une partie de cette année d'imposition et, pendant une autre partie de l'année, n'y a pas occupé d'emploi et n'y a pas exercé d'entreprise. Dans ce dernier cas, son revenu imposable est calculé de la façon indiquée à l'article 23, qu'il s'agisse d'un particulier qui a commencé à résider au Canada au cours de l'année ou d'un particulier qui a cessé d'y résider au cours de l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1986.

32. 1. L'article 25 de cette loi, modifié par l'article 19 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« L'impôt à payer en vertu des articles 750 à 752 et 758 à 766.1 par un particulier visé au premier alinéa, est égal à la partie de l'impôt que ce particulier paierait, si on ne tenait pas compte du présent alinéa, en vertu de ces articles sur son revenu imposable, tel que déterminé en vertu de l'article 24 si ce particulier résidait au Québec, représentée par la proportion, laquelle ne peut excéder 1, qui existe entre ce revenu gagné au Québec et l'excédent de ce qu'aurait été son revenu s'il avait résidé au Québec le dernier jour de l'année d'imposition sur tout montant qu'il a déduit en vertu des articles 737.16 ou 737.21 dans le calcul de ce revenu imposable. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

33. 1. L'article 26 de cette loi, modifié par l'article 20 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« L'impôt à payer en vertu des articles 750 à 752 et 752.1 à 766.1 par un particulier visé au premier alinéa, est égal à la partie de l'impôt que ce particulier paierait, si on ne tenait pas compte du présent alinéa, en vertu de ces articles sur son revenu imposable gagné au Canada, tel que déterminé en vertu de la partie II, si ce particulier résidait au Québec, représentée par la proportion, laquelle ne peut excéder 1, qui existe entre son revenu gagné au Québec et son revenu gagné au Canada tel que déterminé conformément à l'article 1090. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

34. 1. L'article 87 de cette loi, modifié par l'article 19 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 7 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe *w* par le suivant :

« ii. sauf tel que prévu à l'article 1029.8.18, ne réduit pas le coût ou le coût en capital du bien ou le montant de la dépense aux fins de l'application de la présente loi; ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} mai 1987.

35. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 104, de ce qui suit :

« SECTION II.1

« MONTANTS À INCLURE À L'ÉGARD
DE CERTAINS INVESTISSEMENTS

« **104.1** Lorsqu'un montant est inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition en vertu de l'article 94 à l'égard d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite et qu'un montant a été admis en déduction, à l'égard de ce bien, dans le calcul du revenu du contribuable provenant d'une entreprise en vertu de l'article 156.1 pour une année d'imposition antérieure, il doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année provenant d'une entreprise un montant égal au produit obtenu en multipliant l'ensemble des montants déterminés conformément à l'article 156.2 ou 156.3, selon le cas, à l'égard du bien pour une année d'imposition antérieure, par le montant déterminé selon la formule suivante :

$$\frac{A}{B} \times \frac{C}{D}$$

Aux fins de la formule visée au premier alinéa :

a) la lettre A représente le montant inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en vertu de l'article 94 à l'égard du bien visé au premier alinéa ;

b) la lettre B représente l'amortissement total accordé au contribuable à l'égard du bien visé au premier alinéa, au sens du paragraphe b de l'article 93 ;

c) la lettre C représente :

i. lorsque le contribuable est un particulier, l'ensemble du revenu gagné au Québec et ailleurs du particulier pour l'année ;

ii. lorsque le contribuable est une corporation, l'ensemble des affaires faites au Québec et ailleurs par la corporation dans l'année ;

d) la lettre D représente :

i. lorsque le contribuable est un particulier, le revenu gagné au Québec du particulier pour l'année ;

ii. lorsque le contribuable est une corporation, les affaires faites au Québec par la corporation dans l'année.

« **104.2** Aux fins de l'article 104.1 :

a) les expressions « revenu gagné au Québec » et « revenu gagné au Québec et ailleurs » ont le sens que donnent à ces expressions les règlements adoptés en vertu de l'article 22, compte tenu des adaptations nécessaires ;

b) les expressions « affaires faites au Québec » et « affaires faites au Québec et ailleurs » ont le sens que donnent à ces expressions les règlements adoptés en vertu de l'article 771, compte tenu des adaptations nécessaires.

« **104.3** Aux fins de la présente section, lorsqu'un contribuable a acquis d'un cédant, à un moment quelconque, de quelque façon que ce soit, en vertu de l'un des articles 99, 438, 440, 444, 450, 455, 459 ou 462, un bien amortissable d'une catégorie prescrite, que le bien était, immédiatement avant son acquisition par le contribuable, une immobilisation du cédant et qu'un montant avait été admis en déduction dans le calcul du revenu du cédant en vertu de l'article 156.1 à l'égard du bien pour une année d'imposition antérieure à celle de l'acquisition du bien par le contribuable, le contribuable est réputé avoir déduit dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise en vertu de cet article, à l'égard du bien, pour les années d'imposition précédant celle de l'acquisition du bien par le contribuable, un montant égal au montant ainsi admis en déduction dans le calcul du revenu du cédant en vertu de cet article 156.1 à l'égard du bien. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

36. 1. L'article 119.2 de cette loi, modifié par l'article 28 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b)* « bien utilisé à des fins désignées » signifie un bien utilisé principalement dans l'exploitation au Canada d'une entreprise admissible, à l'exception d'un bien utilisé dans une entreprise exploitée par une corporation à titre de membre d'une société ou d'un bien utilisé principalement par une corporation aux fins d'être loué à une personne, autre qu'une corporation admissible, qui n'utilise pas le bien principalement aux fins de le louer à une autre personne et qui, sans le paragraphe *b* de l'article 20, serait associée à la corporation ; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsqu'il supprime, dans le paragraphe *b* de l'article 119.2 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, les mots « au sens du

paragraphe *e* de l'article 451, » il s'applique à compter de l'année d'imposition 1989.

37. 1. L'article 119.5 de cette loi, modifié par l'article 30 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **119.5** Malgré toute autre disposition de la présente partie, sauf aux fins du sous-paragraphe *i* des sous-paragraphe *c*, *d* et *d.1* du paragraphe 1 de l'article 771, du sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *e* de ce paragraphe et du paragraphe *b* de l'article 771.8, le revenu imposable d'une corporation qui a émis un titre qui est, à un moment quelconque, un titre de développement est réputé, pour une année d'imposition, être égal à l'ensemble de son revenu imposable pour l'année déterminé par ailleurs et du montant payé ou à payer à titre d'intérêt sur ce titre selon la méthode régulièrement suivie par la corporation pour calculer son revenu, à l'égard d'une période de l'année tout au long de laquelle le titre était un titre de développement et tout au long de laquelle : » ;

2° par le remplacement de la partie du paragraphe *c* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit :

« *c*) la totalité ou la quasi-totalité du produit de l'émission d'un titre qui est une dette ne peut raisonnablement être considérée comme ayant été utilisée par la corporation ou par une corporation avec laquelle elle avait un lien de dépendance pour le financement d'une entreprise admissible exploitée au Canada immédiatement avant le moment de son émission, lorsque cette émission a été faite : ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1989.

38. 1. L'article 119.9 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **119.9** Lorsque, à un moment donné, une corporation fait un choix commun à l'égard d'un titre qu'elle a émis et qu'à ce moment ou avant ce moment, elle ou une corporation qui lui est associée avait fait un choix commun à l'égard d'un autre titre, la corporation est, aux fins de la présente section, réputée ne pas être une corporation admissible. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

39. 1. L'article 119.11 de cette loi, modifié par l'article 31 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **119.11** Lorsqu'une corporation ou une corporation qui lui est associée fait un choix commun à l'égard d'un titre de développement, l'article 119.9 ne s'applique pas à la corporation ni à toute corporation associée à cette dernière qui, sans cet article 119.9, serait une corporation admissible, à l'égard d'un titre émis à un moment quelconque après le 23 mai 1985 dans l'une des circonstances décrites aux sous-paragraphes i à iii du paragraphe c de l'article 119.5. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

40. 1. L'article 119.18 de cette loi, modifié par l'article 34 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe b par le suivant :

« b) la totalité ou la quasi-totalité du produit de l'émission d'un titre émis dans l'une des circonstances décrites aux sous-paragraphes i à iii du paragraphe b de l'article 119.15 n'est pas utilisée par l'émetteur admissible pour le financement d'une entreprise admissible, compte tenu des adaptations nécessaires, qu'il exploitait au Canada immédiatement avant le moment de l'émission du titre. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1989.

41. 1. L'article 119.22 de cette loi, modifié par l'article 36 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe a du deuxième alinéa par le suivant :

« ii. d'un titre de développement émis, au plus tard à ce moment, soit par une corporation qui est contrôlée par le particulier ou par un groupe lié dont le particulier est un membre, soit par une corporation qui est associée à une telle corporation; ou »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe b du deuxième alinéa par le suivant :

« ii. d'un titre de développement émis, au plus tard à ce moment, soit par une corporation qui est contrôlée par le particulier visé au sous-paragraphe i ou par un groupe lié dont ce particulier est un membre, soit par une corporation qui est associée à une telle corporation. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

42. 1. L'article 130 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) sous réserve de l'article 130.0.1, la partie ou le montant prescrits du coût en capital de ces biens; et ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

43. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 130, du suivant :

« **130.0.1** Un particulier ne peut toutefois déduire, dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition 1987, en vertu du paragraphe *a* de l'article 130, la partie ou le montant prescrits du coût en capital d'un bien qui est un film certifié québécois au sens des règlements adoptés en vertu de cet article. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

44. 1. L'article 130.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, sous réserve des troisième et quatrième alinéas, le contribuable doit déduire cet excédent dans le calcul de son revenu pour l'année et cet excédent est réputé avoir été déduit en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 dans le calcul de son revenu pour l'année provenant d'une entreprise ou de biens. » ;

2° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant :

« Lorsque l'excédent visé au premier alinéa concerne une catégorie prescrite qui comprend un film certifié québécois, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 130, un particulier ne peut déduire cet excédent dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition 1987. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

45. 1. L'article 135 de cette loi, modifié par l'article 37 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 9 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *a*.

2. Le présent article a effet depuis le 16 décembre 1987.

46. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 156, de ce qui suit :

« SECTION VIII.1

« DÉDUCTION ADDITIONNELLE À L'ÉGARD
DE CERTAINS INVESTISSEMENTS

« **156.1** Un contribuable peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition provenant d'une entreprise :

a) lorsque le contribuable est un particulier, la partie du montant déterminé pour l'année à son égard en vertu de l'article 156.2, représentée par la proportion qui existe entre l'ensemble du revenu gagné au Québec et ailleurs du particulier pour l'année et le revenu gagné au Québec du particulier pour l'année ;

b) lorsque le contribuable est une corporation, la partie du montant déterminé pour l'année à son égard en vertu de l'article 156.3, représentée par la proportion qui existe entre l'ensemble des affaires faites au Québec et ailleurs par la corporation dans l'année et les affaires faites au Québec par la corporation dans l'année.

« **156.2** Le montant auquel le paragraphe *a* de l'article 156.1 réfère est, à l'égard d'un particulier pour une année d'imposition, égal à 35% de celui déterminé pour l'année à l'égard du particulier selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

Aux fins de la formule visée au premier alinéa :

a) la lettre A représente le montant déduit par le particulier dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou du deuxième alinéa de l'article 130.1, à l'égard d'un bien amortissable prescrit ;

b) la lettre B représente l'excédent de l'ensemble du revenu gagné au Québec et ailleurs du particulier pour l'année sur le revenu gagné au Québec du particulier pour l'année ;

c) la lettre C représente l'ensemble du revenu gagné au Québec et ailleurs du particulier pour l'année.

« **156.3** Le montant auquel le paragraphe *b* de l'article 156.1 réfère est, à l'égard d'une corporation pour une année d'imposition, égal à 35% de celui déterminé pour l'année à l'égard de la corporation selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

Aux fins de la formule visée au premier alinéa :

a) la lettre A représente le montant déduit par la corporation dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou du deuxième alinéa de l'article 130.1, à l'égard d'un bien amortissable prescrit ;

b) la lettre B représente l'excédent de l'ensemble des affaires faites au Québec et ailleurs par la corporation dans l'année sur les affaires faites au Québec par la corporation dans l'année ;

c) la lettre C représente l'ensemble des affaires faites au Québec et ailleurs par la corporation dans l'année.

« **156.4** Aux fins des articles 156.1 à 156.3 :

a) les expressions « revenu gagné au Québec » et « revenu gagné au Québec et ailleurs » ont le sens que donnent à ces expressions les règlements adoptés en vertu de l'article 22, compte tenu des adaptations nécessaires ;

b) les expressions « affaires faites au Québec » et « affaires faites au Québec et ailleurs » ont le sens que donnent à ces expressions les règlements adoptés en vertu de l'article 771, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

47. 1. L'article 157 de cette loi, modifié par l'article 40 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 11 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *l.1* par le suivant :

« *l.1*) la partie d'un montant que le contribuable paie dans l'année sur un montant qu'il doit payer en vertu de l'article 32 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), lorsque cet article

s'applique à un excédent relatif à la présente partie, ou d'une disposition prescrite et que l'on peut considérer comme le remboursement d'un montant d'intérêt qu'il a inclus dans le calcul de son revenu pour l'année ou une année d'imposition antérieure; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

48. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 157.4.2, du suivant :

« **157.4.3** Malgré les articles 157.4 à 157.4.2, un particulier ne peut déduire aucun montant dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition conformément à ces articles, à compter de son année d'imposition 1988. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

49. 1. L'article 222 de cette loi, remplacé par l'article 45 du chapitre 67 des lois de 1987 et modifié par l'article 13 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« **222.** 1. Un contribuable qui exploite une entreprise au Canada dans une année d'imposition et qui joint à sa déclaration fiscale qu'il doit produire en vertu de la présente partie pour l'année un formulaire prescrit contenant les informations prescrites peut déduire, dans le calcul de son revenu qui provient de cette entreprise pour cette année d'imposition, un montant n'excédant pas l'ensemble des montants qui représentent des dépenses de nature courante qu'il a faites dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure prenant fin après 1973, soit pour des recherches scientifiques et du développement expérimental concernant une entreprise du contribuable effectués au Canada directement par lui ou pour son compte, soit sous forme de paiement devant servir à des recherches scientifiques et à du développement expérimental effectués au Canada concernant une entreprise du contribuable lorsque le contribuable est en droit d'utiliser les résultats de ces recherches scientifiques et de ce développement expérimental et lorsque le paiement a été fait à l'une des entités suivantes :

a) une association reconnue par le ministre pour entreprendre des recherches scientifiques et du développement expérimental;

b) une université, un collège, un institut de recherches ou une institution semblable reconnus par le ministre;

c) une corporation résidant au Canada et exonérée d'impôt en vertu de l'article 991;

d) une corporation résidant au Canada;

e) un organisme reconnu par le ministre qui fait des paiements à une association, une institution ou une corporation décrite à l'un des sous-paragraphes *a* à *c*. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une dépense faite après le 15 décembre 1987, autre qu'une dépense faite après cette date et avant le 1^{er} janvier 1989:

a) conformément:

i. à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

ii. aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada; ou

iii. aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre;

b) sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tel qu'édicte par le paragraphe 1 du présent article, dans le cadre d'une campagne publique de levée de fonds qui a débuté au plus tard le 15 décembre 1987, ou après cette date conformément à un plan établi par écrit au plus tard à cette date, lorsque l'on peut raisonnablement considérer que l'objet de cette campagne est de financer l'acquisition par cette entité d'un édifice en construction par elle-même ou pour son compte le 16 décembre 1987, ou de biens nécessaires à l'aménagement d'un tel édifice afin qu'il réponde à la fin à laquelle il était destiné.

3. Aux fins de l'application du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2, lorsque la dépense est faite après le 15 décembre 1987 sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *e* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tel qu'édicte par le paragraphe 1 du présent article, les recherches scientifiques et le

développement expérimental devant être effectués conformément à ce paiement doivent l'être avant le 1^{er} janvier 1989.

50. 1. L'article 223 de cette loi, modifié par l'article 46 du chapitre 67 des lois de 1987, est remplacé par le suivant :

« **223.** Un contribuable visé au paragraphe 1 de l'article 222 peut également déduire dans le calcul de son revenu qui provient de l'entreprise y visée, pour une année d'imposition, un montant n'excédant pas le moindre :

a) de l'ensemble des montants qui représentent les dépenses en immobilisations faites par le contribuable dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure qui se termine après le 31 décembre 1958, à l'égard d'un bien acquis qui serait un bien amortissable du contribuable si le présent article ne s'appliquait pas à l'égard du bien, autre qu'un terrain ou une tenure à bail à l'égard d'un terrain, pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Canada directement par lui ou pour son compte et concernant une entreprise du contribuable ;

b) de la partie non amortie du coût en capital, pour le contribuable, du bien ainsi acquis à la fin de l'année avant qu'aucune déduction en vertu du présent article ne soit faite dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une dépense faite après le 15 décembre 1987, autre qu'une dépense faite après cette date et avant le 1^{er} janvier 1989 conformément :

a) à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987 ;

b) aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada ; ou

c) aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre.

51. 1. L'article 224 de cette loi, remplacé par l'article 47 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **224.** Un contribuable visé au paragraphe 1 de l'article 222 peut aussi déduire dans le calcul de son revenu qui provient de l'entreprise y visée, pour l'année, un montant qu'il a inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure en vertu du paragraphe *t* de l'article 87 ainsi que l'ensemble des montants qui représentent des dépenses faites par le contribuable dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure qui se termine après le 31 décembre 1973 en remboursement d'un montant visé au paragraphe *b* de l'article 225. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une dépense faite après le 30 avril 1988.

52. 1. L'article 225 de cette loi et l'article 226 de cette loi, remplacé par l'article 48 du chapitre 67 des lois de 1987, sont remplacés par les suivants :

« **225.** L'ensemble des montants qui peuvent être déduits par un contribuable dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu des articles 222 à 224 doit être diminué de l'ensemble des montants suivants :

a) le montant prescrit ;

b) l'ensemble des montants qui représentent une aide gouvernementale ou une aide non gouvernementale, respectivement au sens des paragraphes *a* et *b* de l'article 1029.8.17, à l'égard d'une dépense visée à l'article 222 ou 223 et que le contribuable a reçue, est en droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir au moment où il produit sa déclaration fiscale pour l'année ;

c) l'ensemble des montants qui représentent un montant déduit en vertu des articles 222 à 224 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, à l'exception de ceux décrits à l'article 229 ;

d) lorsque le contribuable est une corporation dont le contrôle a été acquis avant la fin de l'année par une personne ou un groupe de personnes, le montant déterminé pour l'année en vertu de l'article 225.1 pour la corporation.

« **225.1** Lorsqu'un contribuable est une corporation dont le contrôle a été acquis pour la dernière fois par une personne ou un groupe de personnes à un moment quelconque avant la fin d'une année d'imposition de la corporation, le montant déterminé pour l'année, aux

fins du paragraphe *d* de l'article 225, pour la corporation est égal au montant qui s'obtient en soustrayant le montant déterminé au deuxième alinéa du montant égal à l'excédent de:

a) l'ensemble des montants qui représentent:

i. une dépense visée à l'article 222 que la corporation a faite avant ce moment ou une dépense visée à l'article 224, lorsque cet article réfère à une dépense faite en remboursement d'un montant visé au paragraphe *b* de l'article 225, que la corporation a faite avant ce moment;

ii. le moindre des montants déterminés à l'égard de la corporation en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 223 immédiatement avant ce moment;

iii. un montant déterminé à l'égard de la corporation, pour son année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment, en vertu de l'article 224, lorsque cet article réfère à un montant qui a été inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure en vertu du paragraphe *t* de l'article 87; sur

b) l'ensemble des montants qui représentent:

i. l'ensemble de tous les montants déterminés à l'égard de la corporation en vertu des paragraphes *a* à *c* de l'article 225 pour son année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment;

ii. le montant déduit en vertu des articles 222 à 225 dans le calcul du revenu de la corporation pour son année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment.

Le montant auquel réfère le premier alinéa est égal à l'ensemble de:

a) lorsque l'entreprise à laquelle l'on peut raisonnablement considérer que les montants visés à l'un des sous-paragraphes i, ii ou iii du paragraphe *a* du premier alinéa se rapportent était exploitée par la corporation tout au long de l'année en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit, l'ensemble des montants suivants:

i. le revenu de la corporation pour l'année provenant de l'entreprise déterminé avant toute déduction en vertu des articles 222 à 225;

ii. lorsque des biens ont été vendus, loués ou mis en valeur ou lorsque des services ont été rendus dans le cadre de l'exploitation de

l'entreprise avant le moment quelconque visé au premier alinéa, le revenu de la corporation pour l'année, déterminé avant toute déduction en vertu des articles 222 à 225, provenant de toute autre entreprise dont la presque totalité de tous les revenus proviennent de la vente, de la location ou de la mise en valeur, selon le cas, de biens semblables ou de la prestation de services semblables;

b) l'ensemble des montants qui représentent un montant déterminé à l'égard d'une année d'imposition antérieure de la corporation qui s'est terminée après le moment quelconque visé au premier alinéa et qui est égal au moindre des montants suivants:

i. le montant déterminé pour cette année d'imposition antérieure en vertu du paragraphe *a* pour la corporation à l'égard de l'entreprise;

ii. le montant déduit à l'égard de l'entreprise en raison des articles 222 à 225 dans le calcul du revenu de la corporation pour cette année d'imposition antérieure.

«**225.2** Aux fins des articles 222 à 225 et malgré l'article 230.0.0.1, lorsqu'un contribuable est une corporation, les recherches scientifiques et le développement expérimental concernant une entreprise qu'exploite une autre corporation à laquelle le contribuable est lié, autrement qu'en raison d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, et dans laquelle cette autre corporation prend une part active au moment où une dépense ou un paiement à l'égard des recherches scientifiques et du développement expérimental est fait par le contribuable, doivent être considérés comme concernant une entreprise du contribuable à ce moment.

«**226.** Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui provient d'une entreprise du contribuable, les dépenses de nature courante qu'il a faites dans l'année soit pour des recherches scientifiques et du développement expérimental concernant l'entreprise et effectués directement par lui ou pour son compte en dehors du Canada, soit sous forme de paiement fait à l'une des entités visées aux sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 222 devant servir à des recherches scientifiques et à du développement expérimental effectués en dehors du Canada concernant l'entreprise, lorsque le contribuable est en droit d'utiliser les résultats de ces recherches scientifiques et de ce développement expérimental. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte la partie de l'article 225 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *d*, a effet, sous réserve des paragraphes 3 et 4, depuis le 15 janvier 1987.

3. Lorsque le paragraphe *b* de l'article 225 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'applique à l'égard d'une dépense faite avant le 1^{er} mai 1988, il doit se lire comme suit :

« *b*) les montants qui lui ont été versés dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure qui prend fin après le 31 décembre 1973 selon les modalités visées dans les règlements adoptés en vertu de l'article 224; ».

4. Lorsque le paragraphe *c* de l'article 225 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'applique à l'égard d'un montant déduit dans le calcul du revenu pour une année d'imposition qui se termine avant le 16 décembre 1987, il doit se lire comme suit :

« *c*) les montants déduits en vertu du paragraphe *a* de l'article 135 et des articles 222 à 224 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, à l'exception de ceux décrits à l'article 229; ».

5. Le présent article, lorsqu'il édicte le paragraphe *d* de l'article 225 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquiescer le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date. Toutefois, lorsque le paragraphe *d* de cet article 225 s'applique avant le 16 décembre 1987, ce paragraphe *d* doit se lire comme suit :

« *d*) lorsque le contribuable est une corporation dont le contrôle a été acquis avant la fin de l'année par une personne ou un groupe de personnes, le montant déterminé pour l'année en vertu de l'article 225.1 pour la corporation à l'égard de son entreprise visée à l'article 222. ».

6. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 225.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquiescer le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date. Toutefois :

a) lorsque la partie de cet article 225.1 qui précède le sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du premier alinéa s'applique avant le 16 décembre 1987, elle doit se lire comme suit :

« **225.1** Lorsqu'un contribuable est une corporation dont le contrôle a été acquis pour la dernière fois par une personne ou un

groupe de personnes à un moment quelconque avant la fin d'une année d'imposition de la corporation, le montant déterminé pour l'année, aux fins du paragraphe *d* de l'article 225, pour la corporation à l'égard d'une entreprise est égal au montant qui s'obtient en soustrayant le montant déterminé au deuxième alinéa du montant égal à l'excédent de :

a) l'ensemble de tous les montants suivants déterminés à l'égard de l'entreprise :

i. une dépense visée à l'article 222 que la corporation a faite avant ce moment ou une dépense visée à l'article 224 que la corporation a faite avant ce moment, lorsque ce dernier article réfère à une dépense faite en remboursement des montants qui lui ont été versés à l'égard des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental engagées dans le but d'accroître ou de maintenir la capacité technologique d'une industrie canadienne ; » ;

b) lorsque la partie du paragraphe *b* du premier alinéa de cet article 225.1 qui précède le sous-paragraphe i s'applique avant le 16 décembre 1987, elle doit se lire comme suit :

« *b*) l'ensemble de tous les montants suivants déterminés à l'égard de l'entreprise : » ;

c) lorsque la partie du paragraphe *a* du deuxième alinéa de cet article 225.1 qui précède le sous-paragraphe i s'applique avant le 16 décembre 1987, elle doit se lire comme suit :

« *a*) lorsque la corporation a exploité l'entreprise tout au long de l'année en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit, l'ensemble des montants suivants : » .

7. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 225.2 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 16 décembre 1987.

8. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 226 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une dépense faite après le 15 décembre 1987, autre qu'une dépense faite après cette date et avant le 1^{er} janvier 1989 conformément :

a) à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987 ;

b) aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada ; ou

c) aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre.

53. 1. L'article 229.1 de cette loi, édicté par l'article 28 du chapitre 4 des lois de 1988, est abrogé.

2. Le présent article s'applique à l'égard :

a) d'une dépense faite après le 12 mai 1988 autre qu'une dépense faite après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date, lorsque l'article 229.1 de la Loi sur les impôts, qu'il abroge, s'applique à l'égard d'un particulier qui peut déduire un montant dans le calcul de son revenu imposable en vertu de l'article 726.4.40 de cette loi;

b) d'un montant versé après le 12 mai 1988 autre qu'un montant versé après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date, lorsque l'article 229.1 de la Loi sur les impôts, qu'il abroge, s'applique à l'égard d'un particulier qui peut déduire un montant dans le calcul de son revenu imposable en vertu de l'article 726.4.50 de cette loi;

c) de salaires et de rémunération versés après le 12 mai 1988 autres que des salaires et de la rémunération versés après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date, lorsque l'article 229.1 de la Loi sur les impôts, qu'il abroge, s'applique à l'égard d'une corporation qui est réputée avoir payé un montant au ministre du Revenu en acompte sur son impôt à payer en vertu de l'article 1029.8.0.2 de cette loi;

d) d'un montant versé après le 12 mai 1988 autre qu'un montant versé après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date, lorsque l'article 229.1 de la Loi sur les impôts, qu'il abroge, s'applique à l'égard d'une corporation qui est réputée avoir payé un montant au ministre du Revenu en acompte sur son impôt à payer en vertu de l'article 1029.8.7.2 de cette loi.

3. Aux fins du paragraphe 2, une somme amassée après le 12 mai 1988 est réputée avoir été amassée au plus tard à cette date si elle est amassée :

a) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé au plus tard à cette date ;

b) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988, si le visa du prospectus provisoire qui a précédé a été accordé au plus tard le 12 mai 1988;

c) à la suite d'un placement effectué avant le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 ou 51 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1);

d) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 de la Loi sur les valeurs mobilières conformément à une notice d'offre reçue par la Commission des valeurs mobilières du Québec au plus tard le 12 mai 1988;

e) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988 et utilisé pour effectuer une dépense, admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223 de la Loi sur les impôts, en vertu d'une entente écrite conclue au plus tard le 12 mai 1988.

4. Aux fins du paragraphe 3, une somme amassée à la suite d'un placement effectué en vertu des sous-paragraphes *b* ou *d* de ce paragraphe constitue une telle somme jusqu'à concurrence du montant déterminé en vertu du prospectus provisoire ou de la notice d'offre, selon le cas, égal à la partie du produit anticipé du placement prévue au prospectus provisoire ou à la notice d'offre, selon le cas, qui devait servir à effectuer des dépenses de recherches scientifiques et de développement expérimental, au sens du paragraphe 2 de l'article 222 de la Loi sur les impôts.

54. 1. L'article 230 de cette loi, remplacé par l'article 49 du chapitre 67 des lois de 1987, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Pour plus de précision, il est entendu que les recherches scientifiques et le développement expérimental concernant une entreprise comprennent ceux qui sont susceptibles de provoquer ou de faciliter la croissance de cette entreprise. ».

2. Le présent article a effet depuis le 16 décembre 1987.

55. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 230, des suivants:

« **230.0.0.1** Sauf dans les cas où un contribuable tire la totalité ou la presque totalité de son revenu de la poursuite de recherches scientifiques et de développement expérimental, y compris la vente de droits découlant des recherches scientifiques et du développement

expérimental qu'il effectue, la poursuite de recherches scientifiques et de développement expérimental ne doit pas être considérée comme étant une entreprise du contribuable à laquelle les recherches scientifiques et le développement expérimental se rapportent.

«**230.0.0.2** Malgré le premier alinéa de l'article 230, les dépenses relatives à des recherches scientifiques et du développement expérimental ne comprennent pas :

a) des dépenses en capital faites à l'égard de l'acquisition d'un édifice, autre qu'un édifice destiné à une fin particulière prescrite, y compris une tenure à bail dans cet édifice;

b) des frais de location engagés à l'égard d'un édifice, autre qu'un édifice destiné à une fin particulière prescrite;

c) un paiement décrit au deuxième alinéa qui doit servir à des recherches scientifiques et à du développement expérimental et qui est fait par un contribuable :

i. à une corporation résidant au Canada et exonérée d'impôt en vertu de l'article 991, à un institut de recherche reconnu par le ministre ou à une association reconnue par le ministre, lorsque le contribuable a un lien de dépendance avec cette corporation, cet institut ou cette association;

ii. à une corporation autre qu'une corporation visée au sous-paragraphe *i*;

iii. à une université, un collège ou un organisme reconnu par le ministre;

d) des dépenses faites à l'égard de l'acquisition ou de la location d'animaux, autres que des animaux de laboratoire au sens des règlements, ou à l'égard de tout autre type de transaction semblable portant sur de tels animaux.

Le paiement visé au paragraphe *c* du premier alinéa est :

a) soit un paiement fait à l'une des entités visées au sous-paragraphe *i* ou *ii* de ce paragraphe *c*, dans la mesure où l'on peut raisonnablement considérer que le paiement a été fait pour permettre à l'entité d'acquérir un édifice ou une tenure à bail dans un édifice ou de payer les frais de location relatifs à un édifice;

b) soit un paiement fait à l'une des entités visées au sous-paragraphe *iii* de ce paragraphe *c*, dans la mesure où l'on peut raisonnablement considérer que le paiement a été fait pour permettre

à l'entité d'acquérir un édifice ou une tenure à bail dans un édifice, dans lequel le contribuable a un droit ou dans lequel l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il en acquière un. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 230.0.0.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une dépense faite après le 15 décembre 1987, autre qu'une dépense faite après cette date et avant le 1^{er} janvier 1989 conformément :

a) à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

b) aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada; ou

c) aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 230.0.0.2 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard :

a) d'un édifice et d'une tenure à bail acquis après le 31 décembre 1987, autres qu'un édifice et une tenure à bail acquis avant le 1^{er} janvier 1990:

i. conformément à une obligation écrite conclue avant le 18 juin 1987; ou

ii. dont la construction par le contribuable ou pour son compte a commencé avant le 18 juin 1987;

b) des frais de location engagés après le 31 décembre 1987, autres que de tels frais engagés conformément à un bail écrit, renouvelé, prolongé ou conclu avant le 18 juin 1987 par le contribuable ou par une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance au moment où le bail a été renouvelé, prolongé ou conclu;

c) d'un paiement visé au paragraphe c du premier alinéa de l'article 230.0.0.2 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, fait après le 15 décembre 1987, autre qu'un paiement fait conformément à une entente

écrite conclue avant le 16 décembre 1987 avec une personne avec laquelle le contribuable n'a aucun lien de dépendance;

d) d'une dépense visée au paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 230.0.0.2 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, faite après le 18 décembre 1987, autre qu'une dépense faite après le 18 décembre 1987 à même des sommes amassées au plus tard à cette date.

4. Aux fins du sous-paragraphe *d* du paragraphe 3, une somme amassée après le 18 décembre 1987 est réputée avoir été amassée au plus tard à cette date si elle est amassée:

a) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été obtenu au plus tard à cette date;

b) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé après le 18 décembre 1987 mais au plus tard le 29 février 1988, si le visa du prospectus provisoire qui a précédé a été accordé au plus tard le 18 décembre 1987;

c) à la suite d'un placement effectué avant le 18 décembre 1987 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 ou 51 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1);

d) à la suite d'un placement effectué après le 18 décembre 1987 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 de la Loi sur les valeurs mobilières conformément à une notice d'offre reçue par la Commission des valeurs mobilières du Québec au plus tard le 18 décembre 1987;

e) à la suite d'un placement effectué après le 18 décembre 1987 mais au plus tard le 29 février 1988 et utilisé pour effectuer une dépense, admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223, en vertu d'une entente écrite conclue au plus tard le 18 décembre 1987.

5. Aux fins du paragraphe 4, une somme amassée à la suite d'un placement effectué en vertu des sous-paragrophes *b* ou *d* de ce paragraphe constitue une telle somme jusqu'à concurrence du montant déterminé en vertu du prospectus provisoire ou de la notice d'offre, selon le cas, égal à la partie du produit anticipé du placement prévue au prospectus provisoire ou à la notice d'offre, selon le cas, qui devait servir à effectuer des dépenses de recherches scientifiques et de développement expérimental, au sens du paragraphe 2 de l'article 222 de la Loi sur les impôts.

56. 1. L'article 230.2 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

57. 1. L'article 274 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **274.** Aux fins du présent titre, la résidence principale d'un particulier pour une année d'imposition est le logement, y compris une tenure à bail dans un tel logement, qui est normalement habité dans l'année par le particulier, son conjoint ou son ex-conjoint, ou son enfant, ou à l'égard duquel le particulier a fait l'un des choix visés aux articles 284 à 286.2 pour l'année, si, dans tous les cas : ».

2. Le présent article s'applique à l'égard de l'année d'imposition 1972 et des années d'imposition subséquentes pour une aliénation qui survient après le 31 décembre 1987.

58. 1. L'article 313.2 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du deuxième alinéa par le suivant :

« *a*) un particulier qui effectue une déduction pour l'année en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 à l'égard de l'enfant; ou ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

59. 1. L'article 313.3 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **313.3** Malgré l'article 313.2, lorsque plusieurs particuliers effectuent une déduction pour une année d'imposition en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 à l'égard d'un enfant pour lequel une allocation visée au premier alinéa de l'article 313.2 a été versée au cours de l'année, chacun de ces particuliers doit inclure la partie du montant qu'il devrait, en l'absence du présent article, inclure dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 313.2 à l'égard de cet enfant et qui est représentée soit par le rapport entre le montant de la déduction qu'il effectue pour l'année en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 à l'égard de cet enfant et le total des déductions que chacun de ces particuliers effectue pour l'année en vertu de ces articles à l'égard de cet enfant, lorsque ce particulier est visé au premier alinéa de l'article 752.0.7, soit par la proportion déterminée pour le particulier à l'égard de cet enfant, pour l'année, en vertu du deuxième alinéa de l'article 752.0.7, lorsque ce particulier est visé à ce deuxième alinéa. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

60. 1. L'article 351 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) « enfant admissible » d'un particulier pour une année d'imposition: soit un enfant du particulier ou de son conjoint, soit un enfant à l'égard duquel le particulier déduit un montant pour l'année en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 si, dans tous les cas, à un moment quelconque de l'année, l'enfant est soit âgé de moins de 14 ans, soit à la charge du particulier ou de son conjoint et atteint d'une infirmité mentale ou physique; »;

2° par le remplacement de la partie du paragraphe *b* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

« *b*) « frais de garde d'enfants »: des frais qui ne sont pas exclus en vertu de l'article 352 et qui sont engagés au cours d'une année d'imposition dans le but d'assurer, au Canada, à un enfant admissible d'un particulier, des services de garde d'enfants comprenant soit des services de garde par un autre particulier ou par une garderie, soit des services assurés dans un pensionnat ou une colonie de vacances, si l'enfant est gardé pour permettre au particulier ou à la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant pour l'année, qui réside avec l'enfant au moment où les frais sont engagés, de remplir les fonctions d'une charge ou d'un emploi, d'exercer une entreprise, seul ou comme associé y participant activement, de suivre un cours de formation professionnelle pour lequel il a reçu une allocation en vertu de la Loi nationale sur la formation (Statuts du Canada) ou d'effectuer de la recherche ou un travail semblable pour lequel il a reçu une subvention et si l'enfant est gardé par une personne résidant au Canada qui n'est pas une personne qui est: »;

3° par le remplacement du sous-paragraphe *iii* du paragraphe *b* par le suivant:

« *iii.* une personne à l'égard de laquelle le particulier ou une personne assumant les frais d'entretien de l'enfant déduit un montant en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 dans le calcul de son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie; »;

4° par le remplacement du sous-paragraphe *iii* du paragraphe *c* par le suivant:

« *iii.* un particulier qui déduit un montant pour l'année en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 à l'égard de l'enfant; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

61. 1. L'article 352 de cette loi, remplacé par l'article 31 du chapitre 4 des lois de 1988 et remplacé, dans sa version anglaise, par l'article 23 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **352.** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 351, les frais de garde d'enfants n'incluent pas les dépenses payées dans l'année pour un enfant qui fréquente un pensionnat ou une colonie de vacances dans la mesure où elles excèdent au total 120 \$ par semaine par enfant qui est soit âgé de moins de sept ans le 31 décembre de cette année ou qui l'aurait été s'il avait alors été vivant, soit visé à l'article 355.1, et 60 \$ par semaine pour tout autre enfant, et cela pour chaque semaine de l'année pendant laquelle l'enfant a fréquenté le pensionnat ou la colonie de vacances, ni les frais médicaux visés aux articles 752.0.11 à 752.0.13 ou autres dépenses payées pour des soins médicaux ou d'hospitalisation, ni l'habillement, le transport ou les frais d'éducation, de pension ou de logement autres que ceux prévus à ce paragraphe *b*. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

62. 1. L'article 354 de cette loi, modifié par l'article 32 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement des sous-paragraphe *i* et *ii* du paragraphe *a* par les suivants :

« *i.* du total de 4 000 \$ à compter de l'année d'imposition 1988 par enfant admissible du particulier pour l'année qui est soit âgé de moins de sept ans le 31 décembre de cette année ou qui l'aurait été s'il avait alors été vivant, soit visé à l'article 355.1, et qui fait l'objet de ces frais, et de 2 000 \$ à compter de l'année d'imposition 1988 pour tout autre enfant admissible du particulier pour l'année qui fait l'objet de ces frais; ou

« *ii.* de 50 % ou de 100 % du revenu gagné du particulier pour l'année, selon qu'un ou plus d'un enfant admissible fait respectivement l'objet de ces frais; sur ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

63. 1. L'article 355 de cette loi, modifié par l'article 33 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié, dans le paragraphe *b* :

1° par le remplacement de la partie qui précède le sous-paragraphe i par ce qui suit :

« b) un montant égal au total de 120 \$ par semaine pour chaque enfant admissible du particulier pour l'année, qui est soit âgé de moins de sept ans le 31 décembre de cette année ou qui l'aurait été s'il avait alors été vivant, soit visé à l'article 355.1, et qui fait l'objet de ces frais de garde, et de 60 \$ par semaine pour tout autre enfant admissible du particulier pour l'année qui fait l'objet de ces frais de garde, et cela pour chaque semaine de l'année pendant laquelle les frais de garde d'enfants ont été engagés et pendant la totalité de laquelle la personne assumant les frais d'entretien d'un enfant du particulier était : » ;

2° par le remplacement du sous-paragraphe ii par le suivant :

« ii. une personne qu'un médecin, au sens de l'article 752.0.18, certifie avoir été dans l'incapacité de prendre soin des enfants soit en raison d'une infirmité mentale ou physique qui doit vraisemblablement se prolonger pendant une longue période indéfinie, soit en raison d'une infirmité mentale ou physique et de l'obligation, durant la totalité d'une période d'au moins deux semaines dans l'année, de garder le lit, de se déplacer en chaise roulante ou d'être hospitalisée ou internée dans un hôpital, asile ou autre institution semblable ; » ;

3° par le remplacement du sous-paragraphe iv par le suivant :

« iv. une personne qui vivait séparée du particulier à la fin de l'année et durant une période d'au moins 90 jours qui commençait dans l'année en raison de la rupture de leur mariage ou de leur vie commune. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

64. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 355, du suivant :

« **355.1** L'enfant auquel l'article 352, le sous-paragraphe i du paragraphe a de l'article 354 et le paragraphe b de l'article 355 réfèrent, est un enfant admissible qui est atteint d'une déficience mentale ou physique grave et prolongée si un médecin, au sens de l'article 752.0.18, ou, dans le cas où l'enfant est atteint d'une déficience visuelle, un médecin ou un optométriste, au sens de ce dernier article, certifie sur un formulaire prescrit que l'enfant est atteint d'une telle déficience et qu'une copie de ce certificat a été produite au ministre. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

65. 1. L'article 358.1 de cette loi, édicté par l'article 34 du chapitre 4 des lois de 1988 et remplacé par l'article 24 du chapitre 18 des lois de 1988, l'article 358.2 de cette loi, édicté par l'article 34 du chapitre 4 des lois de 1988 et modifié par l'article 25 du chapitre 18 des lois de 1988, et les articles 358.3 à 358.12 de cette loi, édictés par l'article 34 du chapitre 4 des lois de 1988, sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

66. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant le chapitre X du titre VI du livre III de la partie I, de l'article suivant :

« **358.13** Un particulier ne peut déduire dans le calcul de son revenu un montant ou sa part d'un montant visé à l'article 358.10 ou à l'article 358.11 qui se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu après le 18 décembre 1987 que si une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue à l'égard du contrat de recherche universitaire auquel ce montant ou cette part d'un montant, selon le cas, se rapporte, avant qu'un montant soit versé, en vertu du contrat, à une entité universitaire admissible.

De plus, lorsqu'un montant ou une part d'un montant se rapporte à plus d'un contrat de recherche universitaire, la Décision Anticipée favorable visée au premier alinéa doit être rendue à l'égard de chaque contrat de recherche universitaire auquel le montant ou la part d'un montant, selon le cas, se rapporte.

Enfin, lorsqu'en vertu d'un contrat de recherche universitaire un montant a été versé à une entité universitaire admissible avant que le contrat fasse l'objet d'une Décision Anticipée favorable de la part du ministère du Revenu, le montant ainsi versé est réputé, aux seules fins du premier alinéa, avoir été versé après qu'une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu ait été rendue à l'égard du contrat si les conditions suivantes sont satisfaites :

a) une demande de Décision Anticipée à l'égard du contrat a été présentée au ministère du Revenu au plus tard le 31 décembre 1988 ;

b) une décision favorable a été rendue par le ministère du Revenu à l'égard du contrat. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un montant qu'un particulier peut déduire dans le calcul de son revenu en vertu des

articles 358.10 ou 358.11 de la Loi sur les impôts pour son année d'imposition 1987, lorsqu'un montant ou une part d'un montant, selon le cas, se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu après le 18 décembre 1987, mais avant le 1^{er} janvier 1988.

67. 1. L'article 429 de cette loi, modifié par l'article 100 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *c* du deuxième alinéa par le suivant :

« *c*) sous réserve des articles 693.1 et 752.0.26, cette autre personne avait droit aux déductions auxquelles le particulier avait droit en vertu des articles 710 à 725.7 et 752.0.1 à 752.0.18 dans le calcul de son revenu imposable ou de son impôt à payer en vertu de la présente partie, selon le cas, pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

68. 1. L'article 451 de cette loi, modifié par l'article 107 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **451.** Aux fins de la présente section et des articles 234 à 236, 236.2, 237, 239 à 241, 261, 264, 271 à 273, 274.1, 275, 278 à 280.4, 288, 293, 428 à 430, 432 à 435, 454 à 455.1 et 459 à 462 : » ;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) « enfant » d'un contribuable comprend un petit-enfant ou un arrière-petit-enfant du contribuable ainsi qu'une personne qui, à un moment quelconque avant qu'elle n'ait atteint l'âge de 19 ans, était entièrement à la charge du contribuable pour sa subsistance et dont ce dernier avait, à ce moment, la garde et la surveillance, en droit ou de fait ; » ;

3° par la suppression du paragraphe *e*.

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1, lorsqu'il supprime, dans la partie de l'article 451 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, qu'il édicte, le renvoi à l'article 463.1 de cette loi, s'applique à l'égard d'une aliénation effectuée après le 31 décembre 1987.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1989.

69. 1. L'article 499 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **499.** Lorsque le montant qu'un particulier peut déduire en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, dans le calcul de son impôt à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie est, sans égard au présent article, moindre que le montant qui serait ainsi déductible si aucun montant n'était inclus dans le calcul du revenu de son conjoint pour l'année en vertu de l'article 497, le particulier peut choisir, dans sa déclaration fiscale pour l'année, que les dividendes reçus d'une corporation canadienne imposable qui devaient être inclus dans le calcul du revenu de son conjoint en vertu de ce dernier article soient plutôt réputés avoir été reçus par lui dans cette année et non par son conjoint. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

70. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 521, du suivant :

« **521.1** Aux fins de l'article 104.1, lorsque le présent chapitre s'applique à l'aliénation d'un bien amortissable en faveur d'une personne ou d'une société et qu'un montant a été admis en déduction dans le calcul du revenu du cédant en vertu de l'article 156.1 à l'égard du bien pour une année d'imposition antérieure à celle de l'acquisition du bien par la personne ou la société, ce montant est réputé avoir été admis en déduction dans le calcul du revenu de la personne ou de la société en vertu de cet article à l'égard du bien pour les années d'imposition précédant celle de l'acquisition du bien par la personne ou la société. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

71. 1. L'article 545 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 3, du suivant :

« 4. La nouvelle corporation est réputée, aux fins de l'article 104.1, avoir déduit dans le calcul de son revenu l'ensemble des montants admis en déduction dans le calcul du revenu des corporations remplacées en vertu de l'article 156.1. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

72. 1. L'article 576.1 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **576.1** Aux fins du présent titre, un bien exclu d'une filiale étrangère d'un contribuable signifie soit un bien que celle-ci utilise ou détient principalement pour gagner un revenu provenant d'une entreprise admissible, soit un bien qui est une action du capital-actions d'une autre filiale étrangère du contribuable, lorsque la totalité ou la quasi-totalité des biens de cette autre filiale étrangère sont des biens exclus, soit un montant à recevoir sur lequel l'intérêt constitue, en vertu d'une disposition prescrite, un revenu provenant d'une telle entreprise admissible ou constituerait ainsi un tel revenu si un intérêt était à payer sur ce montant. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1989.

73. 1. L'article 600 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *e*, du mot « et » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe *e*, du suivant :

« *e.1*) l'excédent de l'ensemble des montants déterminés en vertu des articles 222 à 224 à l'égard de la société à la fin d'une année d'imposition sur l'ensemble des montants déterminés en vertu de l'article 225 à l'égard de la société à la fin de l'année, est déduit en vertu de ces articles dans le calcul du revenu de la société pour l'année ; » ;

3° par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

« *f*) sous réserve de l'article 600.0.1, le revenu de la société, pour une année d'imposition, provenant ou découlant d'une source au Canada ou de sources situées dans un autre endroit constitue, jusqu'à concurrence de la part du contribuable, le revenu de ce dernier pour son année d'imposition pendant laquelle l'année d'imposition de la société se termine, provenant de cette source au Canada ou des sources situées dans cet autre endroit, selon le cas ; et » ;

4° par l'addition, après le paragraphe *f*, du suivant :

« *g*) sous réserve de l'article 600.0.1, l'excédent, sur, dans le cas d'un contribuable qui serait un associé déterminé de la société dans l'année, si la définition de l'expression « associé déterminé » à l'article 1 se lisait en faisant abstraction de son paragraphe *b*, tout montant

déduit par la société en vertu des articles 222 à 230 dans le calcul de son revenu provenant ou découlant d'une source au Canada ou de sources situées dans un autre endroit, selon le cas, et dans tout autre cas, un montant nul, de la perte de la société pour une année d'imposition, provenant ou découlant de cette source ou de ces sources, constitue, jusqu'à concurrence de la part du contribuable, la perte de ce dernier pour son année d'imposition pendant laquelle l'année d'imposition de la société se termine, provenant de cette source au Canada ou des sources situées dans cet autre endroit, selon le cas. ».

2. Les sous-paragraphes 1° et 2° du paragraphe 1 s'appliquent à une année d'imposition d'une société qui se termine après le 15 décembre 1987. Toutefois, ils ne s'appliquent pas, à l'égard d'un contribuable, aux dépenses faites par une société soit avant le 16 décembre 1987, soit après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989 conformément à une obligation écrite conclue par la société avant le 16 décembre 1987 ou aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada ou encore aux termes de la notice d'offre visée au sous-paragraphe *d* conformément à laquelle les titres ont été placés, lorsque le contribuable a acquis un intérêt dans la société :

a) soit avant le 16 décembre 1987;

b) soit après le 15 décembre 1987 conformément à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

c) soit après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} juin 1988 aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada;

d) soit après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} juin 1988 dans le cadre d'une offre de titres si :

i. l'offre est faite conformément à une notice d'offre où figure une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci;

ii. la notice d'offre a été distribuée avant le 16 décembre 1987;

iii. la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987; et

iv. la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre.

3. Les sous-paragraphes 3° et 4° du paragraphe 1 s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1988 d'une société. Toutefois, lorsque le sous-paragraphe 4° s'applique à l'égard :

a) d'un particulier qui peut déduire un montant dans le calcul de son revenu imposable en vertu de l'article 726.4.40 de la Loi sur les impôts, le paragraphe *g* de l'article 600 de cette loi, qu'il édicte, lorsqu'il réfère à un montant déduit par une société en vertu des articles 222 à 230 de la Loi sur les impôts, ne s'applique pas aux dépenses faites par une société soit avant le 13 mai 1988, soit après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date ;

b) d'un particulier qui peut déduire un montant dans le calcul de son revenu imposable en vertu de l'article 726.4.50 de la Loi sur les impôts, le paragraphe *g* de l'article 600 de cette loi, qu'il édicte, lorsqu'il réfère à un montant déduit par une société en vertu des articles 222 à 230 de la Loi sur les impôts, ne s'applique pas aux montants versés par une société soit avant le 13 mai 1988, soit après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date ;

c) d'une corporation qui est réputée avoir payé un montant au ministre du Revenu en acompte sur son impôt à payer en vertu de l'article 1029.8.0.2 de la Loi sur les impôts, le paragraphe *g* de l'article 600 de cette loi, qu'il édicte, lorsqu'il réfère à un montant déduit par une société en vertu des articles 222 à 230 de la Loi sur les impôts, ne s'applique pas à l'égard de salaires et de rémunération versés soit avant le 13 mai 1988, soit après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date ;

d) d'une corporation qui est réputée avoir payé un montant au ministre du Revenu en acompte sur son impôt à payer en vertu de l'article 1029.8.7.2 de la Loi sur les impôts, le paragraphe *g* de l'article 600 de cette loi, qu'il édicte, lorsqu'il réfère à un montant déduit par une société en vertu des articles 222 à 230 de la Loi sur les impôts, ne s'applique pas à l'égard d'un montant versé soit avant le 13 mai 1988, soit après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date.

4. Aux fins du paragraphe 3, une somme amassée après le 12 mai 1988 est réputée avoir été amassée au plus tard à cette date si elle est amassée :

a) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé au plus tard à cette date ;

b) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988, si le visa du prospectus provisoire qui a précédé a été accordé au plus tard le 12 mai 1988;

c) à la suite d'un placement effectué avant le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 ou 51 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1);

d) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 de la Loi sur les valeurs mobilières conformément à une notice d'offre reçue par la Commission des valeurs mobilières du Québec au plus tard le 12 mai 1988;

e) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988 et utilisé pour effectuer une dépense, admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, en vertu d'une entente écrite conclue au plus tard le 12 mai 1988.

5. Aux fins du paragraphe 4, une somme amassée à la suite d'un placement effectué en vertu des sous-paragraphes *b* ou *d* de ce paragraphe constitue une telle somme jusqu'à concurrence du montant déterminé en vertu du prospectus provisoire ou de la notice d'offre, selon le cas, égal à la partie du produit anticipé du placement prévue au prospectus provisoire ou à la notice d'offre, selon le cas, qui devait servir à effectuer des dépenses de recherches scientifiques et de développement expérimental, au sens du paragraphe 2 de l'article 222 de la Loi sur les impôts.

74. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 600, des suivants :

« **600.0.1** Sauf aux fins du chapitre II.1 du présent titre, du paragraphe *i* de l'article 255 et du paragraphe *l* de l'article 257, lorsque le contribuable visé aux paragraphes *f* ou *g* de l'article 600 est un particulier, sa part du revenu ou de la perte de la société, pour l'année y visée, est celle qui y serait visée si aucun montant n'était admis en déduction dans le calcul du revenu ou de la perte d'une société en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou du deuxième alinéa de l'article 130.1 à l'égard d'un film certifié québécois, au sens des règlements adoptés en vertu de cet article 130.

« **600.0.2** La part d'un particulier d'une perte d'une société, déterminée conformément à l'article 600.0.1 pour un exercice financier de celle-ci à la fin duquel le particulier est membre, appelée dans le présent article « perte corrigée », ne peut toutefois excéder la partie de

la fraction à risque de l'intérêt du particulier à l'égard de la société à cette date, au sens des articles 613.2 à 613.5, représentée par la proportion qui existe entre sa part de cette perte corrigée de la société qui, en l'absence du présent article, serait ainsi déterminée en vertu de l'article 600.0.1 et sa part de cette perte corrigée de la société qui, en l'absence du présent article et de l'article 600.0.1, serait déterminée en vertu du paragraphe *g* de l'article 600. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

75. 1. L'article 613.1 de cette loi, édicté par l'article 40 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **613.1** Malgré l'article 600, lorsqu'un contribuable est, à un moment quelconque dans une année d'imposition, un membre à responsabilité limitée d'une société, l'excédent de l'ensemble des montants qui représentent sa part d'une perte de la société qui provient d'une entreprise, autre qu'une entreprise agricole, ou sa part d'une perte qui provient d'un bien, calculée conformément à l'article 600, pour un exercice financier de la société qui se termine dans l'année d'imposition, sur le montant déterminé au second alinéa, ne doit pas être déduit dans le calcul de son revenu, ni inclus dans le calcul de sa perte autre qu'une perte en capital, pour l'année, et est réputé être sa perte comme membre à responsabilité limitée à l'égard de la société pour l'année. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

76. 1. L'article 648 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

77. 1. L'article 665 de cette loi, remplacé par l'article 57 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **665.** Un contribuable qui a inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, en vertu des articles 663 ou 684, un montant relatif à sa participation au revenu d'une fiducie peut déduire, pour la même année, sauf dans la mesure où un montant relatif à cette participation a été déduit dans le calcul de son revenu imposable conformément aux articles 738 et 845, le moindre de ce montant ou de l'excédent du coût de sa participation sur l'ensemble des montants admissibles en déduction à ce titre en vertu du présent article dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

78. 1. L'article 668.3, édicté par l'article 130 du chapitre 67 des lois de 1987, est remplacé par le suivant :

« **668.3** Aux fins des articles 646, 647, 652 à 657.1, 659, 660, 663, 664, 666 à 674, 676, 676.1 et 678 à 682, les gains en capital imposables nets d'une fiducie pour une année d'imposition représentent l'excédent de l'ensemble des gains en capital imposables de la fiducie pour l'année, sur l'ensemble de ses pertes en capital admissibles pour l'année et de ses pertes nettes en capital déduites en vertu de l'article 729 dans le calcul de son revenu imposable pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

79. 1. L'article 669 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

80. 1. L'article 669.1 de cette loi, remplacé par l'article 58 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **669.1** Le montant qui serait autrement inclus en vertu de l'article 317 dans le calcul du revenu d'une fiducie testamentaire pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada est réputé, aux fins des articles 752.0.8 à 752.0.10 lorsque la fiducie a été créée lors du décès ou en raison du décès du particulier dont le bénéficiaire donné était le conjoint, et du paragraphe *d* de l'article 339, être inclus en vertu de cet article 317 dans le calcul du revenu pour l'année d'un bénéficiaire donné de la fiducie et non dans celui de la fiducie dans la mesure où ce montant peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considéré comme faisant partie du montant inclus, en vertu de l'article 663, dans le calcul du revenu du bénéficiaire donné pour l'année d'imposition et si ce montant a été exclusivement attribué au bénéficiaire donné par la fiducie dans sa déclaration fiscale pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque l'article 669.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à une année d'imposition d'une fiducie qui a commencé avant le 1^{er} janvier 1988, il doit se lire en faisant abstraction des mots « tout au long de laquelle elle a résidé au Canada ».

81. 1. L'article 669.3 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **669.3** Aux fins des articles 646, 647, 652 à 657.1, 659, 660, 663, 664, 666 à 674, 676, 676.1 et 678 à 682, le montant qu'une fiducie désigne dans sa déclaration fiscale produite en vertu de la présente partie pour une année d'imposition et qui n'excède pas le montant déterminé conformément à l'article 669.4, est réputé à payer par la fiducie à des bénéficiaires donnés de celle-ci dans l'année dans une proportion, pour chacun de ces bénéficiaires donnés, que la fiducie désigne dans cette déclaration fiscale. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

82. 1. L'article 681 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) sous réserve de l'application des articles 693.1 et 752.0.26, que cette autre personne a droit aux déductions auxquelles le particulier a droit en vertu des articles 710 à 725.7 et 752.0.1 à 752.0.18 pour cette période, dans le calcul de son revenu imposable ou de son impôt à payer en vertu de la présente partie, selon le cas, pour cette période. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

83. 1. L'article 693 de cette loi, modifié par l'article 133 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 41 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, le contribuable doit appliquer les dispositions du présent livre dans l'ordre suivant : les articles 726.24, 737.8 et 737.17, les titres V, V.1, VI.1, VI.2, VI.3, VI.3.1, VI.3.2, VI.3.3, VI.3.4, VII, VI.5 et VI.6 et les articles 726.25, 737.14 à 737.16 et 737.21. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve des paragraphes 3 et 4, à compter de l'année d'imposition 1975.

3. Lorsque le deuxième alinéa de l'article 693 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, s'applique à l'année d'imposition 1987, il doit se lire comme suit :

« Toutefois, le contribuable doit appliquer les dispositions du présent livre dans l'ordre suivant : les articles 726.24, 737.8 et 737.17,

les titres II, III, IV, IV.1, V, V.1, VI, VI.1, VI.2, VI.3, VII, VI.5 et VI.6 et les articles 726.25, 737.14 à 737.16, 737.21 et 737.4 à 737.6. ».

4. Lorsque le deuxième alinéa de l'article 693 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1974 et avant le 1^{er} janvier 1987, il doit se lire tel qu'il se lisait dans sa version en vigueur pour cette année, en y ajoutant, toutefois, lorsqu'un montant peut être déduit ou inclus dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour cette année en vertu respectivement des articles 726.25 ou 726.24 de la Loi sur les impôts, une référence à ces deux articles, et l'ordre dans lequel le particulier doit appliquer ces deux articles est, par rapport à l'ordre établi par ailleurs en vertu du deuxième alinéa de cet article 693 pour cette année, le suivant :

- a) en premier, dans le cas de l'article 726.24;
- b) en dernier, dans le cas de l'article 726.25.

84. 1. L'article 693.1 de cette loi, remplacé par l'article 134 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **693.1** Lorsqu'une déclaration fiscale distincte est produite à l'égard d'un particulier en vertu de l'un des articles 429, 681 ou 1003 pour une période donnée et qu'une autre déclaration fiscale à l'égard du même particulier est produite en vertu de la présente partie pour une période se terminant dans l'année civile où la période donnée se termine, aux fins du calcul du revenu imposable du particulier en vertu de la présente partie dans ces déclarations fiscales, l'ensemble des déductions réclamées dans ces déclarations en vertu de l'un des articles 710 à 725.7, ne doit pas excéder l'ensemble des déductions qui pourraient être déduites pour l'année en vertu de cet article à l'égard du particulier si aucune déclaration fiscale distincte n'était produite en vertu de l'un des articles 429, 681 ou 1003. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

85. 1. Les titres I.1 à IV du livre IV de la partie I de cette loi, le titre IV.1 de ce livre, édicté par l'article 49 du chapitre 4 des lois de 1988, les articles 717 à 724.1 de cette loi, l'article 724.2 de cette loi, édicté par l'article 139 du chapitre 67 des lois de 1987 et le titre VI du livre IV de la partie I de cette loi sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque l'article 709 de la Loi sur les impôts, que le présent article abroge, s'applique à l'année d'imposition 1987, il doit se

lire en remplaçant, à la fin du paragraphe *h*, le point par un point virgule et en ajoutant, après le paragraphe *h*, le suivant :

« *i*) un montant reçu en vertu d'un régime de retraite provincial prescrit ou provenant d'un tel régime. ».

86. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 726.4, de ce qui suit :

« TITRE VI.3.1

« FILMS CERTIFIÉS QUÉBÉCOIS

« **726.4.1** Un particulier peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition 1987, la partie ou le montant permis par les règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130, du coût en capital d'un film certifié québécois, au sens des règlements adoptés en vertu de cet article, qu'il aurait pu déduire dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *a* de cet article en l'absence de l'article 130.0.1.

« **726.4.2** Un montant déduit par un particulier en vertu de l'article 726.4.1 dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition, est réputé, aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130.1 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130, avoir été déduit pour cette année dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens en vertu du paragraphe *a* de l'article 130.

« **726.4.3** Un particulier qui est membre d'une société à la fin d'un exercice financier de celle-ci peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition au cours de laquelle se termine cet exercice financier, un montant n'excédant pas l'ensemble :

a) de sa part de l'ensemble des montants qu'une société a déduits en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou du deuxième alinéa de l'article 130.1 dans le calcul de son revenu pour un exercice financier à l'égard d'un film certifié québécois au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 130, dans la mesure où cette part aurait réduit, en l'absence de l'article 600.0.1, sa part du revenu de la société pour cet exercice financier telle que déterminée en vertu du paragraphe *f* de l'article 600 ou aurait fait en sorte que cette part de revenu ainsi déterminée soit nulle en l'absence de cet article 600.0.1; et

b) de sa part de l'ensemble des montants qu'une société a déduits en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou du deuxième alinéa de

l'article 130.1 dans le calcul de sa perte pour un exercice financier à l'égard d'un film certifié québécois au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 130, dans la mesure où cette part de tels montants a soit créé, soit augmenté cette part de perte, sans dépasser la partie de la fraction à risque de l'intérêt du particulier à l'égard de la société à la fin de l'exercice financier de celle-ci, au sens des articles 613.2 à 613.5, représentée par la proportion qui existe entre de tels montants qui ont soit créé, soit augmenté cette part de perte, et l'ensemble des montants qui, en l'absence de l'article 600.0.1, représenteraient sa part de la perte de la société pour cet exercice financier telle que déterminée en vertu du paragraphe *g* de l'article 600.

« **726.4.4** Un particulier doit déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition 1987, l'excédent, visé au premier alinéa de l'article 130.1 et qui concerne une catégorie prescrite qui comprend un film certifié québécois au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 130, qu'il aurait été tenu de déduire dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du deuxième alinéa de l'article 130.1 en l'absence du quatrième alinéa de cet article.

Aux fins des articles 93 à 104, cet excédent est réputé avoir été déduit par le particulier en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 dans le calcul de son revenu pour l'année provenant d'une entreprise ou de biens.

« **726.4.5** Un particulier peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable, pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition 1987, l'excédent des montants qu'il aurait pu déduire pour l'année, dans le calcul de son revenu, en vertu des articles 157.4 à 157.4.2, en l'absence de l'article 157.4.3, sur tout montant déduit en vertu du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure.

« **726.4.6** Sous réserve de l'article 726.4.8, un particulier qui a acquis à titre de premier acquéreur un film certifié québécois, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 130, peut déduire dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition à la fin de laquelle il est propriétaire de ce film et l'a été sans interruption depuis cette acquisition, un montant ne dépassant pas l'excédent de 66 2/3 % de l'ensemble des montants qu'il a déduits dans le calcul de son revenu imposable pour cette année ou une année d'imposition antérieure, à l'égard de ce film, en vertu des articles 726.4.1 ou 726.4.4 sur tout montant déduit en vertu du présent article, à l'égard de ce film, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure.

« **726.4.7** Sous réserve de l'article 726.4.8, lorsqu'un particulier est membre d'une société à la fin d'un exercice financier donné de celle-ci au cours duquel elle a acquis à titre de premier acquéreur un film certifié québécois au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 130, il peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition au cours de laquelle se termine un exercice financier de celle-ci à la fin duquel il en est membre et l'a été sans interruption depuis la fin de l'exercice financier donné, un montant ne dépassant pas l'excédent de sa part de $66 \frac{2}{3} \%$ de l'ensemble des montants que la société a déduits dans le calcul de son revenu pour cet exercice financier ou un exercice financier antérieur, à l'égard de ce film, en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou du deuxième alinéa de l'article 130.1, sur tout montant déduit par ce particulier en vertu du présent article ou de l'article 726.4.6, à l'égard de ce film, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure.

« **726.4.8** Malgré les articles 726.4.6 et 726.4.7, aucun montant ne peut être déduit dans le calcul du revenu imposable d'un particulier, pour une année d'imposition, conformément à ces articles à l'égard d'un film certifié québécois au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 130:

a) si le particulier a droit, pour l'année, à une déduction à l'égard de ce film en vertu de l'article 726.4.5; ou

b) si la partie ou le montant du coût en capital de ce film qui est admissible en déduction, pour l'année, conformément aux règlements adoptés en vertu de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 20 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), excèdent 30 % de ce coût, calculé sans qu'il ne soit tenu compte de toute déduction supplémentaire fondée sur le revenu provenant d'un film et accordée conformément à ces derniers règlements.

« TITRE VI.3.2

« DÉDUCTION ADDITIONNELLE À L'ÉGARD DE CERTAINS FRAIS D'EXPLORATION ENGAGÉS AU QUÉBEC

« **726.4.9** Un particulier peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition, un montant qui n'excède pas son compte relatif à certains frais d'exploration québécois à la fin de l'année, calculé avant toute déduction pour l'année en vertu du présent article.

« **726.4.10** Aux fins du présent titre, le compte relatif à certains frais d'exploration québécois d'un particulier, à un moment quelconque après le 31 décembre 1987, désigne un montant égal à l'excédent, sur le montant calculé en vertu de l'article 726.4.11, de l'ensemble des montants suivants :

a) 33 1/3% de l'excédent :

i. de l'ensemble des dépenses, à l'exception de celles qui sont décrites à l'article 726.4.12, qu'il a engagées au Québec après le 30 juin 1988 et avant ce moment mais sans dépasser le 31 décembre 1989, et qui sont des frais canadiens d'exploration qui seraient soit décrits aux paragraphes *a* ou *c* de l'article 395 si ces paragraphes se lisaient en y remplaçant, partout où il se trouve, le mot « Canada » par le mot « Québec », soit décrits aux paragraphes *d* ou *e* de cet article 395 si le renvoi, dans ces paragraphes, aux « frais décrits dans les paragraphes *a* à *c.1* » était remplacé par un renvoi aux « frais qui seraient décrits aux paragraphes *a* ou *c* si ceux-ci se lisaient en y remplaçant, partout où il se trouve, le mot « Canada » par le mot « Québec » ; sur

ii. l'ensemble de chaque montant d'aide, au sens du paragraphe c.0.1 de l'article 359, qu'une personne, y compris une société, a reçu, a droit de recevoir ou devient, à un moment quelconque, en droit de recevoir à l'égard d'une dépense visée au sous-paragraphe i, dans la mesure où un tel montant d'aide n'a pas réduit les frais canadiens d'exploration du particulier en raison du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 359.2 ; et

b) son « compte d'exploration québécois », au sens que donnent à cette expression les règlements, à ce moment.

« **726.4.11** Le montant qui doit être déduit de l'ensemble déterminé en vertu de l'article 726.4.10 au moment quelconque y visé est égal à l'ensemble :

a) de chaque montant déduit par le particulier en vertu de l'article 726.4.9 dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment ; et

b) de 33 1/3% de chaque montant qui devient à recevoir par le particulier avant ce moment mais après le 30 juin 1988 et à l'égard duquel la contrepartie qu'il a fournie consiste en un bien, autre qu'un bien que le particulier a aliéné en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance, qu'une action, qu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite ou qu'un bien minier canadien, ou en services, dont le coût peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense à l'égard de laquelle un montant a été inclus, en

vertu de l'article 726.4.10, dans le calcul du compte relatif à certains frais d'exploration québécois du particulier ou d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance.

« **726.4.12** Les dépenses visées au sous-paragraphe i du paragraphe *a* de l'article 726.4.10 ne comprennent pas :

a) un montant compris dans les frais généraux canadiens d'exploration et de mise en valeur du particulier, au sens des règlements;

b) un montant relatif aux frais canadiens d'exploration auquel une corporation qui n'est pas une corporation admissible a renoncé, avec effet après le 30 juin 1988 et au plus tard le 31 décembre 1989, en vertu de l'article 359.2 à l'égard d'une action;

c) un montant relatif au financement, y compris les frais engagés avant le début de l'exploitation d'une entreprise;

d) les dépenses qui sont des frais canadiens d'exploration du particulier en vertu des paragraphes *d* ou *e* de l'article 395, dans la mesure où ils réfèrent respectivement :

i. à des frais engagés après le 30 juin 1988 et avant le moment quelconque visé à l'article 726.4.10 mais sans dépasser le 31 décembre 1989, par une société qui n'est pas une société admissible ou par une société admissible conformément à une entente décrite à ce paragraphe *e* avec une corporation qui n'est pas une corporation admissible; ou

ii. à des frais engagés au cours de la période décrite au sous-paragraphe i par le particulier conformément à une entente décrite à ce paragraphe *e* avec une corporation qui n'est pas une corporation admissible;

e) une dépense prescrite.

« **726.4.13** Lorsqu'une dépense engagée avant un moment quelconque est incluse dans l'ensemble déterminé en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe *a* de l'article 726.4.10 à l'égard d'un particulier et que, après ce moment, une personne, y compris une société, devient en droit de recevoir un montant d'aide, au sens du paragraphe c.0.1 de l'article 359, à l'égard de cette dépense, ce montant d'aide doit être inclus dans l'ensemble visé au sous-paragraphe ii de ce paragraphe *a* à l'égard du particulier au moment où cette dépense a été engagée, dans la mesure où il n'a pas réduit cette dépense en raison du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 359.2.

« **726.4.14** Aux fins du présent titre, une société admissible est une société dont l'ensemble des activités consiste principalement à faire de l'exploration minière, pétrolière ou gazière ou de la mise en valeur d'une ressource minérale ou d'un puits de pétrole ou de gaz et qui, au moment où les frais visés au paragraphe *d* de l'article 395 sont engagés et pendant toute la période de 12 mois qui précède ce moment, satisfait aux conditions suivantes :

a) ni elle, ni un de ses membres n'exploite une ressource minérale ou un puits de pétrole ou de gaz ;

b) aucun de ses membres n'est une corporation qui contrôle directement ou indirectement ou qui est ainsi contrôlée par une corporation qui exploite une ressource minérale ou un puits de pétrole ou de gaz.

« **726.4.15** Aux fins du présent titre, une corporation admissible est une corporation dont l'ensemble des activités consiste principalement à faire de l'exploration minière, pétrolière ou gazière ou de la mise en valeur d'une ressource minérale ou d'un puits de pétrole ou de gaz et qui, au moment où les frais visés au paragraphe *e* de l'article 395 ou au moment où les frais à l'égard desquels il est renoncé à un montant en vertu de l'article 359.2, selon le cas, sont engagés et pendant toute la période de 12 mois qui précède ce moment, satisfait aux conditions suivantes :

a) elle n'exploite aucune ressource minérale et aucun puits de pétrole ou de gaz ;

b) elle ne contrôle pas directement ou indirectement ou n'est pas ainsi contrôlée par une autre corporation qui exploite une ressource minérale ou un puits de pétrole ou de gaz.

« **726.4.16** Aux fins du présent titre et pour plus de précision, l'exploitation d'une ressource minérale ou d'un puits de pétrole ou de gaz doit s'entendre d'une telle exploitation en quantité commerciale raisonnable.

« **726.4.17** Aux fins du présent titre, lorsqu'un membre d'une société est réputé avoir engagé des frais canadiens d'exploration en vertu du paragraphe *d* de l'article 395, ces frais sont réputés avoir été engagés par le membre au moment où ils ont été engagés par la société.

« TITRE VI.3.3

« ACTION DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

« CHAPITRE I

« DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

« **726.4.18** Dans le présent titre, on entend par :

a) « actif » : l'actif d'une corporation tel que déterminé en vertu du titre VI.1 du livre VII;

b) « action admissible » : une action qui est :

i. soit une action qui serait décrite au paragraphe *b* de l'article 965.1 si aucune référence n'était faite, dans ce paragraphe *b*, à l'article 965.9.1.1 et si l'exigence du paragraphe *e* de l'article 965.7, auquel ce paragraphe *b* renvoie, se lisait en y remplaçant les mots « un particulier, un groupe d'investissement ou un fonds d'investissement » par le mot « personne »;

ii. soit une action émise par un émetteur visé au sous-paragraphe ii du paragraphe *e*;

c) « action de recherche et développement » : une action qui est :

i. soit une action admissible visée au sous-paragraphe i du paragraphe *b*, qui est émise après le 12 mai 1988 en faveur d'une personne par un émetteur visé au sous-paragraphe i du paragraphe *e* dans le cadre d'une émission publique d'actions, à l'égard de laquelle il est stipulé, dans le prospectus définitif ou la demande de dispense de prospectus, que l'émetteur ou, le cas échéant, une corporation désignée visée aux sous-paragraphe i ou ii du paragraphe *d* dont la dénomination sociale est dévoilée au prospectus définitif ou à la demande de dispense de prospectus, s'engage, premièrement, à faire des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Québec, pour un montant qui excède 50% de la contrepartie reçue pour l'action, pendant la période qui commence à la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus et qui se termine à une date qui doit être stipulée par cet émetteur dans le prospectus définitif ou la demande de dispense de prospectus et, deuxièmement, à renoncer, conformément à l'article 726.4.27, à l'égard de l'action, sur un formulaire prescrit, à la totalité ou à une partie d'un montant que cet émetteur ou, le cas échéant, cette corporation désignée, sera réputé avoir payé en vertu des articles 1029.7, 1029.8.6 ou 1029.8.10 à l'égard des dépenses ainsi faites, dans

la mesure où de telles dépenses n'excèdent pas la contrepartie reçue pour l'action par cet émetteur;

ii. soit une action qui est une action admissible visée au sous-paragraphe ii du paragraphe *b*, qui est émise après le 12 mai 1988 en faveur d'une personne par un émetteur visé au sous-paragraphe ii du paragraphe *e*, en vertu d'une entente écrite, conclue après cette date entre cet émetteur et une corporation désignée visée au sous-paragraphe iii du paragraphe *d* ou qui y sera visée au moment où l'émetteur y effectuera, à même la contrepartie reçue pour l'action, un placement admissible, en vertu de laquelle entente cette corporation désignée s'engage, premièrement, à faire des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Québec, pour un montant qui excède 50% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur, pendant la période qui commence le jour où l'émetteur effectue un placement admissible dans la corporation désignée à même la contrepartie reçue pour l'action et qui se termine à une date qui doit être stipulée par l'émetteur dans l'entente et, deuxièmement, à renoncer, conformément à l'article 726.4.27, à l'égard de l'action émise par l'émetteur, sur un formulaire prescrit, à la totalité ou à une partie du montant que cette corporation désignée sera réputée avoir payé en vertu des articles 1029.7, 1029.8.6 ou 1029.8.10 à l'égard des dépenses ainsi faites, dans la mesure où de telles dépenses n'excèdent pas la contrepartie reçue pour l'action par cet émetteur;

d) « corporation désignée »: une corporation qui exploite une entreprise au Canada et qui est:

i. soit une filiale contrôlée par un émetteur, lorsque ce dernier est une corporation visée à l'article 965.11.5, 965.16, 965.16.0.1 ou 965.16.0.2;

ii. soit une corporation décrite au paragraphe *d* de l'article 965.11.1, lorsque l'émetteur est une corporation visée à cet article ou à l'article 965.11.6;

iii. soit une corporation visée à l'article 12 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1), lorsque l'émetteur est une société visée à l'article 4, 4.1, 4.2 ou 4.3 de cette loi;

e) « émetteur », relativement à une émission d'actions: une corporation qui est:

i. soit, à la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus relatif à l'émission d'actions, une corporation dont l'actif est inférieur à 250 000 000 \$ et qui serait une corporation admissible

au sens du paragraphe *d* de l'article 965.1, si ce paragraphe se lisait en faisant abstraction des renvois aux articles 965.11.7.1 et 965.12;

ii. soit une société visée à l'article 4, 4.1, 4.2 ou 4.3 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise au moment où une action de l'émission d'actions est souscrite, ou qui y sera visée au moment où elle effectuera un placement admissible à même le produit de l'émission d'actions;

f) « émission publique d'actions »: le placement d'une action effectué conformément à un visa de la Commission des valeurs mobilières du Québec ou à une dispense de prospectus prévue aux articles 52 ou 263 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1);

g) « fonds d'investissement »: un fonds d'investissement au sens du paragraphe *h*.0.2 de l'article 965.1;

h) « placement admissible »: un placement admissible au sens du paragraphe *d* de l'article 965.29;

i) « recherches scientifiques et développement expérimental »: des recherches scientifiques et du développement expérimental au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222;

j) « titre admissible valide »: un titre admissible valide au sens du paragraphe *j*.3 de l'article 965.1.

Dans le présent titre:

a) toute référence à une personne en faveur de qui une action de recherche et développement est émise, ou à une personne qui a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une telle action, s'entend du premier acquéreur de l'action, autre qu'un courtier au sens du paragraphe *f* de l'article 965.1 agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme;

b) toute référence à une contrepartie reçue ou donnée pour une action s'entend du coût de l'action pour la personne en faveur de qui elle est émise, déterminé sans tenir compte des frais d'emprunt, de garde ou des autres frais semblables qui s'y rattachent;

c) toute personne visée en premier lieu au paragraphe *a* est réputée avoir acquis l'action y visée à titre de premier acquéreur lorsqu'elle l'a acquise d'un courtier, au sens du paragraphe *f* de l'article 965.1, qui l'avait lui-même acquise lors d'une souscription à forfait d'une émission d'actions;

d) toute personne visée en second lieu au paragraphe *a* est réputée avoir donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission de l'action *y* visée lorsqu'elle a donné une contrepartie pour une telle action à un courtier, au sens du paragraphe *f* de l'article 965.1, qui avait lui-même donné une contrepartie pour l'émission de l'action lors d'une souscription à forfait d'une émission d'actions.

« **726.4.19** Aux fins du sous-paragraphe i du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 726.4.18, lorsqu'une corporation désignée s'engage à respecter les exigences *y* visées, une entente à cet effet doit être conclue entre l'émetteur *y* visé et la corporation désignée et cette entente doit être décrite au prospectus définitif ou à la demande de dispense de prospectus.

« **726.4.20** Lorsque plus d'une corporation désignée est partie à l'entente visée à l'article 726.4.19 ou au sous-paragraphe ii du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 726.4.18, aux fins de déterminer si les engagements visés aux sous-paragraphe i et ii de ce paragraphe *c* ont été respectés, il doit être tenu compte de l'ensemble des dépenses visées à ces sous-paragraphe faites par l'ensemble des corporations désignées qui sont parties à l'entente.

« CHAPITRE II

« RENONCIATIONS

« **726.4.21** Lorsqu'une personne a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une action de recherche et développement de celui-ci et que, pendant la période visée au sous-paragraphe i du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 726.4.18, l'émetteur a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, celui-ci peut, conformément à l'article 726.4.27, renoncer, à l'égard de l'action, à la partie, représentée par la proportion déterminée à l'article 726.4.30, d'un montant égal à l'excédent de la totalité ou d'une partie du montant qu'il est réputé avoir payé, en vertu de l'article 1029.7, à l'égard de telles dépenses faites par lui pendant cette période et au plus tard le jour où la renonciation est faite, sur l'ensemble des montants auxquels il a renoncé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard de ces dépenses au plus tard le jour où la renonciation est faite.

Toutefois, le montant des dépenses à l'égard desquelles l'émetteur peut renoncer à un montant, à l'égard d'une action, en vertu du premier alinéa, ne peut dépasser le moindre :

a) de l'excédent de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur l'ensemble des dépenses à l'égard desquelles il a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.23 ou 726.4.25 au plus tard le jour où la renonciation est faite; ou

b) de l'excédent de 200% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur le coût rajusté de cette action, au sens du paragraphe g de l'article 965.1.

« **726.4.22** Lorsqu'une personne a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une action de recherche et développement de celui-ci et que, pendant la période visée aux sous-paragraphes i ou ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas, la corporation désignée y visée a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, la corporation désignée peut, conformément à l'article 726.4.27, renoncer, à l'égard de l'action, à la partie, représentée par la proportion déterminée à l'article 726.4.30, d'un montant égal à l'excédent de la totalité ou d'une partie du montant qu'elle est réputée avoir payé, en vertu de l'article 1029.7, à l'égard de telles dépenses faites par elle pendant cette période et au plus tard le jour où la renonciation est faite, sur l'ensemble des montants auxquels elle a renoncé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard de ces dépenses au plus tard le jour où la renonciation est faite.

Toutefois, le montant des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée peut renoncer à un montant, à l'égard d'une action, en vertu du premier alinéa, ne peut dépasser le moindre:

a) de la partie de l'excédent de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur l'ensemble des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.24 ou 726.4.26 au plus tard le jour où la renonciation est faite, représentée par la proportion qui existe entre la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée par la corporation désignée pour des dépenses visées au premier alinéa et la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée pour de telles dépenses par toutes les corporations désignées qui sont parties à l'entente visée à l'article 726.4.19 ou au sous-paragraphe ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas; ou

b) de la partie, représentée par la proportion déterminée au troisième alinéa, de l'excédent de:

i. 200% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur; sur

ii. soit le coût rajusté de cette action, au sens du paragraphe *g* de l'article 965.1, lorsqu'il s'agit d'une action admissible visée au sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 726.4.18, soit 125% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.1 ou 4.2 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1), soit 150% de cette contrepartie lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.3 de cette loi.

La proportion visée au paragraphe *b* du deuxième alinéa est celle qui existe entre la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée par la corporation désignée pour des dépenses visées au premier alinéa et la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée pour de telles dépenses par toutes les corporations désignées qui sont parties à l'entente visée à l'article 726.4.19 ou au sous-paragraphe *ii* du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas.

« **726.4.23** Lorsqu'une personne a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une action de recherche et développement de celui-ci et que, pendant la période visée au sous-paragraphe *i* du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 726.4.18, l'émetteur a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, celui-ci peut, conformément à l'article 726.4.27, renoncer, à l'égard de l'action, à la partie, représentée par la proportion déterminée à l'article 726.4.30, d'un montant égal à l'excédent de la totalité ou d'une partie du montant qu'il est réputé avoir payé, en vertu de l'article 1029.8.6, à l'égard de telles dépenses faites par lui pendant cette période et au plus tard le jour où la renonciation est faite, sur l'ensemble des montants auxquels il a renoncé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard de ces dépenses au plus tard le jour où la renonciation est faite.

Toutefois, le montant des dépenses à l'égard desquelles l'émetteur peut renoncer à un montant, à l'égard d'une action, en vertu du premier alinéa, ne peut dépasser le moindre :

a) de l'excédent de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur l'ensemble des dépenses à l'égard desquelles il a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.21 ou 726.4.25 au plus tard le jour où la renonciation est faite; ou

b) de l'excédent de 200% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur le coût rajusté de cette action, au sens du paragraphe *g* de l'article 965.1.

« **726.4.24** Lorsqu'une personne a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une action de recherche et développement de celui-ci et que, pendant la période visée aux sous-paragraphes i ou ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas, la corporation désignée y visée a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, la corporation désignée peut, conformément à l'article 726.4.27, renoncer, à l'égard de l'action, à la partie, représentée par la proportion déterminée à l'article 726.4.30, d'un montant égal à l'excédent de la totalité ou d'une partie du montant qu'elle est réputée avoir payé, en vertu de l'article 1029.8.6, à l'égard de telles dépenses faites par elle pendant cette période et au plus tard le jour où la renonciation est faite, sur l'ensemble des montants auxquels elle a renoncé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard de ces dépenses au plus tard le jour où la renonciation est faite.

Toutefois, le montant des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée peut renoncer à un montant, à l'égard d'une action, en vertu du premier alinéa ne peut dépasser le moindre :

a) de la partie de l'excédent de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur l'ensemble des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.22 ou 726.4.26 au plus tard le jour où la renonciation est faite, représentée par la proportion qui existe entre la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée par la corporation désignée pour des dépenses visées au premier alinéa et la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée pour de telles dépenses par toutes les corporations désignées qui sont parties à l'entente visée à l'article 726.4.19 ou au sous-paragraphe ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon cas ; ou

b) de la partie, représentée par la proportion déterminée au troisième alinéa, de l'excédent de :

i. 200% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur ; sur

ii. soit le coût rajusté de cette action, au sens du paragraphe g de l'article 965.1, lorsqu'il s'agit d'une action admissible visée au sous-paragraphe i du paragraphe b du premier alinéa de l'article 726.4.18, soit 125% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.1 ou 4.2 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1), soit 150% de cette contrepartie lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.3 de cette loi.

La proportion visée au paragraphe *b* du deuxième alinéa est celle qui existe entre la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée par la corporation désignée pour des dépenses visées au premier alinéa et la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée pour de telles dépenses par toutes les corporations désignées qui sont parties à l'entente visée à l'article 726.4.19 ou au sous-paragraphe ii du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas.

« **726.4.25** Lorsqu'une personne a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une action de recherche et développement de celui-ci et que, pendant la période visée au sous-paragraphe i du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 726.4.18, l'émetteur a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, celui-ci peut, conformément à l'article 726.4.27, renoncer, à l'égard de l'action, à la partie, représentée par la proportion déterminée à l'article 726.4.30, d'un montant égal à l'excédent de la totalité ou d'une partie du montant qu'il est réputé avoir payé, en vertu de l'article 1029.8.10, à l'égard de telles dépenses faites par lui pendant cette période et au plus tard le jour où la renonciation est faite, sur l'ensemble des montants auxquels il a renoncé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard de ces dépenses au plus tard le jour où la renonciation est faite.

Toutefois, le montant des dépenses à l'égard desquelles l'émetteur peut renoncer à un montant, à l'égard d'une action, en vertu du premier alinéa, ne peut dépasser le moindre :

a) de l'excédent de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur l'ensemble des dépenses à l'égard desquelles il a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.21 ou 726.4.23 au plus tard le jour où la renonciation est faite ; ou

b) de l'excédent de 200% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur le coût rajusté de cette action, au sens du paragraphe *g* de l'article 965.1.

« **726.4.26** Lorsqu'une personne a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une action de recherche et développement de celui-ci et que, pendant la période visée aux sous-paragraphe i ou ii du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas, la corporation désignée y visée a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, la corporation désignée peut, conformément à l'article 726.4.27, renoncer, à l'égard de l'action, à la partie, représentée par la proportion déterminée à l'article 726.4.30, d'un montant égal à l'excédent de la totalité ou d'une

partie du montant qu'elle est réputée avoir payé, en vertu de l'article 1029.8.10, à l'égard de telles dépenses faites par celle-ci pendant cette période et au plus tard le jour où la renonciation est faite, sur l'ensemble des montants auxquels elle a renoncé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard de ces dépenses au plus tard le jour où la renonciation est faite.

Toutefois, le montant des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée peut renoncer à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du premier alinéa, ne peut dépasser le moindre :

a) de la partie de l'excédent de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur l'ensemble des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.22 ou 726.4.24 au plus tard le jour où la renonciation est faite, représentée par la proportion qui existe entre la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée par la corporation désignée pour des dépenses visées au premier alinéa et la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée pour de telles dépenses par toutes les corporations désignées qui sont parties à l'entente visée à l'article 726.4.19 ou au sous-paragraphe ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas; ou

b) de la partie, représentée par la proportion déterminée au troisième alinéa, de l'excédent de :

i. 200% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur; sur

ii. soit le coût rajusté de cette action, au sens du paragraphe g de l'article 965.1, lorsqu'il s'agit d'une action admissible visée au sous-paragraphe i du paragraphe b du premier alinéa de l'article 726.4.18, soit 125% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.1 ou 4.2 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1), soit 150% de cette contrepartie lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.3 de cette loi.

La proportion visée au paragraphe b du deuxième alinéa est celle qui existe entre la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée par la corporation désignée pour des dépenses visées au premier alinéa et la partie de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur qui a été utilisée pour de telles dépenses par toutes les corporations désignées qui sont parties à l'entente visée à l'article 726.4.19 ou au sous-paragraphe ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas.

« **726.4.27** Une renonciation faite par une corporation, en vertu des articles 726.4.21 à 726.4.26, à un montant qu'elle est réputée avoir payé en vertu des articles 1029.7, 1029.8.6 ou 1029.8.10 en acompte sur son impôt à payer en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, à l'égard des dépenses faites dans cette année d'imposition et pendant la période visée aux sous-paragraphes i ou ii, selon le cas, du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, ne vaut :

a) lorsque la fin de l'année d'imposition de la corporation coïncide avec la fin de l'année civile, que si elle est faite le dernier jour de cette année d'imposition ou dans les 30 jours qui suivent la fin de celle-ci, à l'égard de la totalité ou d'une partie des montants soit qu'elle est réputée avoir ainsi payés en vertu des articles 1029.7, 1029.8.6 ou 1029.8.10 pour cette année d'imposition, lorsque celle-ci est comprise en totalité dans la période visée aux sous-paragraphes i ou ii, selon le cas, du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, soit qu'elle serait réputée avoir ainsi payés pour cette année d'imposition en vertu de ces articles 1029.7, 1029.8.6 ou 1029.8.10, si ces articles s'appliquaient uniquement à la partie de la période visée à ces sous-paragraphes qui est comprise dans cette année d'imposition, lorsque cette période commence après le début de cette année d'imposition ou se termine avant la fin de celle-ci;

b) lorsque la fin de l'année d'imposition de la corporation ne coïncide pas avec la fin de l'année civile :

i. que si elle est faite le dernier jour de l'année d'imposition ou dans les 30 jours qui suivent la fin de celle-ci, à l'égard de la totalité ou d'une partie des montants qu'elle serait réputée avoir ainsi payés, en vertu des articles 1029.7, 1029.8.6 ou 1029.8.10, pour cette année d'imposition, si ces articles s'appliquaient uniquement soit à la partie de cette année d'imposition comprise dans l'année civile dans laquelle cette année d'imposition se termine, lorsque cette partie est comprise en totalité dans la période visée aux sous-paragraphes i ou ii, selon le cas, du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, soit à la partie de cette dernière période qui est comprise dans l'année civile dans laquelle se termine cette année d'imposition, lorsque cette période commence après le début de l'année civile ou se termine avant la fin de cette année d'imposition; ou

ii. que si elle est faite le dernier jour de l'année civile ou dans les 30 jours qui suivent la fin de celle-ci, à l'égard de la totalité ou d'une partie des montants qu'elle serait réputé avoir ainsi payés, en vertu des articles 1029.7, 1029.8.6 ou 1029.8.10, pour son année d'imposition qui commence dans l'année civile, si ces articles s'appliquaient uniquement soit à la partie de cette année d'imposition comprise dans

l'année civile dans laquelle cette année d'imposition a débuté, lorsque cette partie est comprise en totalité dans la période visée aux sous-paragraphe i ou ii, selon le cas, du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, soit à la partie de cette dernière période qui est comprise dans l'année civile dans laquelle a débuté cette année d'imposition, lorsque cette période commence après le début de cette année d'imposition ou se termine avant la fin de cette année civile.

« **726.4.28** Aux fins du présent titre, une renonciation qui est faite dans les 30 jours qui suivent la fin d'une année d'imposition ou d'une année civile, est réputée, sauf aux fins de l'article 726.4.34, être faite à la fin d'une telle année d'imposition ou d'une telle année civile, selon le cas.

« **726.4.29** Lorsqu'une corporation renonce, en vertu des articles 726.4.21 à 726.4.26, conformément à l'article 726.4.27, à un montant à l'égard d'une action donnée, les règles suivantes s'appliquent :

a) la corporation doit renoncer, conformément à l'article 726.4.27, à l'égard de chaque autre action émise faisant partie de l'émission dans le cadre de laquelle l'action donnée a été émise, à un montant égal à celui auquel elle a ainsi renoncé à l'égard de l'action donnée ;

b) sauf aux fins de la renonciation, le montant réputé payé auquel le montant renoncé se rapporte est réputé ne jamais avoir été un montant réputé payé par la corporation ;

c) lorsque la corporation a réduit, conformément au deuxième alinéa des articles 1029.7, 1029.8.6 ou 1029.8.10, un versement mensuel qu'elle était tenue de faire, en vertu de l'article 1027, pour une année d'imposition, le montant, appelé dans le présent paragraphe « la réduction », qui a ainsi réduit le versement mensuel est réputé, aux fins du calcul des intérêts à payer aux termes des articles 1037 à 1040, ne pas l'avoir ainsi réduit mais avoir réduit chacun des versements mensuels que la corporation était tenue de faire pour l'année d'imposition, d'un montant égal à la partie de la réduction représentée par le rapport qui existe entre un et le nombre de versements que la corporation était tenue de faire en vertu de l'article 1027 pour l'année d'imposition.

« **726.4.30** La proportion visée au premier alinéa des articles 726.4.21 à 726.4.26 est, dans le cadre d'une émission d'actions de recherche et développement, celle que représente la contrepartie reçue par l'émetteur pour une seule action faisant partie de l'émission

par rapport à l'ensemble des contreparties reçues pour toutes les actions faisant partie de l'émission.

«CHAPITRE III

« DÉDUCTION

« **726.4.31** Un particulier, autre qu'une fiducie, peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition, un montant n'excédant pas son compte de recherche et développement à la fin de l'année, calculé avant toute déduction pour l'année en vertu du présent article.

« **726.4.32** Aux fins de l'article 726.4.31, le compte de recherche et développement d'un particulier, autre qu'une fiducie, à un moment quelconque, désigne un montant égal à l'excédent, sur l'ensemble des montants qu'il a déduits en vertu de l'article 726.4.31 dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment, de l'ensemble des montants suivants :

a) 50 % des dépenses, autres que des dépenses visées au paragraphe *g*, à l'égard desquelles une corporation a renoncé au plus tard à ce moment en vertu des articles 726.4.21 ou 726.4.22, conformément à l'article 726.4.27, à un montant à l'égard d'une action de recherche et développement émise en faveur du particulier ;

b) sa part d'un montant égal à 50 % des dépenses, autres que des dépenses visées au paragraphe *h*, à l'égard desquelles une corporation a renoncé au plus tard à ce moment en vertu des articles 726.4.21 ou 726.4.22, conformément à l'article 726.4.27, à un montant, au cours d'une année, à l'égard d'une action de recherche et développement émise en faveur d'un fonds d'investissement, si le particulier est propriétaire, à la fin de l'année, d'un titre admissible valide qui a été émis par ce fonds d'investissement ;

c) 100 % des dépenses à l'égard desquelles une corporation a renoncé au plus tard à ce moment en vertu des articles 726.4.23 ou 726.4.24, conformément à l'article 726.4.27, à un montant à l'égard d'une action de recherche et développement émise en faveur du particulier ;

d) sa part d'un montant égal à 100 % des dépenses à l'égard desquelles une corporation a renoncé au plus tard à ce moment en vertu des articles 726.4.23 ou 726.4.24, conformément à l'article 726.4.27, à un montant, au cours d'une année, à l'égard d'une action de recherche et développement émise en faveur d'un fonds d'investissement, si le particulier est propriétaire, à la fin de l'année,

d'un titre admissible valide qui a été émis par ce fonds d'investissement;

e) 100 % des dépenses à l'égard desquelles une corporation a renoncé au plus tard à ce moment en vertu des articles 726.4.25 ou 726.4.26, conformément à l'article 726.4.27, à un montant à l'égard d'une action de recherche et développement émise en faveur du particulier;

f) sa part d'un montant égal à 100 % des dépenses à l'égard desquelles une corporation a renoncé au plus tard à ce moment en vertu des articles 726.4.25 ou 726.4.26, conformément à l'article 726.4.27, à un montant, au cours d'une année, à l'égard d'une action de recherche et développement émise en faveur d'un fonds d'investissement, si le particulier est propriétaire, à la fin de l'année, d'un titre admissible valide qui a été émis par ce fonds d'investissement;

g) 100 % des dépenses à l'égard desquelles une corporation a renoncé au plus tard à ce moment en vertu des articles 726.4.21 ou 726.4.22, conformément à l'article 726.4.27, à un montant à l'égard d'une action de recherche et développement émise en faveur du particulier, dans la mesure où ces dépenses représentent des dépenses à l'égard desquelles la corporation aurait été réputée, sans la renonciation, avoir payé un montant en vertu de l'article 1029.7 par suite de l'application de l'article 1029.7.2;

h) sa part d'un montant égal à 100 % des dépenses à l'égard desquelles une corporation a renoncé au plus tard à ce moment en vertu des articles 726.4.21 ou 726.4.22, conformément à l'article 726.4.27, à un montant, au cours d'une année, à l'égard d'une action de recherche et développement émise en faveur d'un fonds d'investissement, si le particulier est propriétaire, à la fin de l'année, d'un titre admissible valide qui a été émis par ce fonds d'investissement, dans la mesure où ces dépenses représentent des dépenses à l'égard desquelles la corporation aurait été réputée, sans la renonciation, avoir payé un montant en vertu de l'article 1029.7 par suite de l'application de l'article 1029.7.2.

« **726.4.33** Un particulier, autre qu'une fiducie, ne peut inclure, dans le calcul de son compte de recherche et développement, un montant à l'égard d'une action de recherche et développement émise en sa faveur ou sa part d'un montant à l'égard d'une telle action émise en faveur d'un fonds d'investissement que si:

a) une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue à l'égard de l'émission d'actions à laquelle l'action de recherche

et développement se rapporte, relativement au respect des objectifs du présent titre, soit avant la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus relatif à l'émission d'actions, le cas échéant, dans le cas d'une action admissible visée au sous-paragraphe i du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 726.4.18, soit avant la date où l'émetteur effectue un placement admissible dans le cas d'une action admissible visée au sous-paragraphe ii du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 726.4.18;

b) un certificat émis par un vérificateur indépendant atteste que, lorsqu'une corporation a renoncé à un montant à l'égard de l'action en vertu des articles 726.4.21 à 726.4.26, les dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental visées à ces articles ont été faites; et

c) le certificat visé au paragraphe *b* a été produit au ministre par la corporation au plus tard le jour où elle doit au plus tard produire le formulaire visé à l'article 726.4.34.

« CHAPITRE IV

« ADMINISTRATION

« **726.4.34** Lorsqu'une corporation renonce à un montant en vertu des articles 726.4.21 à 726.4.26, elle doit produire au ministre un formulaire prescrit à l'égard de la renonciation au plus tard le quinzième jour du mois qui suit celui au cours duquel la renonciation a été faite.

Lorsque la corporation visée au premier alinéa est une corporation visée au sous-paragraphe iii du paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 726.4.18, elle doit également faire parvenir le formulaire prescrit visé au premier alinéa, dans le délai y visé, à la Société de développement industriel du Québec.

« **726.4.35** Lorsqu'une corporation a renoncé en vertu des articles 726.4.21 à 726.4.26, conformément à l'article 726.4.27, au cours d'une année, à un montant à l'égard d'une action de recherche et développement émise en faveur d'un fonds d'investissement, le fonds doit, au plus tard le dernier jour du deuxième mois qui suit la fin de l'année, produire au ministre une déclaration de renseignements, sur un formulaire prescrit, indiquant la part des dépenses, à l'égard desquelles la corporation a renoncé à ce montant, qu'il a attribuée à chacun des particuliers qui était propriétaire, à la fin de l'année, d'un titre admissible valide que le fonds avait émis.

« **726.4.36** Lorsqu'une corporation a renoncé, à l'égard d'une action, à un montant en vertu des articles 726.4.21 à 726.4.26, les articles 38 à 40.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires et sans restreindre leur portée, afin de permettre au ministre de vérifier ou contrôler :

a) les dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental à l'égard desquelles la corporation a renoncé à ce montant ;

b) les montants auxquels la corporation a renoncé à l'égard de ces dépenses ;

c) tout renseignement relatif aux dépenses à l'égard desquelles la corporation a renoncé à un montant ou aux montants auxquels la corporation a renoncé.

Le premier alinéa s'applique même si une déclaration fiscale n'a pas été produite par une personne conformément à l'article 1000 pour l'année d'imposition de la personne au cours de laquelle la corporation a ainsi renoncé à un montant à l'égard de l'action émise en sa faveur.

« **726.4.37** Lorsque l'ensemble des montants auxquels une corporation est censée avoir renoncé, à l'égard d'une ou de plusieurs actions émises en faveur de personnes, en vertu de l'un des articles 726.4.21 à 726.4.26 à l'égard de dépenses qu'elle a faites pendant une période qui se termine le jour où cette renonciation est faite, excède l'ensemble des montants auxquels elle peut renoncer en vertu de cet article, à l'égard de telles actions, conformément à l'article 726.4.27, la corporation doit :

a) réduire les montants auxquels elle a ainsi renoncé à l'égard d'une ou de plusieurs de ces actions afin de réduire l'ensemble des montants auxquels elle est ainsi censée avoir renoncé, du montant de cet excédent ; et

b) produire au ministre un état indiquant les modifications apportées aux montants ayant fait l'objet d'une renonciation.

Lorsque, dans le cas visé au premier alinéa, la corporation omet de se conformer aux exigences mentionnées aux paragraphes a et b de cet alinéa dans les 30 jours qui suivent un avis écrit, que le ministre lui a fait parvenir, à l'effet que la réduction prévue à ce paragraphe a est ou sera requise aux fins d'une cotisation d'impôt en vertu de la présente partie, le ministre peut, aux fins du présent titre, réduire les montants auxquels la corporation est censée avoir renoncé à l'égard d'une ou de plusieurs des actions visées au premier alinéa, afin de

réduire l'ensemble des montants auxquels la corporation est censée avoir renoncé, du montant de l'excédent visé à cet alinéa.

Dans l'un ou l'autre de ces cas, le montant auquel la corporation a renoncé à l'égard de chacune des actions est réputé, malgré l'article 726.4.29, être un montant tel que réduit par la corporation ou par le ministre, selon le cas.

«TITRE VI.3.4

«DÉDUCTIONS ADDITIONNELLES À L'ÉGARD DES DÉPENSES DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL

«CHAPITRE I

«DÉDUCTION ADDITIONNELLE À L'ÉGARD DE CERTAINES DÉPENSES DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL

« **726.4.38** Un particulier peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition 1988, un montant qui ne dépasse pas l'excédent de :

a) 33 1/3% des dépenses admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223 qu'il a faites au Québec, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada, après le 30 avril 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989 dans le cadre d'un projet de recherches scientifiques et de développement expérimental dans lequel il était engagé au plus tard le 12 mai 1988, pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, effectués au Québec par lui ou pour lui, à l'exception des dépenses visées au sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 222 qui, en l'absence du paragraphe 3 de l'article 175.1, ne seraient pas admissibles en déduction dans le calcul du revenu du particulier pour l'année et des dépenses admissibles à la déduction prévue à l'article 726.4.48; sur

b) l'ensemble de chaque montant qu'il a déduit en vertu de l'article 358.1, à l'égard de ces dépenses, dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1987.

Aux fins de déterminer si le particulier était engagé dans un projet de recherches scientifiques et de développement expérimental au plus tard le 12 mai 1988, seul est considéré un tel projet à l'égard duquel au moins une partie de l'ensemble des dépenses de recherches scientifiques et de développement expérimental y relatives ont été

faites pendant toute une période qui précède ou qui comprend cette date.

« **726.4.39** Un particulier peut également déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition 1988, un montant qui ne dépasse pas l'excédent de :

a) 33 1/3% de sa part des dépenses admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223 qu'une société a faites au Québec, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada, après le 30 avril 1987 dans le cadre d'un projet de recherches scientifiques et de développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, dans lequel elle était engagée au plus tard le 12 mai 1988, au cours d'un exercice financier de celle-ci qui s'est terminé au plus tard le 31 décembre 1988 s'il était membre de la société à la fin de cet exercice financier et n'était pas un associé déterminé ou un membre à responsabilité limitée, au sens de l'article 613.6, de celle-ci au cours de cet exercice financier, pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental effectués au Québec par elle ou pour elle, à l'exception des dépenses visées au sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 222 qui, en l'absence du paragraphe 3 de l'article 175.1, ne seraient pas admissibles en déduction dans le calcul du revenu de la société pour cet exercice financier et des dépenses admissibles à la déduction prévue à l'article 726.4.49; sur

b) l'ensemble de chaque montant qu'il a déduit en vertu de l'article 358.2, à l'égard de ces dépenses, dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1987.

Aux fins de déterminer si la société visée au paragraphe *a* du premier alinéa était engagée dans un projet de recherches scientifiques et de développement expérimental au plus tard le 12 mai 1988, seul est considéré un tel projet à l'égard duquel au moins une partie de l'ensemble des dépenses de recherches scientifiques et de développement expérimental y relatives ont été faites pendant toute une période qui précède ou qui comprend cette date.

« **726.4.40** Un particulier peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition 1987, un montant qui ne dépasse pas l'excédent de :

a) 33 1/3% de sa part des dépenses admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223 qu'une société a faites au Québec, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada, après le 30 avril 1987 et soit avant le 13 mai 1988, soit après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au

plus tard à cette date, au cours d'un exercice financier de celle-ci qui s'est terminé dans l'année ou dans une année antérieure s'il était membre de la société à la fin de cet exercice financier et était un associé déterminé ou un membre à responsabilité limitée, au sens de l'article 613.6, de celle-ci au cours de cet exercice financier, pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, effectués au Québec par elle ou pour elle au cours de cet exercice financier, à l'exception des dépenses visées au sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 222 qui, en l'absence du paragraphe 3 de l'article 175.1, ne seraient pas admissibles en déduction dans le calcul du revenu de la société pour cet exercice financier et des dépenses admissibles à la déduction prévue à l'article 726.4.50; sur

b) l'ensemble de chaque montant qu'il a déduit, à l'égard de ces dépenses, en vertu du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure et de l'article 358.2 dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1987.

Toutefois, sous réserve de l'article 726.4.51, la part du particulier des dépenses visées au premier alinéa que la société a faites au cours d'un exercice financier y visé ne doit pas dépasser l'excédent de la fraction à risque de son intérêt déterminée à l'égard de la société en vertu des articles 613.2 à 613.5 à la fin de l'exercice financier, sur le montant servant de base au calcul, à l'égard du même exercice financier, du montant qu'il peut déduire en vertu de l'article 726.4.50.

Aux fins du présent article, lorsque des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental d'une société ne sont pas visées au premier alinéa pour la seule raison que les recherches scientifiques et le développement expérimental à l'égard desquels ces dépenses sont faites ne concernent pas une entreprise de la société, ces dépenses de la société sont réputées être des dépenses visées à cet alinéa si les conditions suivantes sont remplies:

a) la société est, pendant toute la période au cours de laquelle les dépenses pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental sont effectuées, en relation avec une autre société dont aucun membre n'est une corporation mentionnée à l'article 984 ou 985 ou avec un contribuable qui n'est pas une corporation mentionnée à l'un de ces articles, qui exploite une entreprise au Canada;

b) ces recherches scientifiques et ce développement expérimental concernent une entreprise de l'autre société ou du contribuable visé au paragraphe a);

c) les résultats de ces recherches scientifiques et de ce développement expérimental peuvent être utilisés par l'autre société ou le contribuable visé au paragraphe *a*.

Aux fins du paragraphe *a* du premier alinéa, une somme amassée après le 12 mai 1988 est réputée avoir été amassée au plus tard à cette date si elle est amassée :

a) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé au plus tard à cette date ;

b) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988, si le visa du prospectus provisoire qui a précédé a été accordé au plus tard le 12 mai 1988 ;

c) à la suite d'un placement effectué avant le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 ou 51 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1) ;

d) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 de la Loi sur les valeurs mobilières conformément à une notice d'offre reçue par la Commission des valeurs mobilières du Québec au plus tard le 12 mai 1988 ;

e) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988 et utilisé pour effectuer une dépense, admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223, en vertu d'une entente écrite conclue au plus tard le 12 mai 1988.

Aux fins du quatrième alinéa, une somme amassée à la suite d'un placement effectué en vertu des paragraphes *b* ou *d* de cet alinéa constitue une telle somme jusqu'à concurrence du montant déterminé en vertu du prospectus provisoire ou de la notice d'offre, selon le cas, égal à la partie du produit anticipé du placement prévue au prospectus provisoire ou à la notice d'offre, selon le cas, qui devait servir à effectuer des dépenses de recherches scientifiques et de développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222.

« **726.4.41** Aux fins du présent chapitre, les dépenses en immobilisations visées au paragraphe *a* de l'article 223 faites au Québec par un particulier dans une année d'imposition ou par une société pendant un exercice financier ne comprennent que les dépenses faites pour l'acquisition, dans l'année ou pendant l'exercice financier, de biens, autres qu'un terrain ou une tenure à bail à l'égard

d'un terrain, qui doivent servir au Québec dans un délai raisonnable suivant leur acquisition.

« **726.4.42** Aux fins du présent chapitre, les dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental qu'un particulier ou une société a faites dans une année d'imposition ou au cours d'un exercice financier, selon le cas, comprennent l'ensemble des montants qui représentent des dépenses faites par le particulier ou la société, selon le cas, dans l'année d'imposition ou au cours de l'exercice financier, en remboursement d'un montant visé au paragraphe *b* de l'article 225.

« CHAPITRE II

« DÉDUCTION ADDITIONNELLE POUR LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

« SECTION I

« INTERPRÉTATION

« **726.4.43** Dans le présent chapitre, on entend par:

a) « contrat de recherche universitaire »: un contrat qu'une société, exploitant une entreprise au Canada, ou qu'un organisme charnière prescrit mandaté par une telle société, conclut entre le 30 avril 1987 et le 1^{er} janvier 1991 avec une entité universitaire admissible, en vertu duquel l'entité universitaire admissible s'engage à effectuer au Québec, avant le 1^{er} janvier 1993, pour le compte de la société, des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, qu'elle effectue elle-même, concernant une entreprise soit de la société, soit de l'autre société ou du contribuable visé au troisième alinéa de l'article 726.4.50 avec qui la société est en relation, et dont les résultats peuvent être utilisés par ces derniers;

b) « entité universitaire admissible »: une université québécoise ou tout autre organisme prescrit;

c) « particulier exclu »: une fiducie dont un des bénéficiaires du capital ou du revenu est une personne exonérée d'impôt en vertu du livre VIII de la présente partie ou une corporation exclue au sens du paragraphe *d* de l'article 1029.8.1;

d) « recherches scientifiques et développement expérimental »: des recherches scientifiques et du développement expérimental au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222.

« SECTION II

« GÉNÉRALITÉS

« **726.4.44** Aux fins de l'article 726.4.43, lorsqu'un contrat de recherche a été conclu avant le 1^{er} mai 1987 avec une entité qui, après le 30 avril 1987, est une entité universitaire admissible, qu'en vertu de ce contrat de recherche, des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental devaient être faites et qu'est conclu, subséquemment à ce contrat de recherche, un autre contrat de recherche qui serait, en l'absence du présent article, un contrat de recherche universitaire, cet autre contrat de recherche est réputé, si le ministre en décide ainsi, ne pas être un contrat de recherche universitaire s'il peut raisonnablement être considéré qu'il porte sur des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental ayant fait l'objet du contrat de recherche antérieur conclu avant le 1^{er} mai 1987 et si l'autre contrat de recherche est conclu avec :

a) soit la société qui a conclu le contrat de recherche antérieur;

b) soit une personne ou une société liée à la société visée au paragraphe a.

« **726.4.45** Aux fins du présent chapitre, les dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental :

a) ne comprennent pas les dépenses faites pour acquérir des droits dans une recherche scientifique et un développement expérimental ou en découlant;

b) ne comprennent, sous réserve du paragraphe c, que les dépenses suivantes faites avant le 1^{er} janvier 1993 :

i. les dépenses faites pour la poursuite de recherches scientifiques et de développement expérimental au Québec ou pour la fourniture de locaux, d'installations ou de matériel à cette fin et imputables en totalité ou presque à ces fins;

ii. les dépenses de nature courante directement imputables, selon les règlements adoptés en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe b du premier alinéa de l'article 230, à la poursuite de recherches scientifiques et de développement expérimental au Québec ou à la fourniture de locaux, d'installations ou de matériel à cette fin;

c) ne comprennent pas une dépense visée à l'un des paragraphes a à d du premier alinéa de l'article 230.0.0.2.

« **726.4.46** Aux fins du présent chapitre, les dépenses en immobilisations qu'une entité universitaire admissible a faites dans une année d'imposition d'un particulier ou pendant un exercice financier d'une société ne comprennent que les dépenses faites pour l'acquisition, dans l'année ou pendant l'exercice financier, de biens, autres qu'un terrain ou une tenure à bail à l'égard d'un terrain, qui doivent servir au Québec dans un délai raisonnable suivant leur acquisition.

« **726.4.47** Aux fins du présent chapitre, les recherches scientifiques et le développement expérimental concernant une entreprise comprennent ceux qui sont susceptibles de provoquer ou de faciliter la croissance de cette entreprise.

« SECTION III

« DÉDUCTIONS

« **726.4.48** Un particulier qui n'est pas un particulier exclu peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition 1988, un montant qui ne dépasse pas l'excédent de :

a) 66 2/3 % de la totalité ou de la partie d'un montant qu'il a versé, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada, après le 30 avril 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989 dans le cadre d'un projet de recherches scientifiques et de développement expérimental dans lequel il était engagé au plus tard le 12 mai 1988, à une entité universitaire admissible en vertu d'un contrat de recherche universitaire et qui peut raisonnablement être considéré comme étant attribuable à des dépenses de nature courante ou à des dépenses en immobilisations, admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe a de l'article 223, pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental, que l'entité universitaire admissible a faites au Québec en vertu du contrat de recherche universitaire; sur

b) l'ensemble de chaque montant qu'il a déduit en vertu de l'article 358.10 dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1987.

Aux fins de déterminer si le particulier était engagé dans un projet de recherches scientifiques et de développement expérimental au plus tard le 12 mai 1988, seul est considéré un tel projet à l'égard duquel un contrat de recherche universitaire pour des recherches scientifiques et du développement expérimental a été conclu au plus tard le 12 mai 1988.

« **726.4.49** Un particulier qui n'est pas un particulier exclu peut également déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition 1988, un montant qui ne dépasse pas l'excédent de :

a) 66 2/3 % de sa part de la totalité ou de la partie d'un montant que la société a versé, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada, après le 30 avril 1987 dans le cadre d'un projet de recherches scientifiques et de développement expérimental dans lequel elle était engagée au plus tard le 12 mai 1988, au cours d'un exercice financier de celle-ci qui s'est terminé au plus tard le 31 décembre 1988 s'il était membre de la société à la fin de cet exercice financier et n'était pas un associé déterminé ou un membre à responsabilité limitée, au sens de l'article 613.6, de celle-ci au cours de cet exercice financier, à une entité universitaire admissible en vertu d'un contrat de recherche universitaire et qui peut raisonnablement être considéré comme étant attribuable à des dépenses de nature courante ou à des dépenses en immobilisations, admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe a de l'article 223, pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental, que l'entité universitaire admissible a faites au Québec en vertu du contrat de recherche universitaire; sur

b) l'ensemble de chaque montant qu'il a déduit en vertu de l'article 358.11 dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1987.

Aux fins de déterminer si la société visée au paragraphe a du premier alinéa était engagée dans un projet de recherches scientifiques et de développement expérimental au plus tard le 12 mai 1988, seul est considéré un tel projet à l'égard duquel un contrat de recherche universitaire pour des recherches scientifiques et du développement expérimental a été conclu au plus tard le 12 mai 1988.

« **726.4.50** Un particulier qui n'est pas un particulier exclu peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition 1987, un montant qui ne dépasse pas l'excédent de :

a) 66 2/3 % de sa part de la totalité ou de la partie d'un montant que la société a versé, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada, après le 30 avril 1987 et soit avant le 13 mai 1988, soit après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date, au cours d'un exercice financier de celle-ci qui s'est terminé dans l'année ou dans une année antérieure s'il était membre de la société à la fin de cet exercice financier et était un associé déterminé ou un membre à responsabilité limitée, au sens de l'article 613.6, de celle-ci au cours de cet exercice financier, à une entité universitaire admissible

en vertu d'un contrat de recherche universitaire et qui peut raisonnablement être considéré comme étant attribuable à des dépenses de nature courante ou à des dépenses en immobilisations, admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223, pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental, que l'entité universitaire admissible a faites au Québec en vertu du contrat de recherche universitaire; sur

b) l'ensemble de chaque montant qu'il a déduit, à l'égard de ces montants, en vertu du présent article dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure et de l'article 358.11 dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1987.

Toutefois, sous réserve de l'article 726.4.51, la part du particulier de la totalité ou de la partie d'un montant visé au premier alinéa que la société a versé pendant un exercice financier y visé ne doit pas dépasser la fraction à risque de son intérêt déterminée à l'égard de la société en vertu des articles 613.2 à 613.5 à la fin de l'exercice financier.

Aux fins du présent article et de la définition de l'expression «contrat de recherche universitaire», lorsqu'un montant versé par une société à une entité universitaire admissible en vertu d'un contrat de recherche universitaire n'est pas visé au premier alinéa pour la seule raison que les recherches scientifiques et le développement expérimental à l'égard desquels ce montant est versé ne concernent pas une entreprise de la société, le montant versé par la société est réputé être un montant visé à cet alinéa si les conditions suivantes sont remplies:

a) la société est, pendant toute la période au cours de laquelle les dépenses pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental sont effectuées, en relation avec une autre société dont aucun membre n'est une corporation exclue au sens du paragraphe *d* de l'article 1029.8.1 ou un particulier exclu ou avec un contribuable qui n'est pas une corporation exclue au sens de ce paragraphe *d* ou un particulier exclu, qui exploite une entreprise au Canada;

b) ces recherches scientifiques et ce développement expérimental concernent une entreprise de l'autre société ou du contribuable visé au paragraphe *a*;

c) les résultats de ces recherches scientifiques et de ce développement expérimental peuvent être utilisés par l'autre société ou le contribuable visé au paragraphe *a*.

Aux fins du paragraphe *a* du premier alinéa, une somme amassée après le 12 mai 1988 est réputée avoir été amassée au plus tard à cette date si elle est amassée :

a) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé au plus tard à cette date ;

b) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988, si le visa du prospectus provisoire qui a précédé a été accordé au plus tard le 12 mai 1988 ;

c) à la suite d'un placement effectué avant le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 ou 51 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1) ;

d) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 de la Loi sur les valeurs mobilières conformément à une notice d'offre reçue par la Commission des valeurs mobilières du Québec au plus tard le 12 mai 1988 ;

e) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988 et utilisé pour effectuer une dépense, admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223, en vertu d'une entente écrite conclue au plus tard le 12 mai 1988.

Aux fins du quatrième alinéa, une somme amassée à la suite d'un placement effectué en vertu des paragraphes *b* ou *d* de cet alinéa constitue une telle somme jusqu'à concurrence du montant déterminé en vertu du prospectus provisoire ou de la notice d'offre, selon le cas, égal à la partie du produit anticipé du placement prévue au prospectus provisoire ou à la notice d'offre, selon le cas, qui devait servir à effectuer des dépenses de recherches scientifiques et de développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222.

« **726.4.51** Le particulier qui serait visé à l'article 726.4.40 ou 726.4.50, si ces articles se lisaient sans les mots « un associé déterminé ou », ne peut déduire un montant à l'égard des dépenses d'une société visées à l'un ou l'autre de ces articles que si une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue à l'égard du financement envisagé pour ces dépenses soit avant la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus, le cas échéant, relatif à l'acquisition de sa participation dans la société, soit avant la date de la souscription de cette participation dans les autres cas.

« **726.4.52** Un particulier ne peut déduire dans le calcul de son revenu imposable un montant ou sa part d'un montant visé à l'article 726.4.48, 726.4.49 ou 726.4.50 qui se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu après le 18 décembre 1987 que si une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue à l'égard du contrat de recherche universitaire auquel ce montant ou cette part d'un montant, selon le cas, se rapporte, avant qu'un montant soit versé, en vertu du contrat, à une entité universitaire admissible.

Lorsqu'un contrat de recherche universitaire est conclu par un organisme charnière prescrit, la Décision Anticipée favorable visée au premier alinéa doit être obtenue par cet organisme.

De plus, lorsqu'un montant ou une part d'un montant se rapporte à plus d'un contrat de recherche universitaire, la Décision Anticipée favorable visée au premier alinéa doit être rendue à l'égard de chaque contrat de recherche universitaire auquel le montant ou la part d'un montant, selon le cas, se rapporte.

Enfin, lorsqu'en vertu d'un contrat de recherche universitaire un montant a été versé à une entité universitaire admissible avant que le contrat fasse l'objet d'une Décision Anticipée favorable de la part du ministère du Revenu, le montant ainsi versé est réputé, aux seules fins du premier alinéa, avoir été versé après qu'une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu ait été rendue à l'égard du contrat, si les conditions suivantes sont satisfaites :

a) une demande de Décision Anticipée à l'égard du contrat a été présentée au ministère du Revenu dans les 90 jours qui ont suivi celui où le contrat a été conclu ;

b) le ministère du Revenu a rendu une décision favorable à l'égard du contrat. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 726.4.1 à 726.4.17 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 726.4.18 à 726.4.37 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 13 mai 1988.

4. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 726.4.38 à 726.4.52 de la Loi sur les impôts, s'applique, sous réserve des paragraphes 5 à 13, à compter de l'année d'imposition 1988.

5. Lorsque les articles 726.4.40 et 726.4.50 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'appliquent à l'égard d'une dépense faite avant le 16 décembre 1987 ou à l'égard d'une dépense

visée au paragraphe 6, les mots « ne concernent pas une entreprise » et « concernent une entreprise » doivent être remplacés, là où ils se trouvent, respectivement par les mots « ne concernent pas l'entreprise ou le type d'entreprise » et « concernent l'entreprise ou le type d'entreprise ».

6. Une dépense à laquelle les paragraphes 5 et 11 réfèrent est une dépense faite après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989:

a) conformément:

i. à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

ii. aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada; ou

iii. aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre;

b) sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, dans le cadre d'une campagne publique de levée de fonds qui a débuté au plus tard le 15 décembre 1987, ou après cette date conformément à un plan établi par écrit au plus tard à cette date, lorsque l'on peut raisonnablement considérer que l'objet de cette campagne est de financer l'acquisition par cette entité d'un édifice en construction par elle-même ou pour son compte le 16 décembre 1987, ou de biens nécessaires à l'aménagement d'un tel édifice afin qu'il réponde à la fin à laquelle il était destiné.

7. Aux fins du sous-paragraphe *a* du paragraphe 6, lorsque la dépense est faite après le 15 décembre 1987 sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *e* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, la recherche scientifique et le développement expérimental devant être effectués conformément à ce paiement doivent l'être avant le 1^{er} janvier 1989.

8. Lorsque les articles 726.4.41 et 726.4.46 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'appliquent à l'égard d'une dépense faite avant le 16 décembre 1987 ou à l'égard d'une dépense faite après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989 conformément soit à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987, soit aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada, soit aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre, ces articles 726.4.41 et 726.4.46 doivent se lire comme suit:

« **726.4.41** Aux fins du présent chapitre, les dépenses en immobilisations visées au paragraphe *a* de l'article 223 faites au Québec par un particulier dans une année d'imposition ou par une société pendant un exercice financier ne comprennent que les dépenses faites pour l'acquisition, dans l'année ou pendant l'exercice financier, de biens, autres qu'un terrain, qui doivent servir au Québec dans un délai raisonnable suivant leur acquisition.

« **726.4.46** Aux fins du présent chapitre, les dépenses en immobilisations qu'une entité universitaire admissible a faites dans une année d'imposition d'un particulier ou pendant un exercice financier d'une société ne comprennent que les dépenses faites pour l'acquisition, dans l'année ou pendant l'exercice financier, de biens, autres qu'un terrain, qui doivent servir au Québec dans un délai raisonnable suivant leur acquisition. ».

9. Lorsque l'article 726.4.42 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'applique à l'égard d'une dépense faite avant le 1^{er} mai 1988, cet article 726.4.42 doit se lire comme suit:

« **726.4.42** Aux fins du présent chapitre, les dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental qu'un particulier ou une société a faites dans une année d'imposition ou au cours d'un exercice financier, selon le cas, comprennent, dans la mesure prescrite par les règlements adoptés en vertu de l'article 224, un montant n'excédant pas les dépenses que le particulier ou, le cas échéant, la société a faites dans l'année d'imposition ou au cours de l'exercice financier en remboursement des montants qui lui ont été

versés à l'égard des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectuées au Québec après le 30 avril 1987 dans le but d'accroître ou de maintenir la capacité technologique d'une industrie canadienne. ».

10. Sous réserve du paragraphe 11, lorsque l'article 726.4.43 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'applique à l'égard d'un contrat de recherche universitaire conclu avant le 13 mai 1988, cet article 726.4.43 doit se lire comme suit :

« **726.4.43** Dans le présent chapitre, on entend par :

a) « chercheur universitaire » : un particulier qui est un professeur qui détient le statut de professeur agrégé d'une université québécoise ou qui y détient un statut supérieur ;

b) « contrat de recherche universitaire » : un contrat qu'un particulier ou une société, exploitant une entreprise au Canada, conclut entre le 30 avril 1987 et le 13 mai 1988 avec une entité universitaire admissible, en vertu duquel l'entité universitaire admissible s'engage à effectuer au Québec, avant le 1^{er} janvier 1993, pour le compte du particulier ou de la société, des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, qu'elle effectue elle-même, concernant une entreprise soit du particulier ou de la société, soit de l'autre société ou du contribuable visé au troisième alinéa de l'article 726.4.50 avec qui la société est en relation, et dont les résultats peuvent être utilisés par ces derniers ;

c) « employé désigné » : un particulier qui, à un moment donné pendant la durée d'un contrat de recherche universitaire, est l'une des personnes suivantes :

i. un employé du particulier ou de la société qui a conclu le contrat de recherche universitaire ;

ii. un employé d'une personne ou d'une société qui est liée au particulier ou à la société visé au sous-paragraphe i ;

iii. un particulier qui a cessé d'être un employé visé aux sous-paragraphe i ou ii depuis moins de 6 mois ;

d) « entité universitaire admissible » : un chercheur universitaire, une équipe de chercheurs universitaires, une université québécoise ou tout autre organisme prescrit ;

e) « équipe de chercheurs universitaires » : un groupe de particuliers dont aucun des membres n'est, à un moment quelconque

pendant la durée d'un contrat de recherche universitaire conclu par ce groupe, un employé désigné, et qui est composé :

i. soit de chercheurs universitaires ;

ii. soit d'au moins un chercheur universitaire et d'employés d'une université québécoise ou d'un centre de recherche ou d'un laboratoire rattachés à une université québécoise ;

f) « particulier exclu » : une fiducie dont un des bénéficiaires du capital ou du revenu est une personne exonérée d'impôt en vertu du livre VIII de la présente partie ou une corporation exclue au sens du paragraphe *d* de l'article 1029.8.1 ;

g) « recherches scientifiques et développement expérimental » : des recherches scientifiques et du développement expérimental au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222. ».

11. Lorsque le paragraphe *b* de l'article 726.4.43, tel qu'édicte par le présent article et tel qu'il doit se lire en vertu du paragraphe 10, s'applique à l'égard d'une dépense faite avant le 16 décembre 1987 ou à l'égard d'une dépense visée au paragraphe 6, il doit se lire en y remplaçant, là où ils se trouvent, les mots « concernant une entreprise » par les mots « concernant l'entreprise ou le type d'entreprise ».

12. Lorsque l'article 726.4.47 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'applique avant le 16 décembre 1987, cet article 726.4.47 doit se lire comme suit :

« **726.4.47** Aux fins du présent chapitre, les recherches scientifiques et le développement expérimental concernant une entreprise ou un type d'entreprise comprennent ceux qui sont susceptibles de provoquer ou de faciliter la croissance de cette entreprise ou de ce type d'entreprise. ».

13. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 726.4.52 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un montant ou d'une part d'un montant qu'un particulier peut déduire en vertu des articles 726.4.48, 726.4.49 ou 726.4.50 de cette loi, lorsque ce montant ou cette part d'un montant, selon le cas, se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu après le 18 décembre 1987. Toutefois, lorsque cet article 726.4.52 s'applique à l'égard d'un tel montant ou d'une telle part d'un montant qui se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu :

a) après le 18 décembre 1987 et avant le 12 mai 1988 :

- i. son deuxième alinéa ne s'applique pas; et
- ii. son quatrième alinéa doit se lire ainsi:

« Enfin, lorsqu'en vertu d'un contrat de recherche universitaire un montant a été versé à une entité universitaire admissible avant que le contrat fasse l'objet d'une Décision Anticipée favorable de la part du ministère du Revenu, le montant ainsi versé est réputé, aux seules fins du premier alinéa, avoir été versé après qu'une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu ait été rendue à l'égard du contrat, si les conditions suivantes sont satisfaites:

a) une demande de Décision Anticipée à l'égard du contrat a été présentée au ministère du Revenu au plus tard le 31 décembre 1988;

b) le ministère du Revenu a rendu une décision favorable à l'égard du contrat. »;

b) après le 11 mai 1988 et avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), son quatrième alinéa doit se lire en y remplaçant, là où ils se trouvent, les mots « dans les 90 jours qui ont suivi celui où le contrat a été conclu » par les mots « au plus tard le (*indiquer ici la date du quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de la sanction de la présente loi*) ».

87. 1. L'article 726.22 de cette loi, édicté par l'article 65 du chapitre 18 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe a du premier alinéa par le suivant:

« i. le montant reçu ou la valeur de l'avantage, selon le cas, n'excède pas un montant prescrit, est inclus et n'est pas par ailleurs déduit dans le calcul de son revenu pour l'année et n'est pas inclus dans le calcul d'un montant déduit en vertu de l'article 752.0.11 pour l'année ou pour toute autre année d'imposition; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

88. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 726.23, de ce qui suit:

« TITRE VI.7

« RENTES D'INVALIDITÉ

« **726.24** Lorsqu'un particulier reçoit, dans une année d'imposition, un montant qui consiste, en totalité ou en partie, en un

paiement rétroactif à titre de rente d'invalidité versé en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) qui se rapporte à une année d'imposition antérieure et que, de ce fait, il doit rembourser, en totalité ou en partie, un montant qu'il a reçu en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001), la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) ou la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25), celui-ci peut inclure, dans le calcul de son revenu imposable pour cette année antérieure, un montant n'excédant pas la partie du montant ainsi reçu à ce titre que l'on peut raisonnablement considérer comme se rapportant à cette année d'imposition antérieure.

« **726.25** Un particulier qui a inclus, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition, en vertu de l'article 726.24, un montant relatif à un paiement rétroactif visé à cet article qu'il a reçu au cours d'une année d'imposition subséquente, peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour cette année d'imposition subséquente, la totalité ou la partie du montant de ce paiement qu'il a ainsi inclus dans le calcul de son revenu imposable. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un paiement rétroactif à titre de rente d'invalidité reçu après le 31 décembre 1985.

89. 1. L'article 728.0.1 de cette loi, modifié par l'article 143 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) de l'ensemble des pertes qu'il a subies au cours de l'année et qui proviennent d'une charge, d'un emploi, d'une entreprise ou d'un bien, de ses pertes admissibles à l'égard d'un placement dans une entreprise pour l'année, des montants qu'il a déduits dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu des articles 726.4.1, 726.4.3 à 726.4.7 et 726.6 à 726.20 ou qu'il aurait pu ainsi déduire pour l'année en vertu de l'article 726.4.3 s'il avait eu suffisamment de revenus à cette fin, et de tous les montants admissibles en déduction dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu des articles 725, 725.2 à 725.6, 738 à 746 ou 845; sur ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

90. 1. L'article 737.1 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe *a* ;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) « montant d'étalement accumulé » d'un particulier :

i. à la fin d'une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1998 et qui n'est pas celle de son décès, le produit déterminé en vertu de l'article 737.2;

ii. à la fin de l'année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1998 et au cours de laquelle il décède, un montant nul, dans le cas où l'impôt à payer par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année est calculé en vertu des articles 758 à 766.1, et le produit déterminé en vertu de l'article 737.2, dans les autres cas;

iii. à un moment quelconque après le 31 décembre 1997, un montant nul. »;

3° par la suppression du paragraphe *c*.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

91. 1. L'article 737.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **737.2** Le montant d'étalement accumulé d'un particulier à la fin d'une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1998 et qui n'est pas celle de son décès s'obtient en multipliant :

a) l'excédent de son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année d'imposition précédente sur le montant qu'il désigne dans son choix pour l'année en vertu de l'article 737.8; par

b) le rapport entre l'indice des prix à la consommation au Canada, publié par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Statuts du Canada), pour la période de 12 mois prenant fin le 30 septembre de cette année et celui qui a été ainsi publié pour la période de 12 mois prenant fin le 30 septembre de l'année précédente, lequel rapport doit être rajusté de la manière pouvant être prescrite et arrondi au plus proche 1/1000 ou, s'il est équidistant de deux 1/1000, au 1/1000 supérieur le plus proche. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

92. 1. L'article 737.3 de cette loi et le chapitre III du titre VII.1 du livre IV de la partie I de cette loi sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

93. 1. L'article 737.8 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **737.8** Un particulier qui réside au Canada pendant toute une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1998 doit ajouter dans le calcul de son revenu imposable pour l'année l'excédent, sur l'ensemble des montants qui constitueraient sa perte autre qu'une perte en capital et sa perte agricole pour l'année si l'article 728 se lisait sans son paragraphe *b* et l'article 728.2 sans son deuxième alinéa, de la partie de son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année d'imposition précédente qu'il désigne dans un choix sur un formulaire prescrit qu'il produit au ministre, avec sa déclaration fiscale pour l'année en vertu de la présente partie, au plus tard le jour où il doit au plus tard produire cette déclaration ou devrait au plus tard produire cette déclaration s'il devait payer un impôt pour l'année en vertu de la présente partie. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

94. 1. L'article 737.9 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **737.9** Le chapitre IV ne s'applique pas à une déclaration fiscale distincte produite en vertu du deuxième alinéa de l'article 429 ou des articles 681 et 1003. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

95. 1. L'article 737.10 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

96. 1. L'article 737.11 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **737.11** Aux fins du chapitre IV, un particulier qui décède au cours d'une année d'imposition est réputé avoir résidé au Canada durant toute cette année s'il y a résidé durant toute la période commençant le premier jour de cette année et se terminant le jour de son décès. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

97. 1. L'article 737.12.1 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **737.12.1** Un choix produit par un particulier en vertu de l'article 737.8 pour une année d'imposition peut être révoqué par le particulier ou son représentant légal en produisant au ministre un avis écrit de révocation au plus tard: ».

2. Le présent article s'applique à un choix produit pour l'année d'imposition 1988 et les années d'imposition subséquentes.

98. 1. L'article 737.19 de cette loi, édicté par l'article 58 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié, dans le paragraphe *b*:

1° par le remplacement de la partie qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

« *b*) « employeur admissible »: une personne ou société qui exploite une entreprise au Canada et qui effectue ou fait effectuer pour son compte au Québec des recherches scientifiques et du développement expérimental concernant une entreprise de la personne ou société, autre: »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *ii* par le suivant:

« *ii.* qu'une entité universitaire admissible au sens du paragraphe *f* de l'article 1029.8.1; »;

3° par la suppression du sous-paragraphe *iii*.

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une dépense faite après le 15 décembre 1987, autre qu'une dépense faite après cette date et avant le 1^{er} janvier 1989 conformément:

a) à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

b) aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada; ou

c) aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été

faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre.

3. Les sous-paragraphes 2° et 3° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'un contrat d'emploi conclu après le 12 mai 1988.

99. 1. L'article 740.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* du deuxième alinéa par le suivant :

« *c*) une corporation associée à une corporation visée aux paragraphes *a* ou *b*. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

100. 1. L'article 740.3 de cette loi, modifié par l'article 151 du chapitre 67 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) inscrite à une bourse prescrite au Canada et qui a été émise après le 21 avril 1980 par une corporation visée au paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 740.1 ou par une corporation qui serait associée à une telle corporation si l'on ne tenait pas compte du paragraphe *b* de l'article 20, lorsque la totalité des garanties décrites à l'article 740.2 sont données par la corporation qui a émis l'action, par une ou plusieurs personnes qui lui seraient associées si l'on ne tenait pas compte du paragraphe *b* de l'article 20 ou par cette dernière corporation et de telles personnes à la fois; ou ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

101. 1. L'article 749.1 de cette loi, édicté par l'article 59 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **749.1** Dans le présent livre, sauf aux fins des articles 752.1 à 752.5 à l'exception du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 752.2 et sauf aux fins de l'article 772, l'impôt, que l'on réfère à l'impôt à payer en vertu de la présente partie, à l'impôt autrement à payer en vertu de la présente partie ou à toute autre expression semblable, doit être calculé comme si la présente partie se lisait sans tenir compte du livre V.1. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987. Toutefois, lorsqu'il s'applique à l'année d'imposition 1987, l'article 749.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

« **749.1** Dans le présent livre, sauf aux fins des articles 752.1 à 752.11 à l'exception du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 752.2 et sauf aux fins de l'article 772, l'impôt, que l'on réfère à l'impôt à payer en vertu de la présente partie, à l'impôt autrement à payer en vertu de la présente partie ou à toute autre expression semblable, doit être calculé comme si la présente partie se lisait sans tenir compte du livre V.1. ».

102. 1. L'article 750 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **750.** L'impôt à payer par un particulier, en vertu de la présente partie, sur son revenu imposable pour une année d'imposition, est le suivant :

a) 16% de la partie de son revenu imposable qui n'excède pas 7 000 \$;

b) 1 120 \$ plus 19 % de la partie de son revenu imposable qui excède 7 000 \$ si celui-ci est supérieur à 7 000 \$ mais n'excède pas 14 000 \$;

c) 2 450 \$ plus 21 % de la partie de son revenu imposable qui excède 14 000 \$ si celui-ci est supérieur à 14 000 \$ mais n'excède pas 23 000 \$;

d) 4 340 \$ plus 23 % de la partie de son revenu imposable qui excède 23 000 \$ si celui-ci est supérieur à 23 000 \$ mais n'excède pas 50 000 \$;

e) 10 550 \$ plus 24 % de la partie de son revenu imposable qui excède 50 000 \$ si celui-ci est supérieur à 50 000 \$. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsqu'il s'applique à l'année d'imposition 1988, les paragraphes *b* à *e* de l'article 750 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doivent se lire comme suit :

« *b)* 1 120 \$ plus 19,5 % de la partie de son revenu imposable qui excède 7 000 \$ si celui-ci est supérieur à 7 000 \$ mais n'excède pas 14 000 \$;

« *c)* 2 485 \$ plus 21,5 % de la partie de son revenu imposable qui excède 14 000 \$ si celui-ci est supérieur à 14 000 \$ mais n'excède pas 23 000 \$;

« *d)* 4 420 \$ plus 24,5 % de la partie de son revenu imposable qui excède 23 000 \$ si celui-ci est supérieur à 23 000 \$ mais n'excède pas 50 000 \$;

«e) 11 035 \$ plus 26 % de la partie de son revenu imposable qui excède 50 000 \$ si celui-ci est supérieur à 50 000 \$. ».

103. 1. L'article 752 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **752.** Un particulier n'est pas tenu de payer, pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, un impôt supérieur au total :

a) de l'impôt qu'il aurait à payer si, dans le calcul de son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, il pouvait déduire un montant pour frais médicaux en vertu des articles 752.0.11 à 752.0.13 relativement à une personne qui, si elle n'avait eu aucun revenu pour l'année, aurait été une personne à charge à l'égard de laquelle il aurait pu déduire un montant en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 dans le calcul de son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie ; et

b) de 58% de l'excédent du revenu pour l'année de la personne visée au paragraphe a sur 5 280 \$. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

104. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 752, de ce qui suit :

« CHAPITRE I.0.1

« CRÉDITS D'IMPÔT PERSONNELS

« **752.0.1** Un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie 20 % d'un montant de 5 280 \$ et 20 % de l'ensemble des montants suivants :

a) 5 280 \$ pour une personne qui est son conjoint, s'il subvient aux besoins de cette personne pour cette année ;

b) 2 230 \$ pour une personne :

i. qui est l'enfant, la soeur ou le frère du particulier ou le petit-enfant, la nièce ou le neveu du particulier ou de son conjoint ;

ii. qui, pendant l'année, est âgée de moins de 18 ans ou de 18 ans ou plus et fréquente l'école ou l'université à temps plein ;

iii. qui habite ordinairement avec le particulier ;

iv. qui, pendant l'année, est à la charge du particulier; et

v. à l'égard de laquelle le particulier n'effectue aucune déduction en vertu du paragraphe *g*;

c) 1 895 \$ pour chaque personne décrite au paragraphe *b* à l'égard de laquelle le particulier n'effectue aucune déduction en vertu de ce paragraphe *b*;

d) pour chaque personne décrite au paragraphe *b*, 1 525 \$ à l'égard de chaque trimestre complété, sans excéder deux, commencé dans l'année et durant lequel cette personne poursuivait à temps plein des études dans une maison d'enseignement visée aux sous-paragraphe *i* ou *iv* du paragraphe *a* de l'article 337 ou aux paragraphes *b* ou *c* de cet article, où elle était inscrite à un programme d'enseignement postsecondaire prescrit, et n'était pas une personne exclue prescrite;

e) 1 115 \$ pour une personne à l'égard de laquelle le particulier a droit à une déduction en vertu du paragraphe *b*, s'il n'a pas droit à la déduction prévue au paragraphe *a* et, pendant l'année:

i. n'est pas marié ou étant marié, ne vit pas avec son conjoint, ne subvient pas aux besoins et n'est pas à la charge de ce dernier;

ii. ne vit maritalement avec aucune personne; et

iii. maintient un établissement domestique autonome où il habite ordinairement et subvient aux besoins d'une personne décrite au paragraphe *b*;

f) 1 895 \$ pour chaque personne:

i. qui est unie au particulier par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, autre que son conjoint;

ii. qui, le premier jour de l'année d'imposition, est âgée d'au moins 18 ans;

iii. qui habite ordinairement avec le particulier;

iv. qui, pendant l'année, est à la charge du particulier; et

v. à l'égard de laquelle le particulier n'effectue aucune déduction en vertu des paragraphes *b* ou *c*;

g) 5 280 \$ pour chaque personne décrite au paragraphe *f* qui, pendant l'année, est à la charge du particulier en raison d'une infirmité

mentale ou physique et à l'égard de laquelle le particulier n'effectue aucune déduction en vertu de ce paragraphe *f*;

h) 900 \$, si le particulier n'a pas droit à la déduction prévue au paragraphe *a* et s'il habite ordinairement, pendant toute l'année, un établissement domestique autonome qu'il maintient et dans lequel aucune personne, autre que le particulier ou une personne décrite au paragraphe *b*, n'habite pendant l'année;

i) 3 960 \$ s'il est membre d'un ordre religieux, a prononcé des vœux de pauvreté perpétuelle et n'a droit à aucune déduction en vertu des paragraphes *a*, *e* ou *g*;

j) 2 200 \$, s'il a atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année.

« **752.0.2** L'ensemble des montants mentionnés aux paragraphes *a* à *g* de l'article 752.0.1 à l'égard d'une même personne pour une année d'imposition, doit être diminué du montant du revenu de cette personne pour l'année.

« **752.0.3** Une déduction n'est accordée en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *d* de cet article, que si l'inscription auprès d'une maison d'enseignement à un programme d'enseignement postsecondaire est attestée par la remise au ministre d'une déclaration, sur un formulaire prescrit, délivrée par la maison d'enseignement et contenant les renseignements prescrits.

De plus, à l'égard d'une maison d'enseignement visée au sous-paragraphe iv du paragraphe *a* de l'article 337, l'étudiant doit être inscrit à un programme d'enseignement postsecondaire pour lui permettre d'acquérir ou d'améliorer les connaissances nécessaires à une occupation.

« **752.0.4** Un particulier ne peut déduire un montant en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application des paragraphes *a* ou *b* de cet article, pour une année d'imposition à l'égard de plus d'une personne relativement à chacun de ces paragraphes.

« **752.0.5** Lorsque plusieurs personnes qui habitent ordinairement le même établissement domestique autonome donnent droit, en l'absence du présent article, à la déduction prévue au paragraphe *b* de l'article 752.0.1, une seule de ces personnes est réputée donner droit à cette déduction.

« **752.0.6** Aux fins du présent chapitre, lorsqu'un particulier a droit de déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant prévu aux sous-paragraphes *a*, *a.1* ou *b* du paragraphe 1 de l'article 336 à l'égard d'un paiement effectué pour

l'entretien du conjoint ou d'un enfant, ce conjoint est réputé ne pas être son conjoint à compter du moment où le particulier effectue un tel paiement et cet enfant est réputé ne pas être son enfant pendant toute période pour laquelle le particulier effectue un tel paiement.

« **752.0.7** Lorsque, pour une année d'imposition, l'ensemble des montants qu'un particulier aurait droit de déduire en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.6 à l'égard d'une personne à charge, en l'absence du présent article, est égal à celui que pourrait par ailleurs déduire chacun des autres particuliers qui auraient ainsi droit de déduire un montant à l'égard de cette personne en vertu de ces articles, aucun montant supérieur à celui qui serait admissible en déduction en vertu de ces articles s'il n'y avait qu'un seul particulier qui avait droit de déduire un montant à l'égard de cette personne en vertu de ces articles, ne peut être déduit par ces particuliers à l'égard de cette personne; lorsque ces particuliers ne peuvent s'entendre sur la partie du montant que chaque particulier peut déduire, le ministre peut en fixer le montant.

Lorsque, pour une année d'imposition, l'ensemble des montants qu'un particulier aurait droit de déduire en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.6 à l'égard d'une personne à charge, en l'absence du présent article, est différent de celui qu'un autre particulier aurait ainsi droit de déduire à l'égard de cette personne en vertu de ces articles, le montant de chaque déduction par ailleurs prévue, pour un particulier, aux paragraphes *a* à *g* de l'article 752.0.1 à l'égard de cette personne et le montant qui serait par ailleurs celui du revenu de cette personne pour l'année, doivent, aux fins de l'application des articles 752.0.1 à 752.0.6, être réduits à la proportion de chacun de ces montants, que déterminent à l'égard de ce particulier, l'ensemble des particuliers qui auraient ainsi droit à une déduction en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.6 à l'égard de cette personne; toutefois, l'ensemble des proportions ainsi déterminées pour l'ensemble de ces particuliers à l'égard d'une même personne à charge ne doit pas excéder 1 pour l'année; si l'ensemble des proportions ainsi déterminées excède 1 pour l'année, le ministre peut fixer le montant que chaque particulier peut déduire pour l'année en vertu de ces articles à l'égard de cette personne à charge.

« CHAPITRE I.0.2

« CRÉDITS D'IMPÔT POUR REVENU DE RETRAITE

« **752.0.8** Un particulier qui a atteint l'âge de 65 ans avant la fin d'une année d'imposition peut déduire de son impôt autrement à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le moindre de 200 \$ ou de

20 % de l'ensemble des montants visés au deuxième alinéa et de tout montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année à titre :

a) de paiement d'une rente viagère en vertu d'un régime de retraite ou provenant d'un tel régime;

b) de paiement de rente en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un nouveau régime visé à l'article 914 ou d'une rente à l'égard de laquelle un montant est inclus dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *c.2* de l'article 312;

c) de paiement en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite ou provenant d'un tel fonds ou en vertu d'un fonds modifié visé au premier alinéa de l'article 961.9;

d) de paiement de rente en vertu d'un régime d'intéressement différé ou d'un régime révoqué selon les articles 876 ou 876.1;

e) de paiement visé au paragraphe *a* de l'article 873;

f) d'excédent d'un paiement de rente inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *c* de l'article 312 sur l'élément capital de ce paiement déterminé en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 336.

Les montants auxquels le premier alinéa réfère sont ceux qui sont inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année en vertu des articles 92.9 à 92.20 ou du paragraphe *c.1* de l'article 312.

« **752.0.9** Un particulier qui n'a pas atteint l'âge de 65 ans avant la fin d'une année d'imposition et qui, avant la fin de l'année, remplit l'une des conditions décrites au deuxième alinéa peut déduire de son impôt autrement à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le moindre de 200 \$ ou de 20 % de l'ensemble de tout montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année et qui est visé :

a) au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 752.0.8; ou

b) aux paragraphes *b* à *f* du premier alinéa de l'article 752.0.8 et au deuxième alinéa de cet article, si ce montant est reçu en raison du décès de son conjoint.

La déduction prévue par le présent article n'est permise que si le particulier, avant la fin de l'année :

a) a atteint l'âge de 60 ans;

b) a reçu une rente d'invalidité ou de conjoint survivant en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de cette loi; ou

c) n'a pas atteint l'âge de 60 ans et ne déduit pas un montant en vertu du paragraphe *d* de l'article 339 dans le calcul de son revenu pour l'année, sauf à l'égard d'un montant qu'il a inclus dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 885 et qu'il a reçu en acquittement de tous ses droits en vertu d'un régime d'intéressement différé.

« **752.0.10** Aux fins du présent chapitre, les montants décrits aux articles 752.0.8 et 752.0.9 ne comprennent pas :

a) un montant de pension, de supplément ou d'allocation au conjoint reçus en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada), ou un paiement semblable fait en vertu d'une loi provinciale;

b) un montant de prestation versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de cette loi;

c) une prestation au décès;

d) l'excédent pour l'année d'un montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu du particulier sur ce qui reste après avoir déduit de ce montant l'ensemble des déductions réclamées par le particulier à son égard;

e) un montant reçu en vertu d'une entente d'échelonnement du traitement à l'égard d'un particulier, d'une fiducie pour employés, d'un régime de prestations aux employés ou d'un régime de retraite provincial prescrit ou provenant d'une telle entente, d'une telle fiducie ou d'un tel régime;

f) un montant compris dans la partie, visée au premier alinéa de l'article 737.16, de son revenu pour l'année.

« CHAPITRE I.0.3

« CRÉDITS D'IMPÔT POUR FRAIS MÉDICAUX ET POUR PERSONNE ATTEINTE D'UNE DÉFICIENCE MENTALE OU PHYSIQUE

« **752.0.11** Un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie un montant déterminé selon la formule suivante :

A (B-C).

Aux fins de la formule visée au premier alinéa :

a) la lettre A représente un taux de 20% ;

b) la lettre B représente l'ensemble des frais médicaux prescrits qui sont prouvés par un reçu soumis au ministre, qui n'ont pas déjà été inclus dans le calcul d'une déduction pour frais médicaux pour une année d'imposition antérieure et qui ont été payés par le particulier ou ses représentants légaux :

i. au cours d'une période de 12 mois prenant fin dans l'année ; ou

ii. au cours d'une période de 24 mois comprenant le jour du décès, si le particulier est décédé dans l'année ;

c) la lettre C représente le moindre de 3% du revenu du particulier pour l'année ou du montant, exprimé en dollars, prévu au paragraphe 1 de l'article 118.2 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) pour la même année.

« **752.0.12** Les frais visés au paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 752.0.11 doivent avoir été payés pour le bénéfice du particulier, de son conjoint ou de toute personne à charge à l'égard de laquelle le particulier peut déduire un montant en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 dans le calcul de son impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition au cours de laquelle les frais ont été engagés.

« **752.0.13** Aux fins du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 752.0.11, ne sont pas considérés comme des frais médicaux d'un particulier, les frais pour lesquels ce particulier ou ses représentants légaux ont reçu un remboursement ou y ont droit, sauf dans la mesure où le montant de ces frais doit être inclus dans le calcul du revenu du particulier en vertu de la présente partie.

« **752.0.14** Un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie 20 % d'un montant de 2 200 \$ lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a) le particulier a une déficience mentale ou physique grave et prolongée ;

b) un médecin ou, lorsque le particulier a une déficience visuelle, un médecin ou un optométriste atteste, sur formulaire prescrit, que le particulier a une déficience visée au paragraphe *a* ;

c) le particulier produit au ministre l'attestation visée au paragraphe *b* pour l'année;

d) ni le particulier, ni une autre personne n'inclut, dans le calcul d'une déduction en vertu de l'article 752.0.11 pour l'année, un montant à titre de rémunération d'un préposé ou de frais de séjour dans une maison de santé en raison de la déficience mentale ou physique du particulier.

« **752.0.15** Un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie l'excédent de 20 % d'un montant de 2 200 \$ sur l'impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des déductions prévues au présent livre, autres que celles prévues aux articles 752.0.1 à 752.0.10, d'une personne qui réside au Canada à un moment quelconque de l'année et à l'égard de laquelle le particulier a réclamé pour l'année une déduction en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application des paragraphes *b* à *g* de cet article, ou aurait pu réclamer une telle déduction si cette personne n'avait eu aucun revenu pour l'année, si les conditions suivantes sont remplies :

a) cette personne est un particulier qui a droit de déduire pour l'année un montant en vertu de l'article 752.0.14;

b) ni le particulier, ni une autre personne n'inclut, dans le calcul d'une déduction en vertu de l'article 752.0.11 pour l'année, un montant à titre de rémunération d'un préposé ou de frais de séjour dans une maison de santé en raison de la déficience mentale ou physique de cette personne.

« **752.0.16** Lorsque, pour une année d'imposition, plus d'un particulier a droit de déduire un montant en vertu de l'article 752.0.15 à l'égard de la même personne, l'ensemble des montants ainsi déductibles pour l'année ne peut être supérieur au montant qui serait admissible en déduction pour l'année en vertu de cet article s'il n'y avait qu'un seul particulier qui avait droit de déduire un montant à l'égard de cette personne en vertu de cet article; lorsque ces particuliers ne peuvent s'entendre sur la partie du montant que chacun peut déduire, le ministre peut en fixer le montant.

« **752.0.17** Aux fins des articles 351 à 356.0.1, 752.0.11 à 752.0.16 et des règlements adoptés en vertu de l'article 752.0.11, une personne est considérée avoir une déficience grave et prolongée seulement si cette déficience a pour effet de limiter de façon marquée les activités de vie quotidienne de cette personne, et seulement si cette déficience dure depuis au moins 12 mois continus ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elle dure une telle période.

Le ministre peut obtenir l'avis d'un organisme ou d'un autre ministère afin de déterminer si une personne a une déficience grave et prolongée.

« **752.0.18** Aux fins des articles 351 à 356.0.1, 752.0.11 à 752.0.16 et des règlements adoptés en vertu de l'article 752.0.11, une référence à l'expression « dentiste », « infirmier », « médecin », « optométriste », « pharmacien » ou « praticien » est une référence à une telle personne autorisée à exercer sa profession conformément :

a) aux lois de la juridiction dans laquelle des services sont rendus, lorsqu'il est question de services rendus par une telle personne à un particulier;

b) aux lois de la juridiction dans laquelle un particulier réside ou aux lois d'une province, lorsqu'il est question d'une attestation délivrée par une telle personne à l'égard de ce particulier; ou

c) aux lois de la juridiction dans laquelle un particulier réside, aux lois d'une province ou aux lois de la juridiction dans laquelle des biens sont fournis, lorsqu'il est question d'une ordonnance prescrite par une telle personne pour des biens devant être fournis à ce particulier ou à être utilisés par ce dernier.

Aux fins du présent chapitre et des règlements adoptés en vertu de l'article 752.0.11, l'expression « praticien » désigne toute personne exerçant une profession reconnue par le ministre.

« CHAPITRE I.0.4

« TRANSFERT ENTRE CONJOINTS DE CERTAINS CRÉDITS D'IMPÔT INUTILISÉS

« **752.0.19** Un particulier qui, à un moment quelconque d'une année d'imposition, est une personne mariée, autre qu'un particulier qui vit séparé de son conjoint à la fin de l'année et pendant une période de 90 jours commençant dans l'année en raison de l'échec de leur mariage, peut déduire de son impôt autrement à payer pour l'année l'excédent :

a) de l'ensemble des montants que son conjoint peut réclamer à titre de déduction de son impôt autrement à payer pour l'année en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe j de cet article, des articles 752.0.8 à 752.0.10 ou de l'article 752.0.14; sur

b) le montant de l'impôt à payer par son conjoint pour l'année en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des déductions

prévues au présent livre, autre que celle prévue en premier lieu à la partie de l'article 752.0.1 qui précède le paragraphe *a*.

« CHAPITRE I.0.5

« INDEXATION ANNUELLE DE CERTAINS MONTANTS

« **752.0.20** Les montants suivants doivent être indexés annuellement de façon à ce que chacun de ces montants devant être utilisé pour une année d'imposition postérieure à l'année d'imposition 1989 soit celui obtenu en ajoutant à ce montant celui obtenu en multipliant par le taux prescrit pour cette année le montant qui aurait été applicable pour cette année sans le présent article :

a) les montants de 900 \$, 1 115 \$, 1 525 \$, 1 895 \$, 2 230 \$ et 5 280 \$ mentionnés à l'article 752.0.1;

b) le montant de 5 280 \$ mentionné au paragraphe *b* de l'article 752.

« **752.0.21** Lorsqu'un des montants visés aux paragraphes *a* à *c* de l'article 752.0.20 n'est pas un multiple de 5 \$ une fois qu'il a été indexé conformément à cet article, il doit être rajusté au plus proche multiple de 5 \$ ou, s'il est équidistant de deux multiples de 5 \$, au plus proche multiple de 5 \$ supérieur.

« CHAPITRE I.0.6

« ORDRE D'APPLICATION DES CRÉDITS

« **752.0.22** Aux fins du calcul de l'impôt à payer par un particulier en vertu de la présente partie, les dispositions suivantes doivent être appliquées dans l'ordre suivant: les articles 752.0.1, 752.0.8, 752.0.9, 752.0.14 à 752.0.16, 752.0.19, 752.0.11 à 752.0.13 et 767.

« CHAPITRE I.0.7

« PARTICULIERS RÉSIDANT AU QUÉBEC ET EXERÇANT UNE ENTREPRISE HORS DU QUÉBEC AU CANADA ET PARTICULIERS RÉSIDANT AU CANADA HORS DU QUÉBEC ET EXERÇANT UNE ENTREPRISE AU QUÉBEC

« **752.0.23** Lorsqu'un particulier est visé au deuxième alinéa des articles 22 ou 25, le montant qu'il peut déduire en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.19 dans le calcul de son impôt à payer pour une année

d'imposition en vertu de la présente partie, ne peut excéder la partie de ce montant représentée par la proportion visée au deuxième alinéa de l'article 22 ou 25, selon le cas.

« CHAPITRE I.0.8

« PARTICULIERS RÉSIDANT AU CANADA PENDANT UNE PARTIE DE L'ANNÉE

« **752.0.24** Lorsqu'un particulier a résidé au Canada pendant une partie d'une année d'imposition et que, pendant une autre partie de l'année, n'y a pas résidé, n'y a pas occupé d'emploi et n'y a pas exercé d'entreprise, ce particulier ne peut déduire aucun montant en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.19 dans le calcul de son impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année autre que :

a) la déduction permise en vertu des articles 752.0.11 à 752.0.13 qu'il est raisonnable de considérer comme entièrement attribuable à toute période de l'année pendant laquelle le particulier a résidé au Canada, y a exercé une entreprise ou y a occupé un emploi; et

b) la partie des déductions permises en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.10 et 752.0.14 à 752.0.19 qu'il est raisonnable de considérer comme attribuable à une période visée au paragraphe a.

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard d'un particulier dont la totalité ou la quasi-totalité de son revenu pour l'année est incluse dans le calcul de son revenu imposable pour l'année.

« CHAPITRE I.0.9

« PARTICULIERS RÉSIDANT HORS DU CANADA

« **752.0.25** Lorsqu'un particulier est visé au deuxième alinéa de l'article 26, les articles 752.0.1 à 752.0.13, 752.0.15, 752.0.16 et 752.0.19 ne s'appliquent pas aux fins du calcul de son impôt à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie. Toutefois, si la totalité ou la quasi-totalité de son revenu pour l'année, tel que déterminé en vertu de l'article 28, est incluse dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année, il peut déduire, dans le calcul de son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, la partie des montants, tels que déterminés en vertu de ces articles, représentée par la proportion visée au deuxième alinéa de l'article 26.

« CHAPITRE I.0.10

« DÉCLARATION FISCALE DISTINCTE

« **752.0.26** Lorsqu'une déclaration fiscale distincte est produite à l'égard d'un particulier en vertu de l'un des articles 429, 681 ou 1003 pour une période donnée et qu'une autre déclaration fiscale à l'égard du même particulier est produite en vertu de la présente partie pour une période se terminant dans l'année civile où la période donnée se termine, aux fins du calcul de l'impôt à payer par le particulier en vertu de la présente partie dans ces déclarations fiscales, l'ensemble des déductions réclamées dans ces déclarations en vertu de l'un des articles 752.0.8 à 752.0.18 ne doit pas excéder l'ensemble des déductions qui pourraient être réclamées pour l'année en vertu de cet article à l'égard du particulier si aucune déclaration fiscale distincte n'était produite en vertu de l'un des articles 429, 681 ou 1003. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

105. 1. L'article 752.1 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* du premier alinéa par les suivants :

« *a*) le montant qu'il a désigné dans son choix pour l'année en vertu de l'article 737.8 et, si son représentant légal a produit en son nom un choix en vertu de l'article 752.2 pour l'année, son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année; par

« *b*) le pourcentage mentionné au paragraphe *e* de l'article 750. ».

2. Le présent article s'applique à un choix produit pour l'année d'imposition 1988 et les années d'imposition subséquentes.

106. 1. L'article 752.2 de cette loi, modifié par l'article 61 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **752.2** Lorsqu'un particulier décède au cours d'une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 1998 alors qu'il réside au Canada et que son représentant légal produit avec la déclaration fiscale du particulier pour l'année, un choix sur un formulaire prescrit au plus tard le jour où il doit au plus tard produire cette déclaration, il doit être ajouté au montant qui, sans le présent chapitre, serait à l'égard de cette déclaration l'impôt à payer du particulier pour l'année en vertu de la présente partie, l'excédent :

a) de l'ensemble de son impôt qui aurait été autrement à payer en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 776.1.5, 776.17, 776.29 à 776.41, 1183 et 1184 et de la proportion visée au deuxième alinéa des articles 22 ou 25, pour chacune des trois années d'imposition qui précèdent immédiatement l'année de son décès, s'il avait résidé au Québec pendant la totalité de ces années et avait tiré tous ses revenus pour ces années de sources situées au Québec et si son revenu imposable déterminé par ailleurs pour chacune de ces années avait été augmenté du 1/3 de son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année de son décès; sur

b) l'ensemble de son impôt qui aurait été autrement à payer en vertu de la présente partie, calculé de la façon décrite au paragraphe a, pour chacune des trois années d'imposition précédentes visées à ce paragraphe a, s'il avait résidé au Québec pendant la totalité de ces années et avait tiré tous ses revenus pour ces années de sources situées au Québec. ».

2. Le présent article s'applique à un choix produit pour l'année d'imposition 1988 et les années d'imposition subséquentes.

107. 1. Le chapitre I.2 du titre I du livre V de la partie I de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

108. 1. L'article 752.12 de cette loi, édicté par l'article 63 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe a par ce qui suit:

« **752.12** Un particulier peut déduire du montant qui représenterait son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie pour une année d'imposition donnée si ce n'était du présent article et des articles 752.1 à 752.5 et 752.14, un montant qui n'excède pas le moindre de: »;

2° par le remplacement du paragraphe b par le suivant:

« b) l'excédent du montant qui représenterait son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie pour l'année donnée, si ce n'était du présent article et de l'article 752.14, si cet impôt était calculé en vertu du livre V sans qu'il ne soit tenu compte des articles 752.1 à 752.5, 772, 776, 776.1.1 à 776.1.5 et 776.6 à 776.20, sur le montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu des

articles 1029.7, 1029.7.1, 1029.8, 1029.8.0.1, 1029.8.0.2, 1029.8.6, 1029.8.6.1, 1029.8.7, 1029.8.7.1, 1029.8.7.2, 1029.8.10 et 1029.8.11 , diminué du montant qui représente l'impôt minimum applicable à ce particulier pour l'année donnée tel que déterminé en vertu de l'article 776.46. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987. Toutefois, lorsqu'il s'applique à l'année d'imposition 1987, la partie de l'article 752.12 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, et le paragraphe *b* de cet article 752.12, qu'il édicte, doivent se lire comme suit :

« **752.12** Un particulier peut déduire du montant qui représenterait son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie pour une année d'imposition donnée si ce n'était du présent article et des articles 752.1 à 752.11 et 752.14 et si les articles 776.2 à 776.5 ne s'appliquaient pas, un montant qui n'excède pas le moindre de : » ;

« *b*) l'excédent du montant qui représenterait son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie pour l'année donnée, si ce n'était du présent article et de l'article 752.14, si cet impôt était calculé en vertu du livre V sans qu'il ne soit tenu compte des articles 752.1 à 752.11, 772 à 775, 776, 776.1.1 à 776.1.5 et 776.6 à 776.20 et si les articles 776.2 à 776.5 ne s'appliquaient pas, sur le montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu des articles 1029.7 et 1029.8, diminué du montant qui représente 97% de l'impôt minimum applicable à ce particulier pour l'année donnée tel que déterminé en vertu de l'article 776.46. ».

109. 1. L'article 752.13 de cette loi, édicté par l'article 63 du chapitre 4 des lois de 1988, est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

110. 1. Les articles 752.14 à 752.16 de cette loi, édictés par l'article 63 du chapitre 4 des lois de 1988, sont remplacés par les suivants :

« **752.14** Aux fins de l'article 752.12, l'impôt additionnel d'un particulier pour une année d'imposition est égal à l'excédent du montant qui représente son impôt minimum applicable pour l'année tel que déterminé en vertu de l'article 776.46 sur l'excédent du montant qui représenterait son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie pour l'année si cet impôt était calculé en vertu du livre V sans qu'il ne soit tenu compte des articles 752.1 à 752.5, 772, 776 et

776.1.1 à 776.1.5, sur le montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu des articles 1029.7, 1029.7.1, 1029.8, 1029.8.0.1, 1029.8.0.2, 1029.8.6, 1029.8.6.1, 1029.8.7, 1029.8.7.1, 1029.8.7.2, 1029.8.10 et 1029.8.11.

« **752.15** Aux fins des articles 752.12 et 752.14, l'impôt minimum applicable à un particulier pour une année d'imposition, tel que déterminé en vertu de l'article 776.46, doit être calculé, le cas échéant, en y appliquant la proportion visée au deuxième alinéa de l'un des articles 22, 25 ou 26.

« **752.16** L'article 752.12 ne s'applique pas à l'égard d'une déclaration fiscale distincte du particulier produite en vertu du deuxième alinéa de l'article 429 ou des articles 681, 782 ou 1003, ni à l'égard d'une année d'imposition du particulier à l'égard de laquelle celui-ci a fait un choix en vertu des articles 758 à 766.1. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987. Toutefois, lorsqu'il s'applique à l'année d'imposition 1987, l'article 752.14 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

« **752.14** Aux fins de l'article 752.12, l'impôt additionnel d'un particulier pour une année d'imposition est égal à l'excédent du montant qui représente 97 % de son impôt minimum applicable pour l'année tel que déterminé en vertu de l'article 776.46 sur l'excédent du montant qui représenterait son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie pour l'année si cet impôt était calculé en vertu du livre V sans qu'il ne soit tenu compte des articles 752.1 à 752.11, 772 à 775, 776, 776.1.1 à 776.1.5 et si les articles 776.2 à 776.5 ne s'appliquaient pas, sur le montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu des articles 1029.7 et 1029.8. ».

111. 1. L'article 759 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 par le suivant :

« *e*) déduire de l'ensemble des impôts moyens obtenus suivant le sous-paragraphe *d* l'ensemble des impôts payables pour les années précédentes comprises dans la période d'établissement de la moyenne calculés sans tenir compte des articles 752.12 à 752.16. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

112. 1. L'article 762 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) la plus éloignée des années précédentes se termine avant le 1^{er} janvier 1988 et n'est pas antérieure à la sixième année qui précède l'année en cause; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

113. 1. L'article 767 de cette loi, modifié par l'article 64 du chapitre 4 des lois de 1988 et par l'article 67 du chapitre 18 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **767.** Un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 752.5, 44 1/3 % du montant qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe 2 de l'article 497.

Toutefois, s'il s'agit d'un particulier visé au deuxième alinéa des articles 22, 25 ou 26, il ne peut ainsi déduire que la partie du montant déterminé en vertu du premier alinéa représentée par la proportion visée au deuxième alinéa de ces articles, selon le cas.

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard d'un montant compris dans la partie, visée au premier alinéa de l'article 737.16, de son revenu pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

114. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion , après l'article 770, du suivant :

« **770.1** Aucun montant ne peut être déduit en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.10 dans le calcul de l'impôt à payer par une fiducie pour une année d'imposition. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

115. 1. L'article 771 de cette loi est modifié, dans le paragraphe 1 :

1° par le remplacement de la partie du sous-paragraphe *d* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit :

« *d*) dans le cas d'une corporation visée dans le sous-paragraphe *b*, pour une année d'imposition qui se termine après 1982 et avant 1989, à

l'excédent de 13% de son revenu imposable pour l'année sur l'ensemble:»;

2° par l'insertion, après le sous-paragraphe *d*, du suivant:

«*d.1)* dans le cas d'une corporation visée au sous-paragraphe *b*, pour une année d'imposition qui se termine après 1988, à l'excédent de 13% de son revenu imposable pour l'année sur l'ensemble:

i. de 7,5% du moindre de son revenu imposable pour l'année ou de l'excédent de son revenu pour l'année provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite sur sa perte pour l'année provenant d'une telle entreprise; et

ii. lorsque la corporation a été, tout au long de l'année, une corporation privée dont le contrôle est canadien, de 2,5% de l'ensemble, le cas échéant, du montant déterminé à son égard pour l'année en vertu de l'article 771.0.2 et, lorsque la corporation a été tout au long de l'année une caisse d'épargne et de crédit, du montant additionnel déterminé à son égard pour l'année en vertu de l'article 771.0.3;»;

3° par le remplacement de la partie du sous-paragraphe *e* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

«*e)* malgré le sous-paragraphe *d.1*, dans le cas d'une corporation visée au sous-paragraphe *b*, pour une année d'imposition pour laquelle elle est une corporation admissible au sens des articles 771.5 à 771.7, à l'ensemble de 3,2175% de la partie de son revenu imposable pour l'année égale au montant établi à son égard pour l'année en vertu de l'article 771.9 et de l'excédent de 13% de la partie restante de son revenu imposable pour l'année sur l'ensemble:»;

4° par le remplacement des sous-paragraphe *ii* et *iii* du sous-paragraphe *e* par les suivants:

«*ii.* de 7,5% de l'excédent, sur le montant établi à son égard pour l'année en vertu de l'article 771.8, du moindre de son revenu imposable pour l'année ou soit, lorsque la corporation n'est pas une corporation visée au paragraphe *c* de l'article 771.8, de l'excédent de son revenu pour l'année provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite sur sa perte pour l'année provenant d'une telle entreprise, soit, lorsque la corporation est une corporation visée à ce paragraphe *c*, du plus élevé de ce dernier excédent ou de l'ensemble visé au sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *d.1*; et

«*iii.* lorsque la corporation a été tout au long de l'année une caisse d'épargne et de crédit, de 2,5% de l'excédent, sur le montant établi à

son égard pour l'année en vertu de l'article 771.8, du montant déterminé à son égard pour l'année en vertu de l'article 771.0.2. ».

2. Les sous-paragraphes 1°, 2° et 4° du paragraphe 1 s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1989 d'une corporation.

3. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition d'une corporation qui se termine après le 12 mai 1988. Toutefois, lorsqu'il s'applique à une année d'imposition d'une corporation qui se termine après le 12 mai 1988 et avant le 1^{er} janvier 1989, la partie du sous-paragraphe *e* qui précède le sous-paragraphe *i* de l'article 771 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

« *e*) malgré le sous-paragraphe *d*, dans le cas d'une corporation visée au sous-paragraphe *b*, pour une année d'imposition pour laquelle elle est une corporation admissible au sens des articles 771.5 à 771.7, à l'ensemble de 3,2175% de la partie de son revenu imposable pour l'année égale au montant établi à son égard pour l'année en vertu de l'article 771.9 et de l'excédent de 13% de la partie restante de son revenu imposable pour l'année sur l'ensemble: ».

116. 1. L'article 771.0.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant :

« *a*) 7,25% de cet impôt, lorsque celui-ci est calculé en vertu des sous-paragraphes *a* ou *d*.1 de ce paragraphe; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1989 d'une corporation.

117. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 771.0.1, des suivants :

« **771.0.2** Le montant visé au sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *d*.1 du paragraphe 1 de l'article 771 est, à l'égard d'une corporation pour une année d'imposition, égal au moindre des montants suivants :

a) l'excédent de l'ensemble des montants qui représentent le revenu de la corporation pour l'année provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite au Canada, autre que le revenu de la corporation pour l'année provenant d'une entreprise qu'elle exploite à titre de membre d'une société, et du revenu de société désigné de la corporation pour l'année, sur l'ensemble :

i. des montants qui représentent la perte de la corporation pour l'année provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite au

Canada, autre qu'une perte de la corporation pour l'année provenant d'une entreprise qu'elle exploite à titre de membre d'une société; et

ii. de la perte de société désignée de la corporation pour l'année;

b) l'excédent du revenu imposable de la corporation pour l'année sur 100/13 du montant admissible en déduction pour l'année en vertu des règlements adoptés aux termes de l'article 772 dans le calcul de son impôt autrement à payer pour l'année en vertu de la présente partie;

c) le plafond des affaires de la corporation pour l'année.

« **771.0.3** Le montant additionnel visé au sous-paragraphe ii du sous-paragraphe d.1 du paragraphe 1 de l'article 771 est, à l'égard d'une corporation pour une année d'imposition, égal à l'excédent, sur le moindre des montants déterminés en vertu des paragraphes a à c de l'article 771.0.2 à l'égard de la corporation pour l'année, du moindre :

a) du revenu imposable de la corporation pour l'année;

b) de l'excédent de 4/3 de la réserve cumulative maximale de la corporation à la fin de l'année sur le montant imposable à taux réduit de la corporation à la fin de l'année d'imposition précédente.

« **771.0.4** Aux fins de la présente partie, à l'exception du sous-paragraphe ii du sous-paragraphe d.1 du paragraphe 1 de l'article 771, tout montant additionnel déterminé en vertu de l'article 771.0.3 est réputé être un montant déterminé en vertu de l'article 771.0.2.

« **771.0.5** Aux fins du présent titre, on entend par :

a) « membre » d'une caisse d'épargne et de crédit, appelée « caisse » dans le présent article : un membre d'une caisse au sens de l'article 798;

b) « montant imposable à taux réduit d'une corporation » à la fin d'une année d'imposition : un montant égal à l'ensemble de son montant imposable à taux réduit à la fin de son année d'imposition précédente et du montant déterminé à son égard pour l'année en vertu de l'article 771.0.2;

c) « réserve cumulative maximale » d'une caisse à la fin d'une année d'imposition : un montant égal à 5 % de l'ensemble des montants qui représentent :

i. le montant d'une dette à payer par la caisse à un de ses membres ou de toute autre obligation de la caisse de payer un montant à un de ses membres, qui était impayé à la fin de l'année, incluant le montant d'un dépôt porté au crédit d'un membre de la caisse dans ses

registres, mais excluant une part détenue dans la caisse par un de ses membres;

ii. le montant, à la fin de l'année, d'une part détenue dans la caisse par un de ses membres.

« **771.0.6** Aux fins de l'article 771.0.3, les règles suivantes s'appliquent :

a) lorsque, à un moment quelconque, une nouvelle corporation a été constituée en raison de la fusion, au sens du paragraphe 1 de l'article 544, de deux ou plusieurs corporations remplacées, cette nouvelle corporation est réputée avoir eu une année d'imposition qui s'est terminée immédiatement avant ce moment et est réputée avoir eu, à la fin de cette année, un montant imposable à taux réduit égal à l'ensemble des montants imposables à taux réduit de chacune des corporations remplacées à la fin de leur dernière année d'imposition;

b) lorsqu'une liquidation visée à l'article 556 a eu lieu, le montant imposable à taux réduit de la corporation-mère, au sens donné à cette expression par cet article 556, à la fin de son année d'imposition qui précède immédiatement l'année d'imposition dans laquelle elle a reçu les biens de la filiale, au sens donné à cette expression par cet article 556, lors de la liquidation, est réputé être l'ensemble du montant qui serait autrement son montant imposable à taux réduit à la fin de cette année et du montant imposable à taux réduit de la filiale à la fin de son année d'imposition dans laquelle ses biens ont été attribués à la corporation-mère lors de la liquidation. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1989 d'une corporation. Toutefois, aux fins de l'application du paragraphe *b* de l'article 771.0.5 et de l'article 771.0.6 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, lorsque le montant imposable à taux réduit d'une corporation doit être déterminé pour une année d'imposition antérieure à l'année d'imposition 1989 de celle-ci, ce montant doit être égal à celui déterminé en vertu du paragraphe 4.3 de l'article 137 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada).

118. 1. Les articles 771.1 et 771.1.1 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **771.1** Aux fins du présent titre :

a) l'expression « entreprise de placement désignée » exploitée par une corporation dans une année d'imposition désigne une entreprise, autre qu'une entreprise exploitée par une caisse d'épargne et de crédit ou une entreprise de location de biens qui ne sont pas des

biens immeubles, dont le but principal est de tirer un revenu de biens y compris un dividende, un intérêt, un loyer ou une redevance, sauf si la corporation emploie pendant toute l'année dans son entreprise plus de cinq employés à plein temps ou si, au cours de l'exploitation d'une entreprise admissible, une autre corporation à laquelle la corporation est associée fournit à celle-ci pendant l'année des services d'ordre financier, d'administration, d'entretien, de gestion ou d'autres services semblables et que la corporation devrait normalement utiliser les services de plus de cinq employés à plein temps si ces services ne lui étaient pas fournis;

b) l'expression « entreprise admissible qu'une corporation exploite » désigne toute entreprise exploitée par une corporation, autre qu'une entreprise de placement désignée ou une entreprise de services personnels et comprend, sauf aux fins du deuxième alinéa de l'article 771.6 et du paragraphe *d* de l'article 771.8, un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial.

« **771.1.1** Aux fins du présent titre, le revenu d'une corporation pour une année d'imposition provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite désigne son revenu en provenant pour l'année et comprend le revenu de la corporation pour l'année qui se rapporte directement ou de manière accessoire à cette entreprise ainsi que son revenu pour l'année provenant d'un bien qui est utilisé ou détenu principalement en vue de tirer un revenu provenant de cette entreprise. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1989 d'une corporation.

119. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 771.1.1, des suivants:

« **771.1.2** Aux fins du présent titre, le plafond des affaires d'une corporation, pour une année d'imposition, est égal à 200 000 \$, à moins que la corporation soit associée dans l'année à une ou plusieurs autres corporations privées dont le contrôle est canadien, auquel cas, sauf tel que prévu au présent titre, son plafond des affaires pour l'année est nul.

« **771.1.3** Malgré l'article 771.1.2, lorsque toutes les corporations privées dont le contrôle est canadien qui sont associées entre elles dans une année d'imposition ont produit au ministre, sur un formulaire prescrit, une entente dans laquelle elles attribuent, aux fins du présent titre, un montant à l'une ou plusieurs d'entre elles pour l'année d'imposition et que le montant ou l'ensemble des montants ainsi attribués, selon le cas, est égal à 200 000 \$, le plafond des affaires

pour l'année de chacune d'entre elles est égal au montant qui lui a ainsi été attribué.

« **771.1.4** Lorsque l'une des corporations privées dont le contrôle est canadien qui sont associées entre elles dans une année d'imposition fait défaut de produire au ministre l'entente visée à l'article 771.1.3 dans les 30 jours suivant l'envoi d'un avis écrit du ministre à l'une d'elles à l'effet qu'une telle entente est nécessaire à l'établissement d'une cotisation d'impôt en vertu de la présente partie, le ministre doit, aux fins du présent titre, attribuer un montant à l'une ou plusieurs de ces corporations pour l'année d'imposition, ce montant ou l'ensemble de ces montants, selon le cas, devant être égal à 200 000 \$, et en pareil cas, malgré l'article 771.1.2, le plafond des affaires pour l'année de chacune des corporations est égal au montant qui lui a ainsi été attribué.

« **771.1.5** Malgré toute autre disposition du présent titre :

a) lorsqu'une corporation privée dont le contrôle est canadien, appelée dans le présent article « la première corporation », a plus d'une année d'imposition qui se termine dans la même année civile et qu'elle est associée dans deux de ces années d'imposition ou plus à une autre corporation privée dont le contrôle est canadien qui a une année d'imposition qui se termine dans cette année civile, le plafond des affaires de la première corporation pour chaque année d'imposition dans laquelle elle est associée à l'autre corporation et qui se termine dans cette année civile est, sous réserve du paragraphe b, un montant égal à son plafond des affaires pour la première de ces années d'imposition déterminé sans tenir compte du paragraphe b; et

b) lorsqu'une corporation privée dont le contrôle est canadien a une année d'imposition de moins de 51 semaines, son plafond des affaires pour l'année est égal à son plafond des affaires pour l'année, déterminé sans tenir compte du présent paragraphe, multiplié par le rapport qui existe entre le nombre de jours dans l'année et 365.

« **771.1.6** Aux fins du présent titre, lorsque, dans une année d'imposition, une corporation est membre d'une société donnée, que dans l'année la corporation ou une corporation à laquelle elle est associée dans l'année est membre d'une ou de plusieurs autres sociétés et qu'il est raisonnable de croire que l'un des principaux motifs de l'existence distincte des sociétés est d'augmenter pour une corporation le montant déterminé à son égard en vertu du sous-paragraphe ii du sous-paragraphe d.1 du paragraphe 1 de l'article 771, le revenu de société désigné de la corporation pour l'année doit, aux fins du présent titre, être calculé à l'égard de ces sociétés comme si tous les montants, dont chacun représente le revenu de l'une des

sociétés pour un exercice financier qui se termine dans l'année provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite au Canada, étaient nuls, sauf pour le plus élevé de ces montants.

« **771.1.7** Aux fins du présent titre, une corporation qui est un membre ou qui est réputée en vertu du présent article être un membre d'une société elle-même membre d'une autre société est réputée être un membre de cette autre société et la part de la corporation du revenu de l'autre société pour un exercice financier est réputée égale à la partie de ce revenu auquel la corporation a directement ou indirectement droit.

« **771.1.8** Malgré toute autre disposition du présent titre, lorsqu'une corporation est membre d'une société qui était contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, à quelque moment de son exercice financier se terminant dans l'année d'imposition de la corporation, par une ou plusieurs personnes qui ne résidaient pas au Canada, par une ou plusieurs corporations publiques autres que des corporations de capital de risque prescrites, ou par toute combinaison de ces personnes, le revenu de la société pour cet exercice financier qui provient d'une entreprise admissible qu'elle exploite au Canada est, pour les fins du calcul du revenu de société désigné de la corporation pour l'année, réputé nul.

« **771.1.9** Aux fins de l'application de l'article 771.1.8, une société est réputée contrôlée par une ou plusieurs personnes à un moment quelconque si la part de cette personne ou l'ensemble des parts de ces personnes du revenu de la société qui provient d'une source donnée pour l'exercice financier de la société qui comprend ce moment excède la moitié du revenu de la société qui provient de cette source pour cet exercice.

« **771.1.10** Aux fins du présent titre, l'expression «revenu de société désigné» d'une corporation pour une année d'imposition signifie l'ensemble:

a) de l'ensemble des montants qui représentent un montant, à l'égard d'une société dont la corporation était un membre dans l'année, égal au moins:

i. des montants qui représentent la part de la corporation du revenu, déterminé conformément au titre XI du livre III de la présente partie, de la société pour un exercice financier qui se termine dans l'année provenant d'une entreprise admissible que la corporation exploite au Canada à titre de membre de la société; ou

ii. du moindre de 200 000 \$ ou du produit de 548 \$ par le nombre de jours compris dans un exercice financier de la société qui se termine dans l'année, multiplié par le rapport qui existe entre le montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i et l'ensemble des montants qui représentent le revenu de la société pour un exercice financier visé au sous-paragraphe i provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite au Canada;

b) du moindre :

i. des montants déterminés à l'égard de la corporation pour l'année en vertu des sous-paragraphe i et ii du paragraphe a de l'article 771.0.2; ou

ii. l'ensemble des montants qui représentent un montant à l'égard d'une société dont la corporation était un membre dans l'année égal à l'excédent du montant déterminé à l'égard de la société pour l'année en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe a sur le montant déterminé à l'égard de la société pour l'année en vertu du sous-paragraphe ii de ce paragraphe.

« **771.1.11** Aux fins du présent titre, l'expression « perte de société désignée » d'une corporation pour une année d'imposition signifie l'ensemble des montants qui représentent un montant, à l'égard d'une société dont la corporation était un membre dans l'année, égal à la part de la corporation de la perte, déterminée conformément au titre XI du livre III de la présente partie, de la société pour un exercice financier qui se termine dans l'année provenant d'une entreprise admissible que la corporation exploite au Canada à titre de membre de la société. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 771.1.2 à 771.1.5, 771.1.10 et 771.1.11 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1989 d'une corporation.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 771.1.6 et 771.1.7 de cette loi, s'applique à compter de l'exercice financier d'une société qui commence après le 10 février 1988 et qui se termine après le 31 décembre 1988.

4. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 771.1.8 et 771.1.9 de cette loi, s'applique à compter de l'exercice financier d'une société qui commence après le 31 décembre 1988.

120. 1. L'article 771.2 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1989 d'une corporation.

121. 1. Les articles 771.2.1 à 771.3 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **771.2.1** Lorsque le sous-paragraphe *d.1* du paragraphe 1 de l'article 771 s'applique pour une année d'imposition à une corporation qui a été tout au long de l'année une caisse d'épargne et de crédit et que l'excédent qui serait par ailleurs déterminé pour l'année en vertu du sous-paragraphe *i* de ce sous-paragraphe *d.1* est inférieur à l'ensemble visé au sous-paragraphe *ii* de ce sous-paragraphe *d.1*, cet excédent est réputé être égal à cet ensemble.

« **771.2.2** Aux fins des sous-paragraphes *i* et *ii* du sous-paragraphe *d.1* du paragraphe 1 de l'article 771, des sous-paragraphes *ii* et *iii* du sous-paragraphe *e* de ce paragraphe 1 et du paragraphe *d* de l'article 771.8, l'excédent du revenu d'une corporation pour une année d'imposition provenant d'une entreprise admissible qu'elle exploite sur sa perte pour l'année provenant d'une telle entreprise doit être calculé comme si tout revenu ou toute perte de la corporation pour l'année provenant des opérations d'un centre financier international étaient nuls.

« **771.3** Lorsqu'un montant est payé ou devient à payer à une corporation donnée par une autre corporation à laquelle elle est associée dans une année d'imposition donnée et que la corporation donnée doit par ailleurs inclure ce montant dans le calcul de son revenu pour l'année donnée provenant d'un bien ou d'une entreprise exclue, au sens des règlements, les règles prévues à l'article 771.4 s'appliquent aux fins de l'article 771.1.1. ».

2. Le présent article, lorsqu'il remplace les articles 771.2.1 et 771.2.2 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1989 d'une corporation.

3. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 771.3 de cette loi, s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

122. 1. L'article 771.8 de cette loi, modifié par l'article 65 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) de l'excédent de son revenu imposable pour l'année sur 100/13 du montant admissible en déduction pour l'année en vertu des règlements adoptés aux termes de l'article 772 dans le calcul de son impôt autrement à payer pour l'année en vertu de la présente partie; »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe c par le suivant :

« i. de l'excédent de $\frac{4}{3}$ de sa réserve cumulative maximale à la fin de l'année sur l'ensemble, pour toute année d'imposition précédente, du montant établi à son égard en vertu du présent article et de l'excédent décrit au sous-paragraphe iii du sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 771; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1989 d'une corporation.

123. 1. Les articles 773 à 775 de cette loi sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

124. 1. L'article 775.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **775.1** Une corporation à capital de risque, au sens de l'article 965.29, peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie le montant prévu à l'article 965.33 pour l'année. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

125. 1. L'article 776 de cette loi, modifié par l'article 67 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **776.** Un particulier qui est un électeur peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 752.5, un montant égal à 50 % du premier 280 \$ de contribution en argent qu'il a faite au cours de l'année au représentant officiel d'un parti politique autorisé, d'une instance autorisée d'un parti politique autorisé ou d'un candidat indépendant autorisé. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

126. 1. L'article 776.1 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

127. 1. L'article 776.1.1 de cette loi, remplacé par l'article 153 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 69 du chapitre 4 des lois

de 1988, et l'article 776.1.2 de cette loi, remplacé par l'article 70 du chapitre 4 des lois de 1988, sont de nouveau remplacés par les suivants :

« **776.1.1** Un particulier qui n'est pas un courtier agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 752.5, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour une année d'imposition antérieure, 20% du montant qu'il a versé dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent pour l'achat, à titre de premier acquéreur, d'une action de catégorie « A » émise par la corporation régie par la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1).

« **776.1.2** Un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 752.5, un montant ne dépassant pas l'excédent du solde du montant qu'il n'a pas déduit en vertu de l'article 776.1.1, à l'égard d'une action y visée, pour l'année ou une année d'imposition antérieure sur tout montant déduit en vertu du présent article, à l'égard de l'action, pour une année d'imposition antérieure. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

128. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 776.1.4, du suivant :

« **776.1.4.1** Un particulier ne peut déduire un montant en vertu des articles 776.1.1 ou 776.1.2 à l'égard d'une action achetée après le moment d'une demande de rachat d'action effectuée en vertu du paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 10 de la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). ».

2. Le présent article s'applique à un achat d'action effectué après le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

129. 1. Le titre IV du livre V de la partie I de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

130. 1. L'article 776.5.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **776.5.1** Un particulier qui réside au Québec le 31 décembre d'une année d'imposition et qui produit, pour l'année, une déclaration en vertu de l'article 1000 est réputé avoir versé, à cette date, à titre d'impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le total des montants que le ministre lui a versé pour l'année, à titre d'allocation anticipée à l'égard d'un enfant, en vertu du titre VI.1 du livre IX de la présente partie. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} mai 1988.

131. 1. L'article 776.7 de cette loi, modifié par l'article 158 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 68 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant :

« c) « impôt autrement à payer » par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition : l'impôt à payer par lui pour l'année en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 752.5 et 776.17. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

132. 1. Le titre VI du livre V de la partie I de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

133. 1. L'article 776.29 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe c par le suivant :

« c) « revenu total » d'un particulier pour une année d'imposition : l'ensemble :

i. de son revenu pour l'année provenant d'une charge ou d'un emploi, calculé selon la présente partie et avant toute déduction en vertu de l'article 64 lorsqu'il réfère à la partie permise par règlement du coût en capital d'un aéronef, du paragraphe c de l'article 70 et de l'article 72.1 ;

ii. de son revenu pour l'année provenant d'une entreprise ou de biens, calculé selon la présente partie et avant toute déduction en vertu des articles 130 et 130.1, moins ses pertes ainsi calculées, pour l'année, provenant d'une entreprise ou de biens ;

iii. de tout autre montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de la présente partie et avant toute déduction en vertu du paragraphe *b* de l'article 339;

iv. de tout autre montant reçu et qui est exclu du calcul du revenu en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 489, des articles 491 et 494 à 496 et des règlements adoptés en vertu de l'article 488, sauf un supplément du revenu reçu en vertu de la Loi sur le supplément au revenu de travail (L.R.Q., chapitre S-37.1) et un montant reçu en vertu du programme de subventions pour enfants en garderie institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) ou par la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1); et

v. de tout autre montant reçu à titre de prestation d'assurance-salaire ou d'assurance-revenu ou en remplacement d'un salaire ou d'un revenu. »;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Aux fins de l'application du sous-paragraphe ii du paragraphe *c* du premier alinéa, lorsqu'un particulier est membre d'une société à la fin d'un exercice financier de celle-ci, tout montant déduit par la société dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens, pour cet exercice financier, en vertu des articles 130 et 130.1 est réputé avoir été déduit par le particulier en vertu de ces articles dans le calcul de son revenu provenant de cette entreprise ou de ces biens pour l'année d'imposition au cours de laquelle cet exercice financier se termine jusqu'à concurrence de sa part dans la société. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

134. 1. L'article 776.31 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **776.31** Aux fins du présent titre, un particulier *a*, pendant l'année, une personne à sa charge uniquement si lui-même ou, le cas échéant, son conjoint pendant l'année déduit pour l'année, à l'égard de cette personne, conformément aux articles 752.0.1 à 752.0.7, un montant en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *b* de cet article, ou pourrait ainsi déduire un montant en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application de ce paragraphe, si ce n'était du revenu de cette personne pour cette année et du sous-paragraphe *v* de ce paragraphe. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsqu'il s'applique à l'année d'imposition 1988, l'article 776.31 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

« **776.31** Aux fins du présent titre, un particulier a, pendant l'année, un enfant à sa charge uniquement si lui-même ou, le cas échéant, son conjoint pendant l'année déduit pour l'année, à l'égard de l'enfant, conformément aux articles 752.0.1 à 752.0.7, un montant en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe b de cet article, ou pourrait ainsi déduire un montant en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application de ce paragraphe, si ce n'était du revenu de l'enfant pour cette année et du sous-paragraphe v de ce paragraphe et si le sous-paragraphe ii de ce paragraphe se lisait comme suit :

« ii. qui, pendant l'année, est âgée de moins de 21 ans ou de 21 ans ou plus et fréquente l'école ou l'université à plein temps; ». ».

135. 1. L'article 776.32 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **776.32** Un particulier qui n'est pas une fiducie, qui réside au Québec le dernier jour d'une année d'imposition et qui a, pendant l'année, une personne à sa charge qu'il désigne, sur un formulaire prescrit, peut déduire, de son impôt autrement à payer pour cette année d'imposition en vertu de la présente partie, un montant égal à l'excédent, pour l'année, de l'ensemble déterminé à l'article 776.33 sur l'ensemble déterminé à l'article 776.34. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1989.

136. 1. L'article 776.33 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement des paragraphes a à c par les suivants :

« a) 485 \$ à l'égard du particulier y visé;

« b) 485 \$ à l'égard du conjoint de ce particulier pendant l'année;

« c) 240 \$ à l'égard d'au plus une personne à la charge de ce particulier pendant l'année si le particulier n'a pas de conjoint pendant l'année et habite ordinairement pendant toute l'année un établissement domestique autonome dans lequel aucune personne, autre que le particulier ou une personne à sa charge, n'habite pendant l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque le paragraphe *c* de l'article 776.33 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'année d'imposition 1988, il doit se lire en y remplaçant, là où ils se trouvent, les mots « une personne » par les mots « un enfant ».

137. 1. L'article 776.34 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement de la partie du paragraphe *a* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit :

« *a*) 4 % de l'excédent : » ;

2° par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par le suivant :

« *b*) l'excédent, sur 5 280 \$, du revenu total pour l'année de la personne à la charge du particulier pendant l'année visé au premier alinéa de l'article 776.32. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque le paragraphe *b* de l'article 776.34 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'année d'imposition 1988, il doit se lire en y remplaçant, là où ils se trouvent, les mots « la personne » par les mots « l'enfant ».

138. 1. L'article 776.35 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement des paragraphes *a* à *c* par les suivants :

« *a*) 6 330 \$ lorsque le particulier visé à l'article 776.32 a un conjoint pendant l'année ;

« *b*) 5 340 \$ lorsque ce particulier n'a pas de conjoint pendant l'année et habite ordinairement, pendant toute l'année, un établissement domestique autonome dans lequel aucune personne, autre que le particulier ou une personne à sa charge, n'habite pendant l'année ;

« *c*) 4 115 \$ dans les autres cas. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque le paragraphe *b* de l'article 776.35 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'année d'imposition 1988, il doit se lire en y remplaçant, là où ils se trouvent, les mots « une personne » par les mots « un enfant ».

139. 1. L'article 776.36 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **776.36** L'ensemble auquel le sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 776.34 réfère est égal à cinq fois le total des montants que le particulier visé à l'article 776.32 et, le cas échéant, son conjoint pendant l'année déduisent en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 pour cette année, à l'exception des montants déduits en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe i de cet article, pour cette année et à l'exception des montants déduits par ce conjoint pour cette année en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, et en vertu de la première partie de la partie de cet article qui précède ce paragraphe. » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe *a* du deuxième alinéa, de ce qui précède le sous-paragraphe ii par ce qui suit :

« *a*) le montant que le particulier visé à l'article 776.32 déduit en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, pour l'année est réputé être égal au montant que ce particulier pourrait déduire en vertu de ce paragraphe pour l'année, si :

i. le mot « conjoint » avait, dans ce paragraphe *a* de l'article 752.0.1, le sens que lui donne le paragraphe *a* de l'article 776.29 ; » ;

3° par le remplacement des paragraphes *b* et *c* du deuxième alinéa par les suivants :

« *b*) lorsqu'aux fins du premier alinéa le particulier visé à l'article 776.32 est réputé déduire un montant en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, pour l'année et que ce particulier ou son conjoint pendant l'année déduit un montant en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *e* de cet article, pour l'année, le montant que ce particulier ou son conjoint déduit en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application de ce paragraphe *e*, pour l'année est réputé nul ;

« *c*) lorsqu'aux fins du premier alinéa aucun montant n'est réputé être déduit en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, par un particulier visé à l'article 776.32 pour une année et que ce particulier déduit un montant en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *e* de cet article, pour l'année, ce dernier montant est réputé être égal au montant que ce particulier pourrait déduire en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *e* de cet article, pour

l'année, si la personne qui y est visée n'avait aucun revenu pour cette année; »;

4° par l'addition, après le paragraphe *c* du deuxième alinéa, du suivant :

« *d*) le montant que le particulier visé à l'article 776.32 et, le cas échéant, son conjoint pendant l'année déduisent en vertu de l'article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *j* de cet article, pour l'année, doit être calculé comme si le montant de 2 200 \$ prévu à ce paragraphe était remplacé par un montant de 10 000 \$. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

140. L'article 776.41 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **776.41** Les montants suivants doivent être indexés annuellement de façon à ce que chacun de ces montants devant être utilisé pour une année d'imposition postérieure à l'année d'imposition 1989 soit celui obtenu en ajoutant à ce montant celui obtenu en multipliant par le même taux que celui qui est prescrit aux fins de l'article 752.0.20 pour cette année le montant qui aurait été applicable pour cette année sans le présent article :

- a) les montants de 485 \$ et 240 \$ mentionnés à l'article 776.33;
- b) le montant de 5 280 \$ mentionné à l'article 776.34;
- c) les montants de 6 330 \$, 5 340 \$ et 4 115 \$ mentionnés à l'article 776.35.

Lorsqu'un des montants visés aux paragraphes *a* à *c* du premier alinéa n'est pas un multiple de 5 \$ une fois qu'il a été indexé conformément à cet alinéa, il doit être rajusté au plus proche multiple de 5 \$ ou, s'il est équidistant de deux multiples de 5 \$, au multiple de 5 \$ supérieur le plus proche. ».

141. 1. L'article 776.42 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **776.42** Malgré les autres dispositions de la présente loi, lorsque le montant qui représenterait l'impôt autrement à payer d'un particulier pour une année d'imposition s'il était calculé en vertu du

livre V sans qu'il ne soit tenu compte des articles 752.1 à 752.5, diminué du montant déterminé à l'égard du particulier pour l'année en vertu des articles 1029.7, 1029.7.1, 1029.8, 1029.8.0.1, 1029.8.0.2, 1029.8.6, 1029.8.6.1, 1029.8.7, 1029.8.7.1, 1029.8.7.2, 1029.8.10 et 1029.8.11 est inférieur au produit visé au sous-paragraphe i du paragraphe *a* à l'égard du particulier, l'impôt à payer en vertu de la présente partie par celui-ci pour l'année, sauf s'il s'agit d'une fiducie de fonds réservé au sens du paragraphe *k* de l'article 835 ou d'une fiducie de fonds mutuels au sens de l'article 1120, est égal à l'excédent : » ;

2° par le remplacement des sous-paragraphe i et ii du paragraphe *a* par les suivants :

« i. de l'excédent de l'impôt minimum applicable au particulier pour l'année au sens de l'article 776.46 sur l'ensemble des montants visés aux articles 772, 1029.10 et 1029.11 ; et

« ii. des montants que le particulier doit ajouter en vertu de l'article 752.2 à son impôt autrement à payer pour l'année en vertu de la présente partie ; sur ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

142. 1. L'article 776.43 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Dans un tel cas, l'article 776.42 doit s'interpréter comme si la proportion visée au deuxième alinéa de ces articles s'appliquait à l'impôt autrement à payer du particulier pour l'année d'imposition s'il était calculé en vertu du livre V sans qu'il ne soit tenu compte des articles 752.1 à 752.5. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

143. 1. L'article 776.44 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **776.44** Pour plus de précision, il est entendu que lorsque l'impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année d'un particulier est déterminé en vertu du présent livre, un montant déterminé à l'égard du particulier en vertu des articles 1029.7, 1029.7.1, 1029.8, 1029.8.0.1, 1029.8.0.2, 1029.8.6, 1029.8.6.1, 1029.8.7, 1029.8.7.1, 1029.8.7.2, 1029.8.10, 1029.8.11, 1029.10 et 1029.11 est réputé ne pas avoir été payé au ministre en vertu de la présente partie pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

144. 1. L'article 776.46 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant:

« **776.46** L'impôt minimum applicable à un particulier pour une année d'imposition est égal au montant déterminé selon la formule suivante:

$$A (B - C) - D.$$

Aux fins de la formule visée au premier alinéa:

- a) la lettre A représente un taux de 16%;
- b) la lettre B représente le revenu imposable modifié du particulier pour l'année calculé selon le titre IV;
- c) la lettre C représente son exemption de base pour l'année calculée selon l'article 776.47;
- d) la lettre D représente sa déduction d'impôt minimum de base calculée selon l'article 776.65. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

145. 1. L'article 776.47 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit:

« **776.47** L'exemption de base d'un particulier pour une année d'imposition est égale, selon le cas, au montant suivant:

a) dans le cas d'un particulier autre qu'une fiducie, l'ensemble de 40 000 \$ et du moindre:

i. de 15 % de son revenu total visé au paragraphe *j* de l'article 965.1; ou

ii. de l'ensemble des montants déduits par le particulier pour l'année en vertu des articles 726.1, 726.3, 726.4, 726.4.1, 726.4.3 à 726.4.7, 726.4.9, 726.4.31, 726.4.38, 726.4.39, 726.4.40, 726.4.48, 726.4.49 et 726.4.50 et des pertes autres que les pertes en capital qu'il a déduites dans l'année en vertu de l'article 727 dans la mesure où ces pertes résultent d'un montant déduit dans le calcul de son revenu imposable en vertu des articles 726.4.1 ou 726.4.3 à 726.4.7 au cours

des sept années d'imposition qui précèdent ou des trois années d'imposition qui suivent l'année;».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, le sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 776.47 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire, lorsqu'il s'applique :

a) à l'année d'imposition 1988, en faisant abstraction des mots « des sept années d'imposition qui précèdent ou » ;

b) à l'année d'imposition 1989, en y remplaçant les mots « des sept années d'imposition qui précèdent » par les mots « de l'année d'imposition qui précède » ;

c) à l'année d'imposition 1990, en y remplaçant le mot « sept » par le mot « deux » ;

d) à l'année d'imposition 1991, en y remplaçant le mot « sept » par le mot « trois » ;

e) à l'année d'imposition 1992, en y remplaçant le mot « sept » par le mot « quatre » ;

f) à l'année d'imposition 1993, en y remplaçant le mot « sept » par le mot « cinq » ;

g) à l'année d'imposition 1994, en y remplaçant le mot « sept » par le mot « six ».

146. 1. L'article 776.50 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) « production cinématographique » : un bien visé à l'un des paragraphes *n* ou *r* de la catégorie 12 de l'annexe B du Règlement sur les impôts ou un bien prescrit. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un bien acquis après le 31 décembre 1987.

147. 1. L'article 776.54 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **776.54** Aux fins de l'article 776.51, sous réserve de l'article 776.64, l'ensemble des montants admissibles en déduction par le

particulier pour l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou des articles 726.4.1, 726.4.3 ou 726.4.4, dans le calcul de son revenu ou de son revenu imposable, selon le cas, à l'égard de productions cinématographiques, doit être établi comme s'il était égal au moindre: »;

2° par le remplacement des sous-paragraphe*s* i et ii du paragraphe *b* par les suivants:

«i. de l'ensemble de ses revenus pour l'année qui proviennent de la location de productions cinématographiques dont le particulier ou une société est propriétaire, calculés sans tenir compte du paragraphe *a* de l'article 130; sur

«ii. l'ensemble de ses pertes pour l'année qui proviennent de la location de productions cinématographiques dont le particulier ou une société est propriétaire, calculées sans tenir compte du paragraphe *a* de l'article 130. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

148. 1. Les articles 776.55 et 776.56 de cette loi, édictés par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, sont remplacés par les suivants:

«**776.55** Aux fins de l'article 776.51, l'ensemble des montants admissibles en déduction par le particulier dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu des articles 726.4.5, 726.4.6 et 726.4.7 à l'égard de productions cinématographiques, doit être établi comme s'il était égal au moindre:

a) de l'ensemble des montants ainsi admissibles en déduction par ailleurs dans le calcul de son revenu imposable pour l'année; ou

b) de l'excédent, sur l'ensemble des montants admissibles en déduction par le particulier dans le calcul de son revenu ou de son revenu imposable, selon le cas, pour l'année en vertu de l'article 776.54 de l'excédent:

i. de l'ensemble de ses revenus pour l'année qui proviennent de la location de productions cinématographiques dont le particulier ou une société est propriétaire, calculés sans tenir compte du paragraphe *a* de l'article 130; sur

ii. l'ensemble de ses pertes pour l'année qui proviennent de la location de productions cinématographiques dont le particulier ou une

société est propriétaire, calculées sans tenir compte du paragraphe *a* de l'article 130.

« **776.56** Aux fins de l'article 776.51, sauf à l'égard d'une aliénation de biens à laquelle l'article 484 s'applique, le premier alinéa de l'article 231 doit s'interpréter comme si le gain en capital imposable, la perte en capital admissible ou la perte admissible à l'égard d'un placement dans une entreprise représentait la totalité du gain en capital, de la perte en capital ou de la perte admissible à l'égard d'un placement dans une entreprise, selon le cas, résultant de l'aliénation d'un bien qui survient après le 31 décembre 1985 et l'article 265 doit s'interpréter comme si le gain net imposable représentait la totalité du gain net résultant de l'aliénation de biens précieux qui survient après le 31 décembre 1985. ».

2. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 776.55 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

3. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 776.56 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1986.

149. 1. L'article 776.57 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit:

« **776.57** Aux fins de l'article 776.51, l'ensemble des montants admissibles en déduction par le particulier dans le calcul de son revenu ou de son revenu imposable, selon le cas, pour l'année, en vertu des articles 359 à 418.14, 419.1 à 419.4, 419.6, 600.1, 600.2, 726.4.9 ou de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r.2) réfère aux paragraphes 10 et 12 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), doit être établi comme s'il était égal au moindre:

a) de l'ensemble des montants ainsi admissibles par ailleurs en déduction par le particulier dans le calcul de son revenu ou de son revenu imposable, selon le cas, pour l'année; ou ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque la partie de l'article 776.57 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, qu'il édicte, réfère à l'article 419.6, il s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1985.

150. 1. L'article 776.59 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe a par ce qui suit :

« **776.59** Aux fins de l'article 776.51, l'ensemble des montants admissibles en déduction dans le calcul du revenu d'une fiducie pour l'année en vertu des articles 646, 647, 652 à 657.1, 659, 660, 663, 664, 666 à 674, 676, 676.1 et 678 à 682, doit être établi comme s'il était égal au total de l'ensemble des montants par ailleurs admissibles en déduction en vertu de ces articles et de l'ensemble des montants qui représentent : ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

151. 1. L'article 776.60 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **776.60** Aux fins de l'article 776.51, le particulier ne peut déduire pour l'année aucun montant dans le calcul de son revenu imposable ou de son revenu imposable gagné au Canada, selon le cas, en vertu des articles 725.2 à 725.6, 726.1, 726.3, 726.4, 726.4.31, 726.4.38 à 726.4.40 et 726.4.48 à 726.4.50. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

152. 1. L'article 776.63 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988, est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

153. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 776.64, de ce qui suit :

« TITRE V

« DÉDUCTION D'IMPÔT MINIMUM DE BASE

« **776.65** La déduction d'impôt minimum de base d'un particulier pour une année d'imposition est l'ensemble des montants qu'il peut déduire en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 et 752.0.11 à 752.0.15 dans le calcul de son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie.

Lorsque le premier alinéa s'applique à un particulier visé au deuxième alinéa des articles 22, 25 ou 26, aux fins de déterminer la déduction d'impôt minimum de base d'un tel particulier pour une année d'imposition, le montant qu'il peut déduire en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 et 752.0.11 à 752.0.15 dans le calcul de son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, doit être déterminé sans tenir compte de la proportion visée aux articles 752.0.23 ou 752.0.25, selon le cas. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

154. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 781, du suivant :

« **781.1** Aux fins de la présente partie, une corporation est réputée ne pas être associée à une autre corporation dans une année d'imposition de la corporation à la fin de laquelle elle est un failli au sens de l'article 777. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

155. 1. L'article 782 de cette loi, remplacé par l'article 81 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **782.** Le syndic doit, dans les 90 jours qui suivent la fin de l'année civile pour chacune des années au cours desquelles un particulier est en faillite, produire auprès du ministre une déclaration fiscale, sur un formulaire prescrit, portant sur les revenus provenant des opérations de la faillite. À cet égard, le syndic ne peut, lors du calcul du revenu imposable du particulier ou de l'impôt à payer par le particulier en vertu de la présente partie, selon le cas, pour chacune de ces années, réclamer aucune déduction visée :

a) au livre IV de la présente partie, sauf celles permises par les articles 727 à 737;

b) aux chapitres I.0.1 à I.0.4 du titre I du livre V de la présente partie;

c) au titre VII du livre V de la présente partie. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

156. 1. L'article 859 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **859.** Un bénéficiaire doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qui lui est attribué pendant l'année, avec ou sans réserve, par une fiducie régie par un régime d'intéressement, sauf dans le cas d'une attribution concernant un montant décrit aux paragraphes *a* à *d* du premier alinéa de l'article 857, un dividende reçu par la fiducie d'une corporation canadienne imposable ou un intérêt reçu par la fiducie. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

157. 1. L'article 869 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **869.** Lorsque des intérêts ont été inclus dans le calcul du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition pendant laquelle elle est régie par un régime d'intéressement et qu'un montant n'excédant pas ces intérêts a été attribué pour l'année par le fiduciaire en vertu du régime pour les fins du présent article à l'un de ses bénéficiaires, chacun de ces bénéficiaires est réputé avoir reçu un intérêt égal au moindre : ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

158. 1. L'article 908 de cette loi, modifié par l'article 73 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 2 par le suivant :

« Aux fins du sous-paragraphe *b* du premier alinéa et à moins de preuve contraire, un enfant ou petit-enfant du rentier est réputé ne pas être financièrement à sa charge au moment de son décès si :

a) une autre personne a eu droit, à l'égard de l'enfant ou du petit-enfant, à une déduction prévue à l'article 752.0.1 dans le calcul de son impôt à payer en vertu de la présente partie, pour l'année d'imposition précédant immédiatement l'année d'imposition dans laquelle le rentier est décédé, par suite de l'application du paragraphe *b* ou *c* de cet article alors que l'enfant ou le petit-enfant était, au cours de cette année d'imposition précédente, âgé de moins de 18 ans ou par suite de l'application du paragraphe *g* de cet article; ou

b) le revenu de l'enfant ou du petit-enfant, pour l'année d'imposition précédant immédiatement l'année d'imposition dans laquelle le rentier est décédé, était supérieur à 5 000 \$.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

159. 1. L'article 965.1 de cette loi, modifié par l'article 175 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 82 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *b.2*, du suivant:

« *b.3*) « action valide »: une action décrite à l'article 965.9.7.1 ou 965.9.7.2; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *c*, du suivant:

« *c.1*) « capital versé », relativement à:

i. une action du capital-actions d'une corporation: le montant montré à ses livres au compte capital-actions à l'égard de cette action ainsi que tout montant montré par ailleurs à ses livres et reçu en considération de l'émission de cette action;

ii. un droit de souscrire une action du capital-actions d'une corporation: le montant montré à ses livres au compte capital-actions à l'égard de ce droit et reçu en considération de l'émission de ce droit; »;

3° par le remplacement du paragraphe *h.0.1* par le suivant:

« *h.0.1*) « émission publique de titres »: le placement d'un titre conformément à un visa ou à une dispense de prospectus accordé par la Commission des valeurs mobilières du Québec; »;

4° par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

« *j*) « revenu total », à l'égard d'un particulier pour une année: l'excédent de son revenu pour l'année qui serait déterminé en vertu de l'article 28 si on ne tenait pas compte du paragraphe *k.1* de l'article 311, de l'article 311.1 et de l'article 317 lorsque ce dernier article réfère à un supplément ou une allocation au conjoint reçus en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada) ou à un paiement semblable à un tel supplément ou à une telle allocation au conjoint fait en vertu d'une loi provinciale, sur le montant qu'il déduit pour l'année dans le calcul de son revenu imposable en vertu des articles 726.6 à 726.20; ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte le paragraphe *b.3* de l'article 965.1 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte le paragraphe *c.1* de l'article 965.1 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 7 mai 1986.

4. Le présent article, lorsqu'il remplace le paragraphe *h.0.1* de l'article 965.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une

émission publique de titres dont le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 12 mai 1988.

5. Le présent article, lorsqu'il remplace le paragraphe *j* de l'article 965.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

160. 1. L'article 965.2 de cette loi, modifié par l'article 83 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **965.2** Un régime d'épargne-actions est un arrangement conclu entre un particulier qui n'est pas une fiducie, ou un groupe d'investissement et un courtier, aux termes duquel le particulier ou le groupe d'investissement confie à ce courtier la garde de ses actions admissibles et de ses actions valides qu'il indique et qui ne sont incluses dans aucun autre régime de quelque nature que ce soit aux fins de la présente loi, à l'exclusion d'un régime prescrit. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

161. 1. L'article 965.3.1 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **965.3.1** L'actif d'une corporation qui est associée à une autre corporation dans les 12 mois précédant la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus, est l'ensemble des actifs de la corporation et de chaque corporation qui lui est associée, tels que déterminés en vertu de l'article 965.3 ou 965.3.2, le cas échéant, moins le montant des placements que les corporations possèdent les unes dans les autres et moins le solde des comptes inter-corporations. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

162. 1. L'article 965.4.1 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **965.4.1** L'avoir net des actionnaires d'une corporation qui est associée à une autre corporation dans les 12 mois précédant la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus, est l'ensemble des avoirs nets des actionnaires de la corporation et de chaque corporation qui lui est associée, tels que déterminés en vertu de l'article 965.4 ou 965.4.1.1, le cas échéant, moins le montant des placements en actions que les corporations possèdent les unes dans les autres. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

163. 1. L'article 965.6 de cette loi, modifié par l'article 86 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

« *d*) 100 % dans le cas de toute autre action admissible. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

164. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.6.0.2, du suivant:

« **965.6.0.2.1** Le coût rajusté d'une action qui est une action valide pour un particulier, un groupe d'investissement ou un fonds d'investissement s'obtient en multipliant le coût de cette action pour le particulier, le groupe d'investissement ou le fonds d'investissement, déterminé sans tenir compte des frais d'emprunt, de courtage, de garde ou des autres frais semblables qui s'y rattachent, par:

a) 125 % dans le cas d'une action valide émise par une corporation décrite à l'article 965.11.7.1;

b) 100 % dans le cas d'une action valide qui est une action ordinaire à plein droit de vote ou une action privilégiée convertible en une telle action ordinaire à plein droit de vote; ou

c) 75 % dans le cas d'une action valide qui est une action subalterne à droit de vote ou une action privilégiée convertible en une telle action subalterne à droit de vote. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

165. 1. L'article 965.6.0.3 de cette loi, édicté par l'article 87 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants:

« *a*) le pourcentage stipulé à cet égard dans le prospectus définitif ou la demande de dispense de prospectus relatif à son émission; ou

« *b*) lorsqu'il en est ainsi stipulé dans le prospectus définitif ou la demande de dispense de prospectus relatif à son émission, le pourcentage déterminé au plus tard dans les 60 jours suivant l'année de son émission et obtenu en évaluant sur la centaine la proportion représentée par le rapport entre, d'une part, le coût rajusté de l'ensemble des actions admissibles que le fonds d'investissement a achetées dans cette année, avec le produit de l'émission des titres

admissibles valides émis dans l'année, et que le fonds d'investissement détient le 31 décembre de cette année et, d'autre part, ce produit d'émission. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une émission de titres dont le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 12 mai 1988.

166. 1. L'article 965.6.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **965.6.1** Un groupe d'investissement est un groupement de particuliers, autre que des fiducies, formé uniquement pour acquérir des actions admissibles ou des actions valides et qui produit une déclaration écrite auprès d'un courtier constatant son existence et faisant état de la participation de chacun de ses membres dans le groupe d'investissement. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

167. 1. L'article 965.6.22 de cette loi, édicté par l'article 91 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **965.6.22** Un fonds d'investissement doit être établi au Québec et le fiduciaire ou le gestionnaire d'un fonds d'investissement doit résider au Canada et doit maintenir un établissement au Québec. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1988.

168. 1. L'article 965.6.23 de cette loi, édicté par l'article 91 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **965.6.23** Un fonds d'investissement doit, lorsqu'il procède dans une année à une émission publique de titres qui sont des titres qui peuvent faire l'objet d'un régime d'épargne-actions, stipuler dans le prospectus définitif ou la demande de dispense de prospectus relatif à leur émission qu'il s'engage à respecter les exigences suivantes : » ;

2° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*

l'ensemble des titres admissibles qu'il aura émis dans l'année et qui n'auront pas été rachetés par le fonds d'investissement respectivement le 31 décembre de l'année, le 31 décembre de la première année qui suit l'année et le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'année selon le cas. ».

2. Le présent article, lorsqu'il remplace ce qui précède le paragraphe *a* de l'article 965.6.23 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une émission de titres dont le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 12 mai 1988.

3. Le présent article, lorsqu'il remplace le paragraphe *c* de l'article 965.6.23 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 1^{er} janvier 1988. Toutefois, lorsque le paragraphe *c* de cet article, qu'il édicte, réfère à une action valide, il a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

169. 1. L'article 965.6.24 de cette loi, édicté par l'article 91 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **965.6.24** Lorsqu'un fonds d'investissement stipule dans un prospectus définitif ou une demande de dispense de prospectus relatif à une émission publique de titres, le pourcentage à être utilisé aux fins de l'application du paragraphe *a* de l'article 965.6.0.3, il doit également stipuler la partie du coût rajusté du titre admissible qui doit être considérée comme raisonnablement attribuable à l'achat d'actions admissibles visées aux paragraphes *a.3*, *c*, *c.4* et *c.6* de l'article 965.6. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une émission de titres dont le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 12 mai 1988.

170. 1. L'article 965.9.1 de cette loi, modifié par l'article 93 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

171. 1. L'article 965.9.4 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants :

« *a*) lorsque de tels actions ou titres négociables sont des titres émis par une corporation dont la dénomination sociale est dévoilée au prospectus définitif ou à la demande de dispense de prospectus si, immédiatement après cette acquisition, cette corporation est directement ou indirectement une filiale contrôlée de la corporation émettrice dont les activités ou celles d'une filiale que cette corporation

contrôle directement ou indirectement suscitent un intérêt commercial ayant un lien direct avec celles de la corporation émettrice ou d'une autre corporation qui est associée à cette dernière à la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus et que l'une de ces corporations, à l'exception d'une telle filiale, exerce une entreprise admissible; ou

« b) lorsque de tels actions ou titres négociables seront des titres émis par une corporation dont la dénomination sociale n'est pas dévoilée au prospectus définitif ou à la demande de dispense de prospectus si la corporation émettrice ou une corporation qui lui est associée exerce une entreprise admissible, et que la corporation émettrice annonce expressément au prospectus définitif ou à la demande de dispense de prospectus que de tels actions ou titres négociables seront des titres émis par une corporation qui, immédiatement après cette acquisition, sera directement ou indirectement une filiale contrôlée par elle dont les activités ou celles d'une filiale que cette corporation contrôle directement ou indirectement suscitent un intérêt commercial ayant un lien direct avec ses activités ou celles d'une autre corporation qui lui est associée à la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque le présent article s'applique à l'année 1988, les paragraphes *a* et *b* de l'article 965.9.4 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doivent se lire ainsi:

« a) lorsque de tels actions ou titres négociables sont des titres émis par une corporation dont la dénomination sociale est dévoilée au prospectus définitif ou à la demande de dispense de prospectus si, immédiatement après cette acquisition, cette corporation est directement ou indirectement une filiale contrôlée de la corporation émettrice dont les activités ou celles d'une filiale que cette corporation contrôle directement ou indirectement suscitent un intérêt commercial ayant un lien direct avec celles de la corporation émettrice ou d'une autre corporation qui est associée à cette dernière à la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus et que l'une de ces corporations, à l'exception d'une telle filiale, exerce une entreprise admissible au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 451; ou

« b) lorsque de tels actions ou titres négociables seront des titres émis par une corporation dont la dénomination sociale n'est pas dévoilée au prospectus définitif ou à la demande de dispense de prospectus si la corporation émettrice ou une corporation qui lui est associée exerce une entreprise admissible, au sens des règlements

adoptés en vertu de l'article 451, et que la corporation émettrice annonce expressément au prospectus définitif ou à la demande de dispense de prospectus que de tels actions ou titres négociables seront des titres émis par une corporation qui, immédiatement après cette acquisition, sera directement ou indirectement une filiale contrôlée par elle dont les activités ou celles d'une filiale que cette corporation contrôle directement ou indirectement suscitent un intérêt commercial ayant un lien direct avec ses activités ou celles d'une autre corporation qui lui est associée à la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus. ».

172. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.9.7, de ce qui suit :

« CHAPITRE III.1

« ACTIONS VALIDES

« **965.9.7.1** Une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation est une action valide si :

a) elle est acquise lors d'une transaction effectuée en bourse durant une séance de bourse;

b) au moment de son acquisition, elle est inscrite à la cote de la Bourse de Montréal;

c) à la date de son acquisition, la catégorie d'actions du capital-actions de cette corporation à laquelle cette action appartient est inscrite sur la liste de la Commission des valeurs mobilières du Québec; et

d) dans le cadre de son acquisition, le certificat l'attestant est remis au courtier visé à l'article 965.2 ou émis et enregistré au nom du courtier ou au nom d'une personne que celui-ci désigne.

« **965.9.7.2** Une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation est également une action valide si :

a) elle est acquise par un particulier, un groupe d'investissement ou un fonds d'investissement qui en est le premier acquéreur, autre qu'un courtier agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme;

b) au moment de son acquisition, elle est inscrite à la cote de la Bourse de Montréal;

c) elle est émise par la corporation dans le cadre d'une émission d'actions visée au deuxième alinéa des articles 965.11.8, 965.11.9, 965.11.11, 965.11.13 ou 965.11.17;

d) à la date de son acquisition, la catégorie d'actions du capital-actions de cette corporation à laquelle cette action appartient est inscrite sur la liste de la Commission des valeurs mobilières du Québec; et

e) dans le cadre de son acquisition, le certificat l'attestant est remis au courtier visé à l'article 965.2 ou émis et enregistré au nom du courtier ou au nom d'une personne que celui-ci désigne.

«**965.9.7.3** Aux fins du présent titre, on entend par « liste de la Commission des valeurs mobilières du Québec », la liste publiée périodiquement par la Commission des valeurs mobilières du Québec, laquelle contient la dénomination sociale des corporations et la désignation des catégories d'actions de leur capital-actions dont les actions peuvent constituer des actions valides.

« CHAPITRE III.2

« TITRES ADMISSIBLES ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

173. 1. L'article 965.9.8 de cette loi, édicté par l'article 97 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) qui est émis par un fonds d'investissement lequel, dans le prospectus définitif ou la demande de dispense de prospectus relatif à l'émission du titre, stipule que ce titre peut faire l'objet d'un régime d'épargne-actions et donne droit à l'avantage prévu à son égard par le présent titre; »;

2° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) qui a fait l'objet, avant l'obtention du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus relatif à son émission, d'une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu relativement au respect des objectifs du présent titre; ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une émission publique de titres dont le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 12 mai 1988.

174. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.11.9, du suivant :

« **965.11.9.1** Aux fins du présent titre, une corporation qui effectue une opération visée au premier alinéa des articles 965.11.8 ou 965.11.9, ci-après appelée « opération donnée », n'est pas tenue de rencontrer l'exigence prévue au deuxième alinéa des articles 965.11.8 ou 965.11.9, le cas échéant, à l'égard de cette opération donnée, si l'ensemble du montant visé au deuxième alinéa des articles 965.11.8 ou 965.11.9, selon le cas, pour cette opération donnée et de chaque montant visé au deuxième alinéa de ces articles pour d'autres opérations visées au premier alinéa de ces articles et effectuées durant la période qui débute le trois cent soixante quatrième jour qui précède le jour de cette opération donnée et qui se termine immédiatement avant le moment de l'opération donnée, est inférieur à 5 % du montant, déterminé immédiatement avant ce moment, du capital versé :

a) relatif aux actions de son capital-actions autres que des actions décrites aux paragraphes *a* à *d* de l'article 965.11.12, lorsqu'il s'agit d'une opération visée au premier alinéa de l'article 965.11.8, et aux paragraphes *a* à *d* de l'article 965.11.14, lorsqu'il s'agit d'une opération visée au premier alinéa de l'article 965.11.9, en supposant, le cas échéant, que les descriptions contenues aux paragraphes *a* à *d* des articles 965.11.12 et 965.11.14 existaient au moment où la corporation a effectué de telles opérations; et

b) relatif aux droits de souscrire des actions visées au paragraphe *a.* ».

2. Le présent article a effet depuis le 7 mai 1986.

175. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.11.19, des suivants :

« **965.11.19.1** Aux fins du présent titre, une corporation qui effectue une opération visée au premier alinéa des articles 965.11.11, 965.11.13 ou 965.11.17, ci-après appelée « opération donnée », n'est pas tenue de rencontrer l'exigence prévue au deuxième alinéa des articles 965.11.11, 965.11.13 ou 965.11.17, le cas échéant, à l'égard de cette opération donnée, si l'ensemble du montant visé au deuxième alinéa des articles 965.11.11, 965.11.13 ou 965.11.17, selon le cas, pour cette opération donnée et de chaque montant visé au deuxième alinéa de ces articles pour d'autres opérations visées au premier alinéa de ces articles et effectuées durant la période qui débute le trois cent soixante quatrième jour qui précède le jour de cette opération donnée et qui se termine immédiatement avant le moment de l'opération donnée, est

inférieur à 5 % du montant, déterminé immédiatement avant ce moment, du capital versé :

a) relatif aux actions de son capital-actions autres que des actions décrites aux articles 965.11.12, 965.11.14 ou 965.11.18; et

b) relatif aux droits de souscrire des actions visées au paragraphe a.

« **965.11.19.2** Aux fins du présent titre, une corporation qui projette d'effectuer une émission d'actions qui peuvent faire l'objet d'un régime d'épargne-actions à titre d'actions admissibles, dont aucune action de son capital-actions n'a fait l'objet d'une stipulation à l'effet qu'elle pouvait faire l'objet d'un régime d'épargne-actions ou n'a été émise, suite à une opération prévue aux articles 541 ou 544 à l'exception d'une opération prévue à l'article 555.1, en remplacement ou en substitution d'une action, laquelle a fait l'objet d'une telle stipulation, et qui effectue avant la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus relatif à l'émission ou a effectué une opération visée au premier alinéa des articles 965.11.11, 965.11.13 ou 965.11.17, ci-après appelée « opération donnée », n'est pas tenue de rencontrer l'exigence prévue au deuxième alinéa des articles 965.11.11, 965.11.13 ou 965.11.17, le cas échéant, à l'égard de cette opération donnée, si l'ensemble du montant visé au deuxième alinéa des articles 965.11.11, 965.11.13 ou 965.11.17, selon le cas, pour cette opération donnée et de chaque montant visé au deuxième alinéa de ces articles pour d'autres opérations visées au premier alinéa de ces articles et effectuées durant la période qui débute le trois cent soixante quatrième jour qui précède le jour de cette opération donnée et qui se termine immédiatement avant le moment de l'opération donnée, est inférieur à 10 % du montant de l'émission publique d'actions que la corporation projette d'effectuer.

« **965.11.19.3** Malgré les articles 965.11.8 à 965.11.19.2, une corporation peut effectuer une opération prévue à ces articles sans être tenue de rencontrer l'exigence prévue au deuxième alinéa des articles 965.11.8, 965.11.9, 965.11.11, 965.11.13 ou 965.11.17 si, de l'avis du ministre, il en résulterait autrement une situation non souhaitable. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 965.11.19.1 et 965.11.19.2 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 17 décembre 1986 et lorsqu'il édicte l'article 965.11.19.3 de cette loi, a effet depuis le 7 mai 1986.

176. 1. L'article 965.13 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) elle exploite, comme activité principale, une entreprise admissible; »;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) elle a un actif qui est inférieur à 50 000 000 \$; et ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1989.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une émission publique d'actions dont le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 12 mai 1988.

177. 1. L'article 965.15 de cette loi, modifié par l'article 105 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) l'avoir net de ses actionnaires est d'au plus 20 000 000 \$; et ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une émission publique d'actions dont le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 12 mai 1988.

178. 1. L'article 965.16 de cette loi, modifié par l'article 106 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **965.16** Une corporation admissible qui fait une émission publique d'actions après le 15 novembre 1983 est également une corporation en voie de développement si, à la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus : »;

2° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant :

« *e*) l'activité principale de la corporation et de ses filiales est l'exploitation d'une entreprise admissible. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 13 mai 1988.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1989.

179. 1. L'article 965.16.0.1 de cette loi, modifié par l'article 107 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **965.16.0.1** Une corporation admissible qui fait une émission publique d'actions après le 1^{er} mai 1986 est une corporation en voie de développement si, à la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus : » ;

2° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant :

« *e*) l'activité principale de la corporation et de ses filiales est l'exploitation d'une entreprise admissible. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 13 mai 1988.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1989.

180. 1. L'article 965.16.0.2 de cette loi, édicté par l'article 108 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **965.16.0.2** Une corporation admissible qui fait une émission publique d'actions après le 10 décembre 1986 au cours de la période de 365 jours suivant sa constitution est une corporation en voie de développement si, à la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus, elle satisfait aux exigences des paragraphes *a* à *c* et *e* de l'article 965.16 ou *a* à *c* et *e* de l'article 965.16.0.1. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

181. 1. L'article 965.18 de cette loi, remplacé par l'article 110 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) de l'ensemble du coût rajusté des actions admissibles qu'il a achetées au cours de l'année et qu'il a incluses dans ces régimes au plus tard le 31 janvier de l'année suivante et du coût rajusté des titres admissibles qu'il a achetés au cours de l'année, qu'il a inclus dans ces régimes au plus tard le 31 janvier de l'année suivante et qui constituent des titres admissibles valides pour l'année ; ou ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

182. 1. L'article 965.19 de cette loi, remplacé par l'article 110 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **965.19** Le montant de la déduction prévue à l'article 965.18 à l'égard d'un particulier ne peut excéder le moindre de l'ensemble déterminé à son égard en vertu de l'article 965.19.1 ou de 10 % de son revenu total pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

183. 1. L'article 965.19.1 de cette loi, édicté par l'article 110 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) le coût rajusté des titres admissibles émis par un fonds d'investissement, autre que la partie de ce coût rajusté qui est raisonnablement attribuable à l'achat par le fonds d'investissement d'actions admissibles visées aux paragraphes *a.3*, *c*, *c.4* et *c.6* de l'article 965.6, que le particulier a achetées au cours de l'année, qu'il a inclus dans un régime d'épargne-actions au plus tard le 31 janvier de l'année suivante et qui constituent des titres admissibles valides pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

184. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.19.1, du suivant :

« **965.19.1.1** Aux fins des articles 965.18 à 965.19.1, une action admissible, autre qu'une action admissible visée aux paragraphes *b*, *b.1*, *c* ou *c.4* de l'article 965.6 ou *c.1*, *c.2*, *c.3* ou *d* de l'article 965.6 lorsque l'actif de la corporation émettrice est de 250 000 000 \$ ou plus, que le particulier a achetée au cours de la période du 1^{er} janvier 1988 au 29 février 1988 et qu'il a incluse dans un régime d'épargne-actions au plus tard le 31 mars 1988, est réputée avoir été en 1987 achetée par lui et incluse dans un régime d'épargne-actions dont il est le bénéficiaire. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard de l'année d'imposition 1987.

185. 1. L'article 965.19.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **965.19.2** Aux fins des articles 965.18 à 965.19.1, lorsque le particulier y visé est membre d'un groupe d'investissement et que ce

groupe d'investissement a acheté et inclus, à un moment, une action admissible ou une action valide dans un régime d'épargne-actions dont il est bénéficiaire, cette action constitue, jusqu'à concurrence de sa participation dans le groupe d'investissement indiquée dans la déclaration produite au courtier ou, le cas échéant, déterminée au paragraphe *c* de l'article 965.6.5 ou au paragraphe *b* de l'article 965.6.6, une action achetée et incluse, au même moment, dans un régime d'épargne-actions dont le particulier est bénéficiaire. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

186. 1. L'article 965.22 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **965.22** Le fractionnement ou le remplacement, sans contrepartie autre qu'une action, suite à une opération qui survient après le 10 mai 1983 et qui est prévue soit par l'article 301 à l'égard d'une action privilégiée visée au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 965.9 ou au paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 965.9.1, soit par les articles 536, 541 ou 544 à l'égard d'une action ordinaire, d'une action admissible incluse dans un régime d'épargne-actions n'entraîne pas le retrait de cette action du régime si l'exigence prévue au paragraphe *g* de l'article 965.7 est remplie relativement à chaque action émise à l'égard de l'action fractionnée ou remplacée. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

187. 1. L'article 965.26 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **965.26** Le courtier ou la fédération doit s'assurer que toute action admissible devant être incluse dans un régime d'épargne-actions a été acquise à prix d'argent dans le cadre d'une émission publique d'actions par un particulier ou un groupe d'investissement qui en est le premier acquéreur, autre qu'un courtier agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme, que le certificat de cette action lui a été transmis directement par son émetteur ou par un autre courtier ou fédération qui certifie qu'il a été détenu, sans interruption depuis son émission, par un courtier en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme ou par une telle fédération et que la corporation admissible qui l'a émise a stipulé, dans le prospectus définitif ou la demande de dispense de prospectus, que cette action pouvait faire l'objet d'un régime d'épargne-actions. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

188. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.26, du suivant :

« **965.26.0.1** Le courtier doit s'assurer que toute action valide devant être incluse dans un régime d'épargne-actions respecte les exigences prévues à l'article 965.9.7.1 ou 965.9.7.2, selon le cas. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juin 1988.

189. 1. L'article 965.31 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **965.31** La partie inutilisée d'une déduction relative à une participation rajustée dans un placement admissible, pour une corporation à capital de risque à l'égard d'une année, est un montant égal à l'excédent de 20 % de l'ensemble des montants qui représentent sa participation rajustée dans un placement admissible pour chacune des cinq années d'imposition précédentes sur l'ensemble des montants déduits, en vertu du présent titre, pour ces années d'imposition précédentes à l'égard de ces montants. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

190. 1. L'article 965.31.1 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* à *c* par les suivants :

« *a*) dans le cas d'un placement admissible effectué avant le 2 mai 1986, 100 % du montant de sa participation dans ce placement admissible ;

« *b*) dans le cas d'un placement admissible effectué après le 1^{er} mai 1986 par une société de placements dans l'entreprise québécoise autre qu'une telle corporation mentionnée aux paragraphes *c*, *d* ou *e*, 100 % du montant de sa participation dans ce placement admissible sans excéder 100 % du montant de son engagement financier à l'égard de cette société de placements dans l'entreprise québécoise déterminé immédiatement avant le moment où la société de placements dans l'entreprise québécoise effectue ce placement admissible ;

« *c*) dans le cas d'un placement admissible effectué après le 1^{er} mai 1986 par une société de placements dans l'entreprise québécoise visée à l'article 4.1 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1), 125 % du montant de sa participation dans ce placement admissible sans excéder 125 % du montant de son engagement financier à l'égard de cette société de placements dans l'entreprise québécoise déterminé immédiatement avant le moment où la société de placements dans l'entreprise québécoise effectue ce placement admissible ;

« *d*) dans le cas d'un placement admissible effectué après le 12 mai 1988 par une société de placements dans l'entreprise québécoise visée

à l'article 4.2 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, 125 % du montant de sa participation dans ce placement admissible sans excéder 125 % du montant de son engagement financier à l'égard de cette société de placements dans l'entreprise québécoise déterminé immédiatement avant le moment où la société de placements dans l'entreprise québécoise effectue ce placement admissible; ou

« e) dans le cas d'un placement admissible effectué après le 12 mai 1988 par une société de placements dans l'entreprise québécoise visée à l'article 4.3 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, 150 % du montant de sa participation dans ce placement admissible sans excéder 150 % du montant de son engagement financier à l'égard de cette société de placements dans l'entreprise québécoise déterminé immédiatement avant le moment où la société de placements dans l'entreprise québécoise effectue ce placement admissible. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

191. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.31.2, du suivant:

« **965.31.3** Aux fins du présent titre, lorsqu'un particulier ou une corporation à capital de risque, ci-après appelé « héritier », acquiert par succession ou testament une action d'une société de placements dans l'entreprise québécoise, les règles suivantes s'appliquent:

a) le coût de cette action pour l'héritier est réputé être égal au coût de cette action pour l'actionnaire décédé déterminé sans tenir compte des frais d'emprunt et autres frais inhérents à son acquisition et des frais de garde;

b) la participation dans un placement admissible de l'héritier à l'égard d'un placement admissible effectué par la société de placements dans l'entreprise québécoise après le moment du décès de l'actionnaire décédé mais avant le moment où l'action est attribuée ou transférée à l'héritier, est réputée être une participation dans un placement admissible de l'héritier pour l'année dans laquelle l'action est attribuée ou transférée à l'héritier et ne pas être, pour l'héritier, une participation dans un placement admissible pour l'année dans laquelle la société de placements dans l'entreprise québécoise effectue le placement admissible. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

192. 1. L'article 965.33 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **965.33** Une corporation à capital de risque peut déduire, de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie calculé sans tenir compte du présent titre, un montant qui n'excède pas le total de 20 % de l'ensemble des montants représentant sa participation rajustée dans un placement admissible pour l'année et de la partie inutilisée de sa déduction relative à une participation rajustée dans un placement admissible pour l'année. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

193. 1. L'article 965.34 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **965.34** Un particulier ou une corporation à capital de risque qui se prévaut du présent titre doit joindre à sa déclaration fiscale produite pour une année d'imposition en vertu de l'article 1000 un état en la forme prescrite concernant ses investissements dans une société de placements dans l'entreprise québécoise dont il est actionnaire ainsi qu'une copie des déclarations en la forme prescrite qu'il a reçues de la Société de développement industriel du Québec pour cette année à l'égard de ces investissements. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

194. 1. L'article 965.38 de cette loi, remplacé par l'article 117 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **965.38** Malgré l'article 965.37, le montant de la déduction prévue à cet article à l'égard d'un particulier pour une année ne peut excéder 10 % de son revenu total pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

195. 1. L'article 997 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

« *f*) une somme additionnelle de 2 000 \$ peut être déduite dans le calcul de son revenu imposable pour chaque année d'imposition mais aucune déduction n'est permise en vertu des articles 738 à 749; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

196. 1. L'article 1003 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« d) sous réserve des articles 693.1 et 752.0.26, cette autre personne avait droit aux déductions auxquelles le contribuable a droit en vertu des articles 710 à 725.7 et 752.0.1 à 752.0.18 pour la période dans le calcul de son revenu imposable ou de son impôt à payer en vertu de la présente partie, selon le cas, pour la période. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

197. 1. L'article 1012 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **1012.** Lorsqu'un contribuable a produit la déclaration fiscale requise par l'article 1000 pour une année d'imposition et que par la suite, au plus tard le jour auquel ou avant lequel il est tenu de produire une telle déclaration fiscale pour l'année d'imposition subséquente relative au montant visé à l'article 1012.1 ou serait tenu de la produire s'il avait un impôt à payer en vertu de la présente partie pour cette année d'imposition subséquente, ce montant est inclus dans le calcul de son revenu imposable ou réclamé en déduction, selon le cas, par lui ou pour son compte, pour l'année d'imposition en faisant parvenir au ministre une demande, sur un formulaire prescrit, visant à modifier la déclaration fiscale pour l'année d'imposition, le ministre doit déterminer de nouveau l'impôt du contribuable pour toute année d'imposition pertinente qui n'est pas une année d'imposition antérieure à l'année d'imposition afin de tenir compte du montant inclus dans le calcul de son revenu imposable ou réclamé en déduction. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1986.

198. 1. L'article 1012.1 de cette loi, modifié par l'article 182 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 119 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **1012.1** Aux fins de l'article 1012, le montant qui peut être inclus dans le calcul du revenu imposable du contribuable ou réclamé en déduction par celui-ci ou pour son compte pour une année d'imposition est le montant que le contribuable peut inclure ou déduire, selon le cas, pour cette année d'imposition en vertu : » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe *b.1*, du suivant :

« *b.2)* de l'article 726.24 à l'égard d'un paiement rétroactif à titre de rente d'invalidité reçu dans une année d'imposition subséquente ; ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1986.

199. 1. L'article 1029.2 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe *a* par le suivant :

« i. la proportion de 3,2175 % de l'excédent de cette perte sur la partie de cette perte qu'elle a déduite dans le calcul de son revenu imposable pour chacune des trois années précédentes, représentée par le rapport entre ses affaires faites au Québec pendant l'année donnée et l'ensemble de ses affaires faites au Québec et ailleurs pendant cette dernière année telles qu'établies en vertu du paragraphe 2 de l'article 771; ou ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 12 mai 1988.

200. 1. L'article 1029.7 de cette loi, modifié par l'article 183 du chapitre 67 des lois de 1987, par l'article 123 du chapitre 4 des lois de 1988 et par l'article 113 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement des premier, deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« **1029.7** Un contribuable qui n'est pas mentionné à l'article 984 ou 985, qui exploite une entreprise au Canada et qui effectue ou fait effectuer pour son compte au Québec des recherches scientifiques et du développement expérimental au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, est réputé avoir payé au ministre, pour l'année d'imposition au cours de laquelle ces recherches et ce développement ont été effectués, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, un montant égal à 20 % des salaires qu'il a versés à l'égard de ces recherches et de ce développement à ses employés d'un établissement situé au Québec et de la partie de la rémunération qu'il a versée à l'égard de ces recherches et de ce développement à une personne ayant effectué tout ou partie de ceux-ci, qui est attribuable aux salaires des employés d'un établissement de cette personne situé au Québec ou le serait si celle-ci avait de tels employés.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un contribuable visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025, 1026 ou 1027, ce contribuable est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, à la date où chaque versement doit au plus tard être payé, le montant qui serait déterminé en vertu du premier alinéa si celui-ci s'appliquait seulement à la période couverte par ce versement.

Aux fins du premier alinéa, un salaire et une rémunération versés par un contribuable ne comprennent que ceux qui remplissent les conditions suivantes :

a) ils constituent pour le contribuable une dépense admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 autre qu'une dépense visée au sous-paragraphe e de ce paragraphe qui, en l'absence du paragraphe 3 de l'article 175.1, ne serait pas admissible en déduction ;

b) ils ne constituent pas :

i. la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'un contrat de recherche universitaire au sens du paragraphe b de l'article 1029.8.1 à l'égard de laquelle l'article 1029.8.6 s'applique ;

ii. la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'une entente à l'égard de laquelle l'article 1029.8.10 s'applique ;

iii. la totalité ou une partie d'un montant auquel l'article 1029.7.1 ou 1029.8.6.1 s'applique ;

iv. un montant que le contribuable a déduit en vertu de l'article 726.4.38 ou 726.4.48. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

201. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1029.7, des suivants :

« **1029.7.1** Un particulier est réputé, à l'égard d'un montant qu'il peut déduire dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition 1988 en vertu de l'article 726.4.38, ou pourrait ainsi déduire en vertu de cet article en supposant qu'il ait suffisamment de revenus à cette fin, sauf dans la mesure où il a déduit un tel montant dans ce calcul en vertu de cet article, avoir payé au ministre, pour son année d'imposition 1988, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, un montant égal à 20% de la partie de ce montant qui peut raisonnablement être considérée comme étant soit des salaires qu'il a versés à l'égard de recherches scientifiques et de développement expérimental au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222 à ses employés d'un

établissement situé au Québec, soit de la rémunération qu'il a versée à l'égard de ces recherches et de ce développement à une personne ayant effectué tout ou partie de ceux-ci, qui est attribuable aux salaires des employés d'un établissement de cette personne situé au Québec ou le serait si celle-ci avait de tels employés.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un particulier visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025 ou 1026, ce particulier est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, à la date où chaque versement doit au plus tard être payé, le montant qui serait déterminé en vertu du premier alinéa si celui-ci s'appliquait seulement à la période couverte par ce versement.

Aux fins du premier alinéa, un salaire et une rémunération versés par un particulier ne comprennent que ceux qui remplissent les conditions suivantes:

a) ils constituent pour le particulier une dépense admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 autre qu'une dépense visée au sous-paragraphe *e* de ce paragraphe qui, en l'absence du paragraphe 3 de l'article 175.1, ne serait pas admissible en déduction;

b) ils ne constituent pas:

i. la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'un contrat de recherche universitaire au sens du paragraphe *b* de l'article 1029.8.1 à l'égard de laquelle l'article 1029.8.6.1 s'applique;

ii. la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'une entente à l'égard de laquelle l'article 1029.8.10 s'applique;

iii. un montant que le particulier a déduit en vertu de l'article 726.4.48.

Aux fins du présent article, on entend par « salaire » le revenu calculé en vertu des chapitres I et II du titre II du livre III de la présente partie.

« **1029.7.2** Lorsque le contribuable visé à l'article 1029.7 est une corporation qui a été, pendant toute l'année d'imposition y visée, une corporation privée dont le contrôle est canadien et que son actif ou

l'avoir net de ses actionnaires, montré à ses livres et à ses états financiers soumis aux actionnaires pour son année d'imposition précédente ou, lorsque la corporation en est à son premier exercice financier, au début de son premier exercice financier, étaient respectivement inférieur à 25 000 000 \$ et d'au plus 10 000 000 \$, le taux de 20 % mentionné à cet article doit être remplacé par un taux de 40 %, dans la mesure où il est appliqué à des salaires et à une partie d'une rémunération y visés qui n'excèdent pas, au total, la limite de dépense de la corporation pour l'année.

« **1029.7.3** Aux fins de l'article 1029.7.2, lors du calcul de l'actif ou de l'avoir net des actionnaires d'une corporation au moment y visé, il doit être soustrait le montant représentant le surplus de réévaluation de ses biens, ainsi que le montant représentant les éléments intangibles de son actif dans la mesure où le montant indiqué à leur égard excède la dépense effectuée à leur égard.

Aux fins du premier alinéa, lorsque la totalité ou une partie d'une dépense effectuée à l'égard d'un élément intangible de l'actif est constituée d'une action du capital-actions de la corporation, la totalité ou la partie de cette dépense, selon le cas, est réputée nulle.

« **1029.7.4** Aux fins de l'article 1029.7.2, l'actif d'une corporation qui, dans une année d'imposition, est associée à une ou plusieurs autres corporations est égal à l'excédent de l'ensemble de l'actif de la corporation et de chaque corporation à laquelle elle est associée, déterminés conformément aux articles 1029.7.2 et 1029.7.3, sur l'ensemble du montant des placements que les corporations possèdent les unes dans les autres et du solde des comptes inter-corporations.

« **1029.7.5** Aux fins de l'article 1029.7.2, l'avoir net des actionnaires d'une corporation qui, dans une année d'imposition, est associée à une ou plusieurs autres corporations est égal à l'excédent de l'ensemble de l'avoir net des actionnaires de la corporation et de chaque corporation à laquelle elle est associée, déterminés conformément aux articles 1029.7.2 et 1029.7.3, sur le montant des placements en actions que les corporations possèdent les unes dans les autres.

« **1029.7.6** Aux fins des articles 1029.7.2 à 1029.7.5, lorsque, dans une année d'imposition, une corporation ou une corporation à laquelle elle est associée, réduit, par une opération quelconque, son actif ou l'avoir net de ses actionnaires et que, sans cette réduction, la corporation ne serait pas visée à l'article 1029.7.2, cet actif ou cet avoir net des actionnaires, selon le cas, est réputé ne pas avoir été ainsi réduit, sauf si le ministre en décide autrement.

« **1029.7.7** Aux fins de l'article 1029.7.2, la limite de dépense d'une corporation pour une année d'imposition est égale à 2 000 000 \$, sauf lorsque la corporation est associée dans l'année à une ou plusieurs autres corporations privées dont le contrôle est canadien, auquel cas, sous réserve des articles 1029.7.8 à 1029.7.10, sa limite de dépense pour l'année est nulle.

« **1029.7.8** Malgré l'article 1029.7.7, lorsque toutes les corporations privées dont le contrôle est canadien qui sont associées entre elles dans une année d'imposition ont produit au ministre, sur un formulaire prescrit, une entente dans laquelle elles attribuent, aux fins de l'article 1029.7.2, un montant à l'une ou plusieurs d'entre elles pour l'année d'imposition et que le montant ou l'ensemble des montants ainsi attribués, selon le cas, est égal à 2 000 000 \$, la limite de dépense pour l'année de chacune d'entre elles est égale au montant qui lui a ainsi été attribué.

« **1029.7.9** Lorsque l'une des corporations privées dont le contrôle est canadien qui sont associées entre elles dans une année d'imposition fait défaut de produire au ministre l'entente visée à l'article 1029.7.8 dans les 30 jours suivant l'envoi d'un avis écrit du ministre à l'une d'elles à l'effet qu'une telle entente est nécessaire à l'établissement d'une cotisation d'impôt en vertu de la présente partie, le ministre doit, aux fins de l'article 1029.7.2, attribuer un montant à l'une ou plusieurs de ces corporations pour l'année d'imposition, ce montant ou l'ensemble de ces montants, selon le cas, devant être égal à 2 000 000 \$ et, en pareil cas, malgré l'article 1029.7.7, la limite de dépense pour l'année de chacune des corporations est égale au montant qui lui a ainsi été attribué.

« **1029.7.10** Malgré toute autre disposition de la présente section :

a) lorsqu'une corporation privée dont le contrôle est canadien, appelée dans le présent article « la première corporation », a plus d'une année d'imposition qui se termine dans la même année civile et qu'elle est associée dans deux de ces années d'imposition ou plus à une autre corporation privée dont le contrôle est canadien qui a une année d'imposition qui se termine dans cette année civile, la limite de dépense de la première corporation pour chaque année d'imposition dans laquelle elle est associée à l'autre corporation et qui se termine dans cette année civile est, sous réserve du paragraphe b), un montant égal à sa limite de dépense pour la première de ces années d'imposition déterminée sans tenir compte du paragraphe b); et

b) lorsqu'une corporation privée dont le contrôle est canadien a une année d'imposition de moins de 51 semaines, sa limite de dépense

pour l'année est égale à sa limite de dépense pour l'année, déterminée sans tenir compte du présent paragraphe, multipliée par le rapport qui existe entre le nombre de jours dans l'année et 365. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 1029.7.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'année d'imposition 1988 d'un particulier.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 1029.7.2 à 1029.7.10 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard de salaires et d'une rémunération versés après le 12 mai 1988 pour des dépenses effectuées après le 12 mai 1988.

202. 1. L'article 1029.8 de cette loi, modifié par l'article 184 du chapitre 67 des lois de 1987, par l'article 124 du chapitre 4 des lois de 1988 et par l'article 114 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement des premier, deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« **1029.8** Lorsqu'une société exploite une entreprise au Canada et effectue ou fait effectuer pour son compte au Québec des recherches scientifiques et du développement expérimental au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, chaque contribuable, autre qu'un contribuable mentionné à l'article 984 ou 985, qui est membre de cette société à la fin d'un exercice financier de celle-ci au cours duquel ces recherches et ce développement ont été effectués et qui n'est pas un associé déterminé ou un membre à responsabilité limitée, au sens de l'article 613.6, de celle-ci au cours de cet exercice financier, est réputé avoir payé au ministre, pour son année d'imposition dans laquelle se termine cet exercice financier, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, sa part d'un montant égal à 20 % des salaires que la société a versés pendant cet exercice financier à l'égard de ces recherches et de ce développement à ses employés d'un établissement situé au Québec et de la partie de la rémunération que la société a versée pendant cet exercice financier à l'égard de ces recherches et de ce développement à une personne ayant effectué tout ou partie de ceux-ci, qui est attribuable aux salaires versés aux employés d'un établissement de cette personne situé au Québec ou le serait si celle-ci avait de tels employés.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un contribuable visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025, 1026 ou 1027, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, ce contribuable est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la

présente partie, le montant déterminé pour l'année à son égard en vertu du premier alinéa soit à la date où prend fin cet exercice financier lorsque cette date coïncide avec celle où il doit au plus tard faire un tel versement, soit, dans les autres cas, à la première date qui suit la fin de cet exercice financier et à laquelle il doit au plus tard faire un tel versement. » ;

2° par le remplacement du paragraphe *b* du quatrième alinéa par le suivant :

« *b*) ils ne constituent pas :

i. la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'un contrat de recherche universitaire au sens du paragraphe *b* de l'article 1029.8.1 à l'égard de laquelle l'article 1029.8.7 s'applique ;

ii. la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'une entente à l'égard de laquelle l'article 1029.8.11 s'applique ;

iii. la totalité ou une partie d'un montant auquel l'article 1029.8.0.1 ou 1029.8.7.1 s'applique ;

iv. un montant que le contribuable a déduit en vertu de l'article 726.4.39 ou 726.4.49. » ;

3° par la suppression du cinquième alinéa.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988 d'un contribuable.

203. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1029.8, des suivants :

« **1029.8.0.1** Un particulier est réputé, à l'égard d'un montant qu'il peut déduire dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition 1988 en vertu de l'article 726.4.39, ou pourrait ainsi déduire en vertu de cet article en supposant qu'il ait suffisamment de revenus à cette fin, sauf dans la mesure où il a déduit un tel montant dans ce calcul en vertu de cet article, avoir payé au ministre, pour son année d'imposition 1988, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, un montant égal à 20 % de la partie de ce montant qui peut raisonnablement être considérée comme étant sa part soit des salaires que la société visée à cet article 726.4.39

a versé à l'égard de recherches scientifiques et de développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, à ses employés d'un établissement situé au Québec, soit de la rémunération que cette société a versée à l'égard de ces recherches et de ce développement à une personne ayant effectué tout ou partie de ceux-ci, qui est attribuable aux salaires versés aux employés d'un établissement de cette personne situé au Québec ou le serait si celle-ci avait de tels employés.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un particulier visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025 ou 1026, pour son année d'imposition 1988 dans laquelle se termine un exercice financier de la société, ce particulier est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le montant déterminé pour l'année à son égard en vertu du premier alinéa soit à la date où prend fin cet exercice financier lorsque cette date coïncide avec celle où il doit au plus tard faire un tel versement, soit, dans les autres cas, à la première date qui suit la fin de cet exercice financier et à laquelle il doit au plus tard faire un tel versement.

Aux fins du premier alinéa, un salaire et une rémunération versés par une société ne comprennent que ceux qui remplissent les conditions suivantes :

a) ils constituent pour la société une dépense admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 autre qu'une dépense visée au sous-paragraphe *e* de ce paragraphe qui, en l'absence du paragraphe 3 de l'article 175.1, ne serait pas admissible en déduction;

b) ils ne constituent pas :

i. la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'un contrat de recherche universitaire au sens du paragraphe *b* de l'article 1029.8.1 à l'égard de laquelle l'article 1029.8.7.1 s'applique;

ii. la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'une entente à l'égard de laquelle l'article 1029.8.11 s'applique;

iii. un montant que le particulier a déduit en vertu de l'article 726.4.49.

Aux fins du présent article, on entend par « salaire » le revenu calculé en vertu des chapitres I et II du titre II du livre III de la présente partie.

« **1029.8.0.2** Lorsqu'une société exploite une entreprise au Canada et effectue ou fait effectuer pour son compte au Québec des recherches scientifiques et du développement expérimental au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, chaque corporation qui est membre de cette société à la fin d'un exercice financier de celle-ci qui se termine après le 31 décembre 1987 au cours duquel ces recherches et ce développement ont été effectués, qui n'est pas une corporation mentionnée à l'article 984 ou 985 mais qui est un associé déterminé ou un membre à responsabilité limitée, au sens de l'article 613.6, de celle-ci au cours de cet exercice financier, est réputée avoir payé au ministre, pour son année d'imposition dans laquelle se termine cet exercice financier, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, sa part d'un montant égal à 20 % des salaires que la société a versés pendant cet exercice financier à l'égard de ces recherches et de ce développement à ses employés d'un établissement situé au Québec et de la partie de la rémunération que la société a versée pendant cet exercice financier à l'égard de ces recherches et de ce développement à une personne ayant effectué tout ou partie de ceux-ci, qui est attribuable aux salaires versés aux employés d'un établissement de cette personne situé au Québec ou le serait si celle-ci avait de tels employés.

Toutefois, sous réserve de l'article 1029.8.8, le montant déterminé au premier alinéa qu'une corporation y visée est réputée avoir payé, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, ne doit pas dépasser 20 % de l'excédent de la fraction à risque de son intérêt déterminée à l'égard de la société en vertu des articles 613.2 à 613.5 à la fin de l'exercice financier sur le montant servant de base au calcul, à l'égard du même exercice financier, du montant qu'elle est réputée avoir payé en vertu de l'article 1029.8.7.2.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'une corporation visée au premier alinéa est tenue de faire en vertu de l'article 1027, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, cette corporation est réputée avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le montant déterminé pour l'année à son égard en vertu du premier alinéa soit à la date où prend fin cet exercice financier lorsque cette date coïncide avec celle où elle doit au plus tard faire un tel versement, soit, dans les autres cas, à la première date qui suit la fin de cet exercice financier et à laquelle elle doit au plus tard faire un tel versement.

Aux fins du premier alinéa, un salaire et une rémunération ne comprennent que ceux qui remplissent les conditions suivantes:

a) ils sont versés:

i. au cours d'un exercice financier d'une société qui se termine après le 31 décembre 1987 et avant le 13 mai 1988; ou

ii. au cours d'un exercice financier d'une société qui se termine après le 12 mai 1988, mais sont versés soit avant le 13 mai 1988, soit après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date;

b) ils constituent pour la société une dépense admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 autre qu'une dépense visée au sous-paragraphe *e* de ce paragraphe qui, en l'absence du paragraphe 3 de l'article 175.1, ne serait pas admissible en déduction;

c) ils ne constituent pas la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'un contrat de recherche universitaire au sens du paragraphe *b* de l'article 1029.8.1 à l'égard de laquelle l'article 1029.8.7.2 s'applique.

Aux fins du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du quatrième alinéa, une somme amassée après le 12 mai 1988 est réputée avoir été amassée au plus tard à cette date si elle est amassée:

a) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé au plus tard à cette date;

b) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988, si le visa du prospectus provisoire qui a précédé a été accordé au plus tard le 12 mai 1988;

c) à la suite d'un placement effectué avant le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 ou 51 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1);

d) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 de la Loi sur les valeurs mobilières conformément à une notice d'offre reçue par la Commission des valeurs mobilières du Québec au plus tard le 12 mai 1988;

e) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988 et utilisé pour effectuer une dépense, admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222, en vertu d'une entente écrite conclue au plus tard le 12 mai 1988.

Aux fins du cinquième alinéa, une somme amassée à la suite d'un placement effectué en vertu des paragraphes *b* ou *d* de cet alinéa constitue une telle somme jusqu'à concurrence du montant déterminé en vertu du prospectus provisoire ou de la notice d'offre, selon le cas, égal à la partie du produit anticipé du placement prévue au prospectus provisoire ou à la notice d'offre, selon le cas, qui devait servir à effectuer des dépenses de recherches scientifiques et de développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222.

Aux fins du présent article, lorsque des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental d'une société ne sont pas visées au premier alinéa pour la seule raison que les recherches scientifiques et le développement expérimental à l'égard desquels ces dépenses sont faites ne concernent pas une entreprise de la société, ces dépenses de la société sont réputées être des dépenses visées à cet alinéa si les conditions suivantes sont remplies :

a) la société est, pendant toute la période au cours de laquelle les dépenses pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental sont effectuées, en relation avec une autre société dont aucun membre n'est une corporation mentionnée à l'article 984 ou 985 ou avec un contribuable qui n'est pas une corporation mentionnée à l'un de ces articles, qui exploite une entreprise au Canada;

b) ces recherches scientifiques et ce développement expérimental concernent une entreprise de l'autre société ou du contribuable visé au paragraphe *a*;

c) les résultats de ces recherches scientifiques et de ce développement expérimental peuvent être utilisés par l'autre société ou le contribuable visé au paragraphe *a*.

Aux fins du présent article, on entend par « salaire » le revenu calculé en vertu des chapitres I et II du titre II du livre III de la présente partie. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 1029.8.0.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'année d'imposition 1988 d'un particulier.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 1029.8.0.2 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque le septième alinéa de l'article 1029.8.0.2, que

le présent article édicte, s'applique à l'égard d'une dépense visée au paragraphe 4, il doit se lire en y remplaçant les mots « une entreprise », là où ils se trouvent, par les mots « l'entreprise ou le type d'entreprise ».

4. La dépense à laquelle le paragraphe 3 réfère est une dépense faite soit avant le 16 décembre 1987, soit après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989:

a) conformément:

i. à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

ii. aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada; ou

iii. aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre;

b) sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, dans le cadre d'une campagne publique de levée de fonds qui a débuté au plus tard le 15 décembre 1987, ou après cette date conformément à un plan établi par écrit au plus tard à cette date, lorsque l'on peut raisonnablement considérer que l'objet de cette campagne est de financer l'acquisition par cette entité d'un édifice en construction par elle-même ou pour son compte le 16 décembre 1987, ou de biens nécessaires à l'aménagement d'un tel édifice afin qu'il réponde à la fin à laquelle il était destiné.

5. Aux fins du sous-paragraphe *a* du paragraphe 4, lorsque la dépense est faite après le 15 décembre 1987 sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *e* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, la recherche scientifique et le développement expérimental devant être effectués conformément à ce paiement doivent l'être avant le 1^{er} janvier 1989.

204. 1. L'article 1029.8.1 de cette loi, édicté par l'article 125 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par la suppression du paragraphe *a* ;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) « contrat de recherche universitaire » : un contrat qu'un contribuable ou une société, exploitant une entreprise au Canada, ou qu'un organisme charnière prescrit mandaté par un tel contribuable ou une telle société, conclut entre le 30 avril 1987 et le 1^{er} janvier 1991 avec une entité universitaire admissible, en vertu duquel l'entité universitaire admissible s'engage à effectuer au Québec avant le 1^{er} janvier 1993, pour le compte du contribuable ou de la société, des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, qu'elle effectue elle-même, concernant une entreprise soit du contribuable ou de la société, soit de l'autre société ou du contribuable visé au quatrième alinéa de l'article 1029.8.7.2 avec qui la société est en relation, et dont les résultats peuvent être utilisés par ces derniers ; » ;

3° par l'insertion, après le paragraphe *b*, du suivant :

« *b.1*) « contribuable exclu » : une corporation exclue ou une fiducie dont un des bénéficiaires du capital ou du revenu est soit une corporation exclue, soit une personne exonérée d'impôt en vertu du livre VIII de la présente partie ; » ;

4° par la suppression du paragraphe *e* ;

5° par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

« *f*) « entité universitaire admissible » : une université québécoise ou tout autre organisme prescrit ; » ;

6° par la suppression du paragraphe *g*.

2. Les sous-paragraphes 1°, 2°, 4°, 5° et 6° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'un contrat de recherche universitaire conclu après le 12 mai 1988, sous réserve des paragraphes 4 à 8.

3. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1, s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

4. Malgré le paragraphe 2, le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1988, lorsque le paragraphe *b* de l'article 1029.8.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, réfère à un contribuable.

5. Malgré le paragraphe 2 et sous réserve du paragraphe 6, lorsque le paragraphe *b* de l'article 1029.8.1 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 édicte, s'applique à l'égard d'un contrat de recherche universitaire conclu avant le 13 mai 1988, il doit se lire comme ci-après ou alternativement comme ci-après en y remplaçant les mots « une corporation » et « de la corporation », là où ils se trouvent, par les mots « un contribuable » et « du contribuable » dans l'hypothèse où la version à lire s'applique également à compter de l'année d'imposition 1988:

« *b*) « contrat de recherche universitaire »: un contrat qu'une corporation ou une société, exploitant une entreprise au Canada, conclut entre le 30 avril 1987 et le 13 mai 1988 avec une entité universitaire admissible, en vertu duquel l'entité universitaire admissible s'engage à effectuer au Québec avant le 1^{er} janvier 1993, pour le compte de la corporation ou de la société, des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, qu'elle effectue elle-même, concernant une entreprise soit de la corporation ou de la société, soit de l'autre société ou du contribuable visé au quatrième alinéa de l'article 1029.8.7 ou au quatrième alinéa de l'article 1029.8.7.2 avec qui la société est en relation, et dont les résultats peuvent être utilisés par ces derniers. ».

6. Lorsque le paragraphe *b* de l'article 1029.8.1 de la Loi sur les impôts, tel qu'édicte par le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 et tel qu'il doit se lire en vertu du paragraphe 5, s'applique à l'égard d'une dépense faite avant le 16 décembre 1987 ou à l'égard d'une dépense visée au paragraphe 7, il doit se lire en y remplaçant les mots « concernant une entreprise » par les mots « concernant l'entreprise ou le type d'entreprise ».

7. La dépense à laquelle le paragraphe 6 réfère est une dépense faite après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989:

a) conformément:

i. à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

ii. aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada; ou

iii. aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les

modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre;

b) sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, dans le cadre d'une campagne publique de levée de fonds qui a débuté au plus tard le 15 décembre 1987, ou après cette date conformément à un plan établi par écrit au plus tard à cette date, lorsque l'on peut raisonnablement considérer que l'objet de cette campagne est de financer l'acquisition par cette entité d'un édifice en construction par elle-même ou pour son compte le 16 décembre 1987, ou de biens nécessaires à l'aménagement d'un tel édifice afin qu'il réponde à la fin à laquelle il était destiné.

8. Aux fins du sous-paragraphe *a* du paragraphe 7, lorsque la dépense est faite après le 15 décembre 1987 sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *e* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, la recherche scientifique et le développement expérimental devant être effectués conformément à ce paiement doivent l'être avant le 1^{er} janvier 1989.

205. 1. L'article 1029.8.2 de cette loi, édicté par l'article 125 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants:

« *a*) soit le contribuable ou la société qui a conclu le contrat de recherche antérieur;

« *b*) soit une personne ou une société liée au contribuable ou à la société visé au paragraphe *a*. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

206. 1. L'article 1029.8.3 de cette loi, édicté par l'article 125 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié:

1° par le remplacement de la partie du paragraphe *b* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

« *b*) ne comprennent, sous réserve du paragraphe *c*, que les dépenses suivantes faites avant le 1^{er} janvier 1993: »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *b*, du point par un point-virgule;

3° par l'addition, après le paragraphe *b*, du suivant :

« *c*) ne comprennent pas une dépense visée à l'un des paragraphes *a* à *d* du premier alinéa de l'article 230.0.0.2. ».

2. Le présent article a effet depuis le 16 décembre 1987.

207. 1. Les articles 1029.8.4 et 1029.8.5 de cette loi, édictés par l'article 125 du chapitre 4 des lois de 1988, sont remplacés par les suivants :

« **1029.8.4** Aux fins de la présente section, les dépenses en immobilisations qu'une entité universitaire admissible a faites dans une année d'imposition ou pendant un exercice financier d'une société ne comprennent que les dépenses faites pour l'acquisition, dans l'année ou pendant l'exercice financier, de biens, autres qu'un terrain ou une tenure à bail à l'égard d'un terrain, qui doivent servir au Québec dans un délai raisonnable suivant leur acquisition.

« **1029.8.5** Aux fins de la présente section, les recherches scientifiques et le développement expérimental concernant une entreprise comprennent ceux qui sont susceptibles de provoquer ou de faciliter la croissance de cette entreprise. ».

2. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 1029.8.4 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une dépense faite après le 15 décembre 1987, autre qu'une dépense faite après cette date et avant le 1^{er} janvier 1989 conformément :

a) à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

b) aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada; ou

c) aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre.

3. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 1029.8.5 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 16 décembre 1987.

208. 1. L'article 1029.8.6 de cette loi, édicté par l'article 125 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **1029.8.6** Un contribuable qui n'est pas un contribuable exclu, qui exploite une entreprise au Canada et qui a conclu un contrat de recherche universitaire avec une entité universitaire admissible ou a mandaté un organisme charnière prescrit pour conclure un tel contrat est réputé avoir payé au ministre, pour son année d'imposition au cours de laquelle des recherches scientifiques et du développement expérimental concernant une entreprise du contribuable ont été effectués par l'entité universitaire admissible en vertu du contrat de recherche universitaire, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, un montant égal à 40 % de la totalité ou de la partie d'un montant qu'il a versé pendant l'année mais avant le 1^{er} janvier 1993 à l'entité universitaire admissible et qui peut raisonnablement être considéré comme étant attribuable à des dépenses de nature courante ou à des dépenses en immobilisations, admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223, pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, que l'entité universitaire admissible a faites au Québec en vertu du contrat de recherche universitaire.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un contribuable visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025, 1026 ou 1027, ce contribuable est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, à la date où chaque versement doit au plus tard être payé, le montant qui serait déterminé en vertu du premier alinéa si celui-ci s'appliquait seulement à la période couverte par ce versement.

Aux fins du premier alinéa, un montant versé par un contribuable à une entité universitaire admissible ne comprend que celui qui remplit les conditions suivantes :

a) il ne constitue pas la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'une entente à l'égard de laquelle l'article 1029.8.10 s'applique ;

b) il ne constitue pas la totalité ou une partie d'un montant auquel l'article 1029.8.6.1 s'applique ;

c) il ne constitue pas un montant que le contribuable a déduit en vertu de l'article 726.4.48. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve des paragraphes 3 à 6, à l'égard d'une dépense faite après le 15 décembre 1987. Toutefois,

lorsque l'article 1029.8.6 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, réfère à un contribuable et lorsque le présent article édicte le troisième alinéa de cet article 1029.8.6, ils s'appliquent à compter de l'année d'imposition 1988.

3. Malgré le paragraphe 2, le présent article a effet depuis le 13 mai 1988 lorsque l'article 1029.8.6, qu'il édicte, réfère à un organisme charnière prescrit mandaté par un contribuable.

4. Malgré le paragraphe 2, lorsque l'article 1029.8.6 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'applique à l'égard d'une dépense visée au paragraphe 5, il doit se lire en y remplaçant les mots «concernant une entreprise», là où ils se trouvent, par les mots «concernant son entreprise ou son type d'entreprise».

5. La dépense à laquelle le paragraphe 4 réfère est une dépense faite après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989:

a) conformément:

i. à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

ii. aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada; ou

iii. aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre;

b) sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes a à c du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, dans le cadre d'une campagne publique de levée de fonds qui a débuté au plus tard le 15 décembre 1987, ou après cette date conformément à un plan établi par écrit au plus tard à cette date, lorsque l'on peut raisonnablement considérer que l'objet de cette campagne est de financer l'acquisition par cette entité d'un édifice en construction par elle-même ou pour son compte le 16 décembre 1987, ou de biens nécessaires à l'aménagement d'un tel édifice afin qu'il réponde à la fin à laquelle il était destiné.

6. Aux fins du sous-paragraphe *a* du paragraphe 5, lorsque la dépense est faite après le 15 décembre 1987 sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphe *a* à *e* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, la recherche scientifique et le développement expérimental devant être effectués conformément à ce paiement doivent l'être avant le 1^{er} janvier 1989.

209. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1029.8.6, du suivant :

« **1029.8.6.1** Un particulier est réputé, à l'égard d'un montant qu'il peut déduire dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition 1988 en vertu de l'article 726.4.48, ou pourrait ainsi déduire en vertu de cet article en supposant qu'il ait suffisamment de revenus à cette fin, sauf dans la mesure où il a déduit un tel montant dans ce calcul en vertu de cet article, avoir payé au ministre, pour son année d'imposition 1988, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, un montant égal à 40% de ce montant qu'il peut ou pourrait ainsi déduire.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un particulier visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025 ou 1026, ce particulier est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, à la date où chaque versement doit au plus tard être payé, le montant qui serait déterminé en vertu du premier alinéa si celui-ci s'appliquait seulement à la période couverte par ce versement.

Aux fins du premier alinéa, un montant y visé ne comprend pas celui qui constitue la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'une entente à l'égard de laquelle l'article 1029.8.10 s'applique. ».

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1988 d'un particulier.

210. 1. L'article 1029.8.7 de cette loi, édicté par l'article 125 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement des premier, deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« **1029.8.7** Lorsqu'une société exploite une entreprise au Canada et qu'elle a conclu un contrat de recherche universitaire avec

une entité universitaire admissible ou a mandaté un organisme charnière prescrit pour conclure un tel contrat, chaque contribuable, autre qu'un contribuable exclu, qui est membre de la société à la fin d'un exercice financier de celle-ci au cours duquel des recherches scientifiques et du développement expérimental concernant une entreprise de la société ont été effectués par l'entité universitaire admissible en vertu du contrat de recherche universitaire et qui n'est pas un associé déterminé ou un membre à responsabilité limitée, au sens de l'article 613.6, de celle-ci au cours de cet exercice financier, est réputé avoir payé au ministre, pour son année d'imposition dans laquelle se termine cet exercice financier, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, sa part d'un montant égal à 40 % de la totalité ou de la partie d'un montant que la société a versé pendant cet exercice financier mais avant le 1^{er} janvier 1993 à l'entité universitaire admissible et qui peut raisonnablement être considéré comme étant attribuable à des dépenses de nature courante ou à des dépenses en immobilisations, admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe a de l'article 223, pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental, que l'entité universitaire admissible a faites au Québec en vertu du contrat de recherche universitaire.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un contribuable visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025, 1026 ou 1027, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, ce contribuable est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le montant déterminé pour l'année à son égard en vertu du premier alinéa soit à la date où prend fin cet exercice financier lorsque cette date coïncide avec celle où il doit au plus tard faire un tel versement, soit, dans les autres cas, à la première date qui suit la fin de cet exercice financier et à laquelle il doit au plus tard faire un tel versement.

Aux fins du premier alinéa, un montant versé par une société ne comprend que celui qui remplit les conditions suivantes :

a) il ne constitue pas la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'une entente à l'égard de laquelle l'article 1029.8.11 s'applique;

b) il ne constitue pas la totalité ou une partie d'un montant auquel l'article 1029.8.7.1 s'applique;

c) il ne constitue pas un montant que le contribuable a déduit en vertu de l'article 726.4.49. » ;

2° par la suppression du quatrième alinéa.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988 d'un contribuable.

3. Lorsque le premier alinéa de l'article 1029.8.7 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'applique à l'égard d'une dépense visée au paragraphe 4, il doit se lire en y remplaçant les mots « concernant une entreprise », là où ils se trouvent, par les mots « l'entreprise ou le type d'entreprise ».

4. La dépense à laquelle réfère le paragraphe 3 est une dépense faite soit avant le 16 décembre 1987, soit après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989 :

a) conformément :

i. à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987 ;

ii. aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada ; ou

iii. aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre ;

b) sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes a à c du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, dans le cadre d'une campagne publique de levée de fonds qui a débuté au plus tard le 15 décembre 1987, ou après cette date conformément à un plan établi par écrit au plus tard à cette date, lorsque l'on peut raisonnablement considérer que l'objet de cette campagne est de financer l'acquisition par cette entité d'un édifice en construction par elle-même ou pour son compte le 16 décembre 1987, ou de biens nécessaires à l'aménagement d'un tel édifice afin qu'il réponde à la fin à laquelle il était destiné.

5. Aux fins du sous-paragraphe *a* du paragraphe 4, lorsque la dépense est faite après le 15 décembre 1987 sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphe *a* à *e* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, la recherche scientifique et le développement expérimental devant être effectués conformément à ce paiement doivent l'être avant le 1^{er} janvier 1989.

211. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1029.8.7, des suivants :

« **1029.8.7.1** Un particulier est réputé, à l'égard d'un montant qu'il peut déduire dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition 1988 en vertu de l'article 726.4.49, ou pourrait ainsi déduire en vertu de cet article en supposant qu'il ait suffisamment de revenus à cette fin, sauf dans la mesure où il a déduit un tel montant dans ce calcul en vertu de cet article, avoir payé au ministre, pour son année d'imposition 1988, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, un montant égal à 40 % de ce montant qu'il peut ou pourrait ainsi déduire.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un particulier visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025 ou 1026, pour son année d'imposition 1988 dans laquelle se termine un exercice financier de la société visée à l'article 726.4.49, ce particulier est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le montant déterminé pour l'année à son égard en vertu du premier alinéa soit à la date où prend fin cet exercice financier lorsque cette date coïncide avec celle où il doit au plus tard faire un tel versement, soit, dans les autres cas, à la première date qui suit la fin de cet exercice financier et à laquelle il doit au plus tard faire un tel versement.

Aux fins du premier alinéa, un montant y visé ne comprend pas celui qui constitue la totalité ou une partie d'un montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faite au Québec en vertu d'une entente à l'égard de laquelle l'article 1029.8.11 s'applique.

« **1029.8.7.2** Lorsqu'une société exploite une entreprise au Canada et qu'elle a conclu un contrat de recherche universitaire avec une entité universitaire admissible ou a mandaté un organisme charnière prescrit pour conclure un tel contrat, chaque corporation qui est membre de cette société à la fin d'un exercice financier de celle-ci qui se termine après le 31 décembre 1987 au cours duquel des recherches scientifiques et du développement expérimental

concernant une entreprise de la société ont été effectués par l'entité universitaire admissible et qui n'est pas une corporation exclue mais qui est un associé déterminé ou un membre à responsabilité limitée, au sens de l'article 613.6, de celle-ci au cours de cet exercice financier, est réputée avoir payé au ministre, pour son année d'imposition dans laquelle se termine cet exercice financier, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, sa part d'un montant égal à 40 % de la totalité ou de la partie d'un montant que la société a versé pendant cet exercice financier mais avant le 1^{er} janvier 1993 à l'entité universitaire admissible et qui peut raisonnablement être considéré comme étant attribuable à des dépenses de nature courante ou à des dépenses en immobilisations, admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe a de l'article 223, pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental, que l'entité universitaire admissible a faites au Québec en vertu du contrat de recherche universitaire.

Toutefois, sous réserve de l'article 1029.8.8, le montant déterminé au premier alinéa qu'une corporation y visée est réputée avoir payé, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, ne doit pas dépasser 40 % de la fraction à risque de son intérêt déterminée à l'égard de la société en vertu des articles 613.2 à 613.5 à la fin de l'exercice financier.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'une corporation visée au premier alinéa est tenue de faire en vertu de l'article 1027, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, cette corporation est réputée avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le montant déterminé pour l'année à son égard en vertu du premier alinéa soit à la date où prend fin cet exercice financier lorsque cette date coïncide avec celle où elle doit au plus tard faire un tel versement, soit, dans les autres cas, à la première date qui suit la fin de cet exercice financier et à laquelle elle doit au plus tard faire un tel versement.

Aux fins du premier alinéa, un montant versé par une société à une entité universitaire admissible ne comprend que celui qui est versé :

a) au cours d'un exercice financier de la société qui se termine après le 31 décembre 1987 et avant le 13 mai 1988; ou

b) au cours d'un exercice financier de la société qui se termine après le 12 mai 1988, s'il est versé soit avant le 13 mai 1988, soit après le 12 mai 1988 à même des sommes amassées au plus tard à cette date.

Aux fins du paragraphe *b* du quatrième alinéa, une somme amassée après le 12 mai 1988 est réputée avoir été amassée au plus tard à cette date si elle est amassée :

a) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé au plus tard à cette date ;

b) à la suite d'un placement effectué conformément à un prospectus définitif dont le visa a été accordé après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988, si le visa du prospectus provisoire qui a précédé a été accordé au plus tard le 12 mai 1988 ;

c) à la suite d'un placement effectué avant le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 ou 51 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1) ;

d) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 sous dispense de prospectus en vertu de l'article 48 de la Loi sur les valeurs mobilières conformément à une notice d'offre reçue par la Commission des valeurs mobilières du Québec au plus tard le 12 mai 1988 ;

e) à la suite d'un placement effectué après le 12 mai 1988 mais au plus tard le 30 juin 1988 et utilisé pour effectuer une dépense, admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223, en vertu d'une entente écrite conclue au plus tard le 12 mai 1988.

Aux fins du cinquième alinéa, une somme amassée à la suite d'un placement effectué en vertu des paragraphes *b* ou *d* de cet alinéa constitue une telle somme jusqu'à concurrence du montant déterminé en vertu du prospectus provisoire ou de la notice d'offre, selon le cas, égal à la partie du produit anticipé du placement prévue au prospectus provisoire ou à la notice d'offre, selon le cas, qui devait servir à effectuer des dépenses de recherches scientifiques et de développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222.

Aux fins du présent article et de la définition de l'expression « contrat de recherche universitaire », lorsqu'un montant versé par une société à une entité universitaire admissible en vertu d'un contrat de recherche universitaire n'est pas visé au premier alinéa pour la seule raison que les recherches scientifiques et le développement expérimental à l'égard desquels ce montant est versé ne concernent pas une entreprise de la société, le montant versé par la société est réputé être un montant visé à cet alinéa si les conditions suivantes sont remplies :

a) la société est, pendant toute la période au cours de laquelle les dépenses pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental sont effectuées, en relation avec une autre société dont aucun membre n'est une corporation exclue au sens du paragraphe *d* de l'article 1029.8.1 ou un particulier exclu ou avec un contribuable qui n'est pas une corporation exclue au sens de ce paragraphe *d* ou un particulier exclu, qui exploite une entreprise au Canada;

b) ces recherches scientifiques et ce développement expérimental concernent une entreprise de l'autre société ou du contribuable visé au paragraphe *a*;

c) les résultats de ces recherches scientifiques et de ce développement expérimental peuvent être utilisés par l'autre société ou le contribuable visé au paragraphe *a*. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 1029.8.7.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'année d'imposition 1988 d'un particulier.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 1029.8.7.2 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque les premier et septième alinéas de l'article 1029.8.7.2 de cette loi, que le présent article édicte, s'appliquent à l'égard d'une dépense visée au paragraphe 4, ils doivent se lire en y remplaçant les mots « concernant une entreprise », « ne concernent pas une entreprise » et « concernent une entreprise », là où ils se trouvent, par les mots « concernant l'entreprise ou le type d'entreprise », « ne concernent pas l'entreprise ou le type d'entreprise » et « concernent l'entreprise ou le type d'entreprise » respectivement.

4. La dépense à laquelle le paragraphe 3 réfère est une dépense faite soit avant le 16 décembre 1987, soit après le 15 décembre 1987 et avant le 1^{er} janvier 1989:

a) conformément:

i. à une obligation écrite conclue avant le 16 décembre 1987;

ii. aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une déclaration d'enregistrement ou d'une notice d'offre produit avant le 16 décembre 1987 auprès d'un organisme public au Canada conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières d'une province du Canada; ou

iii. aux termes d'une notice d'offre distribuée dans le cadre d'une offre de titres, lorsque la notice d'offre contient une description complète ou quasi-complète des titres visés par l'offre ainsi que les modalités de celle-ci et a été distribuée avant le 16 décembre 1987, la

sollicitation relative à la vente des titres visés par la notice d'offre a été faite avant le 16 décembre 1987 et la vente des titres est de façon générale conforme à la notice d'offre;

b) sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, dans le cadre d'une campagne publique de levée de fonds qui a débuté au plus tard le 15 décembre 1987, ou après cette date conformément à un plan établi par écrit au plus tard à cette date, lorsque l'on peut raisonnablement considérer que l'objet de cette campagne est de financer l'acquisition par cette entité d'un édifice en construction par elle-même ou pour son compte le 16 décembre 1987, ou de biens nécessaires à l'aménagement d'un tel édifice afin qu'il réponde à la fin à laquelle il était destiné.

5. Aux fins du sous-paragraphe *a* du paragraphe 4, lorsque la dépense est faite après le 15 décembre 1987 sous forme de paiement à une entité visée à l'un des sous-paragraphes *a* à *e* du paragraphe 1 de l'article 222 de la Loi sur les impôts, tels qu'édictees par le paragraphe 1 de l'article 49, la recherche scientifique et le développement expérimental devant être effectués conformément à ce paiement doivent l'être avant le 1^{er} janvier 1989.

212. 1. L'article 1029.8.8 de cette loi, édicté par l'article 125 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant:

« **1029.8.8** La corporation qui serait visée à l'article 1029.8.0.2 ou 1029.8.7.2, si ces articles se lisaient sans les mots « un associé déterminé ou », ne peut être réputée avoir payé au ministre sa part d'un montant à l'égard des dépenses d'une société visées à l'un ou l'autre de ces articles que si une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue à l'égard du financement envisagé pour ces dépenses soit avant la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus, le cas échéant, relatif à l'acquisition de sa participation dans la société, soit avant la date de la souscription de cette participation dans les autres cas. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

213. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant la section III du chapitre III.1 du titre I du livre IX de la partie I, de ce qui suit:

« **1029.8.9** Un contribuable ne peut être réputé avoir payé au ministre un montant ou sa part d'un montant visé à l'article 1029.8.6, à l'article 1029.8.7 ou à l'article 1029.8.7.2 qui se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu après le 18 décembre 1987 que si une

Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue à l'égard du contrat de recherche universitaire auquel ce montant ou cette part d'un montant, selon le cas, se rapporte, avant qu'un montant soit versé, en vertu du contrat, à une entité universitaire admissible.

Lorsqu'un contrat de recherche universitaire est conclu par un organisme charnière prescrit, la Décision Anticipée favorable visée au premier alinéa doit être obtenue par cet organisme.

De plus, lorsqu'un montant ou une part d'un montant se rapporte à plus d'un contrat de recherche universitaire, la Décision Anticipée favorable visée au premier alinéa doit être rendue à l'égard de chaque contrat de recherche universitaire auquel le montant ou la part d'un montant, selon le cas, se rapporte.

Enfin, lorsqu'en vertu d'un contrat de recherche universitaire un montant a été versé à une entité universitaire admissible avant que le contrat fasse l'objet d'une Décision Anticipée favorable de la part du ministère du Revenu, le montant ainsi versé est réputé, aux seules fins du premier alinéa, avoir été versé après qu'une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu ait été rendue à l'égard du contrat, si les conditions suivantes sont satisfaites :

a) une demande de Décision Anticipée à l'égard du contrat a été présentée au ministère du Revenu dans les 90 jours qui ont suivi celui où le contrat a été conclu ;

b) le ministère du Revenu a rendu une décision favorable à l'égard du contrat.

« SECTION II.3

« AUTRE CRÉDIT POUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL

« **1029.8.10** Un contribuable qui n'est pas un contribuable exclu au sens du paragraphe *b.1* de l'article 1029.8.1, qui exploite une entreprise au Canada et qui a conclu une entente avec une personne ou une société en vertu de laquelle les parties s'entendent pour effectuer ou faire effectuer pour leur compte, au Québec des recherches scientifiques et du développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, et à l'égard de laquelle le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a émis un visa, est réputé avoir payé au ministre, pour son année d'imposition au cours de laquelle ces recherches scientifiques et ce développement expérimental concernant une entreprise du contribuable ont été effectués, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, un montant égal à 40 % de la totalité ou de la

partie des dépenses qu'il a faites au Québec et qui peuvent raisonnablement être considérées comme étant attribuables à des dépenses de nature courante ou à des dépenses en immobilisations, admissibles en déduction pour l'année en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223, pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un contribuable visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025, 1026 ou 1027, ce contribuable est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, à la date où chaque versement doit au plus tard être payé, le montant qui serait déterminé en vertu du premier alinéa si celui-ci s'appliquait seulement à la période couverte par ce versement.

« 1029.8.11 Lorsqu'une société donnée exploite une entreprise au Canada et qu'elle a conclu une entente avec une personne ou une société en vertu de laquelle les parties s'entendent pour effectuer ou faire effectuer pour leur compte, au Québec, des recherches scientifiques et du développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, et à l'égard de laquelle le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a émis un visa, chaque contribuable qui est membre de la société à la fin d'un exercice financier de celle-ci au cours duquel ces recherches scientifiques et ce développement expérimental concernant une entreprise de la société ont été effectués et qui n'est pas un contribuable exclu, au sens du paragraphe *b.1* de l'article 1029.8.1 ou un associé déterminé de la société au cours de cet exercice financier, est réputé avoir payé au ministre, pour son année d'imposition dans laquelle se termine cet exercice financier, en acompte sur son impôt à payer pour cette année en vertu de la présente partie, sa part d'un montant égal à 40 % de la totalité ou de la partie des dépenses que la société a faites au Québec, au cours de cet exercice financier, et qui peuvent raisonnablement être considérées comme étant attribuables à des dépenses de nature courante ou à des dépenses en immobilisations, admissibles en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223, pour ces recherches scientifiques et ce développement expérimental.

De plus, aux fins du calcul des versements qu'un contribuable visé au premier alinéa est tenu de faire en vertu de l'article 1025, 1026 ou 1027, pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'exercice financier de la société, ce contribuable est réputé avoir payé au ministre, en acompte sur son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie, le montant déterminé pour l'année à son égard en vertu du premier alinéa soit à la date où prend fin cet exercice financier lorsque cette date coïncide avec celle où il doit au plus tard faire un tel

versement, soit, dans les autres cas, à la première date qui suit la fin de cet exercice financier et à laquelle il doit au plus tard faire un tel versement.

« **1029.8.12** Aux fins de la présente section, les dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental:

a) ne comprennent pas les dépenses faites pour acquérir des droits dans une recherche scientifique et un développement expérimental ou en découlant;

b) ne comprennent, sous réserve du paragraphe *c*, que les dépenses suivantes faites après le 12 mai 1988 et avant le 1^{er} janvier 1993:

i. les dépenses faites pour la poursuite de recherches scientifiques et de développement expérimental au Québec ou pour la fourniture de locaux, d'installations ou de matériel à cette fin et imputables en totalité ou presque à ces fins;

ii. les dépenses de nature courante directement imputables, selon les règlements adoptés en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 230, à la poursuite de recherches scientifiques et de développement expérimental au Québec ou à la fourniture de locaux, d'installations ou de matériel à cette fin;

c) ne comprennent pas une dépense visée à l'un des paragraphes *a* à *d* du premier alinéa de l'article 230.0.0.2.

« **1029.8.13** Aux fins de la présente section, les dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental qu'un contribuable ou une société a faites dans une année d'imposition ou au cours d'un exercice financier, selon le cas, comprennent l'ensemble des montants de dépenses que le contribuable ou la société a faites dans l'année d'imposition ou au cours de l'exercice financier, selon le cas, en remboursement d'un montant visé au paragraphe *b* de l'article 225 qui est attribuable à des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental faites au Québec après le 12 mai 1988 et avant le 1^{er} janvier 1993.

« **1029.8.14** Aux fins de la présente section, les dépenses en immobilisations visées au paragraphe *a* de l'article 223 faites au Québec par un contribuable dans une année d'imposition ou par une société au cours d'un exercice financier ne comprennent que les dépenses faites, après le 12 mai 1988 et avant le 1^{er} janvier 1993, pour l'acquisition, dans l'année ou au cours de l'exercice financier, de biens, autres qu'un terrain ou une tenure à bail à l'égard d'un terrain, qui

doivent servir au Québec dans un délai raisonnable suivant leur acquisition.

« **1029.8.15** Aux fins de la présente section, les recherches scientifiques et le développement expérimental concernant une entreprise comprennent ceux qui sont susceptibles de provoquer ou de faciliter la croissance de cette entreprise.

« **1029.8.16** Aux fins de la présente section :

a) un visa révoqué par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie est nul et non avenue à compter du moment où la révocation prend effet ; et

b) aucun montant ne peut être réputé avoir été payé par un contribuable à l'égard d'une dépense visée à l'un ou l'autre des articles 1029.8.10 ou 1029.8.11 si le visa émis par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie n'était pas en vigueur ou valide au moment où la dépense a été faite et au moment où les recherches scientifiques et le développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, ont été effectués, dans le cas où la dépense a été faite après la date d'émission du visa, ou si la dépense a été faite avant la date indiquée à cet effet sur le visa, dans le cas où la dépense a été faite avant la date d'émission du visa.

« SECTION II.4

« AIDE GOUVERNEMENTALE, AIDE NON GOUVERNEMENTALE ET PAIEMENT CONTRACTUEL

« **1029.8.17** Dans la présente section, on entend par :

a) « aide gouvernementale » : une aide reçue d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un autre organisme public, que ce soit sous forme de subvention, de prime, de prêt à remboursement conditionnel, de déduction d'impôt, d'allocation d'investissement ou sous toute autre forme, sauf un montant visé aux sections II, II.1 et II.3 du présent chapitre et un montant prescrit ;

b) « aide non gouvernementale » : un montant qui serait inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable en raison du paragraphe *w* de l'article 87, si ce paragraphe se lisait sans qu'il ne soit tenu compte de ses sous-paragraphes ii et iii ;

c) « paiement contractuel » :

i. un montant à payer par une personne qui réside au Canada pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, concernant l'entreprise de cette personne ;

ii. un montant à payer, à l'exclusion d'un montant prescrit, par le gouvernement du Canada ou d'une province, une municipalité ou un autre organisme public canadien ou par une personne exonérée de l'impôt en vertu de la présente partie en raison des articles 980 à 985 et 985.23 à 999.1, pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222, à effectuer pour cet organisme ou cette personne ou pour leur compte ; ou

iii. un montant à payer par une personne qui ne réside pas au Canada, si elle a droit à une déduction en vertu du sous-paragraphe d du paragraphe 1 de l'article 222 à l'égard de ce montant.

« **1029.8.18** Aux fins du calcul du montant qui est réputé avoir été payé au ministre par un contribuable en vertu de l'un des articles 1029.7, 1029.8, 1029.8.0.2, 1029.8.6, 1029.8.7, 1029.8.7.2, 1029.8.10 ou 1029.8.11, le montant d'une dépense admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe a de l'article 223 doit être diminué, le cas échéant, de l'ensemble du montant d'un paiement contractuel et, pour plus de précision, du montant d'une aide gouvernementale ou d'une aide non gouvernementale, attribuable à la dépense, que le contribuable a reçu, est en droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir au moment de la production de sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition dans laquelle la dépense a été faite. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 1029.8.9 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un montant ou d'une part d'un montant qui se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu après le 18 décembre 1987. Toutefois, lorsque cet article 1029.8.9 s'applique à l'égard d'un montant ou d'une part d'un montant qui se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu :

a) après le 18 décembre 1987 et avant le 12 mai 1988 :

i. son premier alinéa doit se lire en y remplaçant, là où il se trouve, le mot « contribuable » par le mot « corporation » et en faisant les adaptations nécessaires ;

ii. son deuxième alinéa ne s'applique pas ; et

iii. son quatrième alinéa doit se lire comme suit :

« Enfin, lorsqu'en vertu d'un contrat de recherche universitaire un montant a été versé à une entité universitaire admissible avant que le contrat fasse l'objet d'une Décision Anticipée favorable de la part du ministère du Revenu, le montant ainsi versé est réputé, aux seules fins du premier alinéa, avoir été versé après qu'une Décision Anticipée favorable du ministère du Revenu ait été rendue à l'égard du contrat, si les conditions suivantes sont satisfaites :

a) une demande de Décision Anticipée à l'égard du contrat a été présentée au ministère du Revenu au plus tard le 31 décembre 1988;

b) le 12 mai 1988, son premier alinéa doit se lire en y remplaçant, là où il se trouve, le mot « contribuable » par le mot « corporation » et en faisant les adaptations nécessaires; et

b) le 12 mai 1988, son premier alinéa doit se lire en y remplaçant, là où il se trouve, le mot « contribuable » par le mot « corporation »; et

c) après le 11 mai 1988 et avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), son quatrième alinéa doit se lire en y remplaçant, là où ils se trouvent, les mots « dans les 90 jours qui ont suivi celui où le contrat a été conclu » par les mots « au plus tard le (*indiquer ici la date du quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de la sanction de la présente loi*) ».

3. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 1029.8.10 à 1029.8.16 de la Loi sur les impôts, a effet, sous réserve du paragraphe 4, depuis le 13 mai 1988 et, lorsqu'il édicte les articles 1029.8.17 et 1029.8.18 de cette loi, s'applique, sous réserve des paragraphes 5 et 6, à l'égard d'une dépense faite après le 30 avril 1987.

4. Lorsque les articles 1029.8.10, 1029.8.11 et 1029.8.16 s'appliquent à la période :

a) du 13 mai 1988 au 22 juin 1988, l'expression « ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie » doit se lire « ministre de l'Industrie et du Commerce »;

b) du 23 juin 1988 au 5 juillet 1988, l'expression « ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie » doit se lire « ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique ».

5. Lorsque l'article 1029.8.18 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'applique à une dépense faite avant le 13 mai 1988, il doit se lire en faisant abstraction des renvois aux articles 1029.8.7.2, 1029.8.10 et 1029.8.11.

6. Sous réserve du paragraphe 5, lorsque l'article 1029.8.18 de la Loi sur les impôts, que le présent article édicte, s'applique à un particulier pour son année d'imposition 1988, il doit se lire comme suit :

« **1029.8.18** Aux fins du calcul du montant qui est réputé avoir été payé au ministre par un particulier en vertu de l'un des articles 1029.7, 1029.7.1, 1029.8, 1029.8.0.1, 1029.8.6 à 1029.8.7.1, 1029.8.10 ou 1029.8.11, le montant d'une dépense admissible en déduction en vertu du paragraphe 1 de l'article 222 ou du paragraphe *a* de l'article 223 doit être diminué, le cas échéant, de l'ensemble du montant d'un paiement contractuel et, pour plus de précision, du montant d'une aide gouvernementale ou d'une aide non gouvernementale, attribuable à la dépense, que le contribuable a reçu, est en droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir au moment de la production de sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition dans laquelle la dépense a été faite. ».

214. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1029.9, des suivants :

« **1029.10** Un contribuable qui, en raison d'un impôt autrement à payer en vertu de la présente partie pour son année d'imposition 1987 insuffisant, n'a pas déduit un montant en vertu des articles 773 et 774, de l'article 209 de la Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., chapitre S-25.1) ou de l'article 130 de la Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3.1), est réputé, s'il produit pour son année d'imposition 1988 une déclaration fiscale prévue à l'article 1000, avoir payé au ministre, le dernier jour de cette année d'imposition 1988, en acompte sur son impôt à payer en vertu de la présente partie pour cette année d'imposition 1988, un montant égal à l'excédent de l'ensemble des montants qu'il aurait pu déduire en vertu de ces articles pour cette année d'imposition 1987, si son impôt autrement à payer pour cette année d'imposition 1987 avait alors été suffisamment élevé, sur le montant qu'il a effectivement déduit pour cette année d'imposition 1987 en vertu de ces articles.

« **1029.11** Un contribuable qui acquiert une action ordinaire du capital-actions de Financière Entraide-Coopérants inc. en échange d'une action privilégiée décrite à l'article 1029.12, est réputé avoir payé au ministre le dernier jour de son année d'imposition au cours de laquelle il a ainsi acquis l'action, en acompte sur son impôt à payer pour cette année d'imposition en vertu de la présente partie, un montant égal à 20 % du coût pour lui de chaque part sociale d'une caisse d'épargne et de crédit affiliée à la Fédération des caisses d'établissement du Québec régies par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) dont il était propriétaire le 12 mai 1988 et qu'il a aliénée pour une contrepartie qui était, directement ou

indirectement, une action privilégiée mentionnée à l'article 1029.12 qu'il a échangée pour une action ordinaire du capital-actions de Financière Entraide-Coopérants inc..

« **1029.12** Une action privilégiée à laquelle l'article 1029.11 réfère est une action privilégiée de catégorie « B » du capital-actions de Financière Entraide-Coopérants inc. qui appartient à la série Chaudière, Est du Québec, Estrie, Lanaudière, Rive-Sud, Saguenay ou Yamaska.

« **1029.13** L'article 1029.11 ne s'applique pas à l'égard d'un contribuable qui, pour l'année d'imposition mentionnée à cet article, ne produit pas la déclaration fiscale prévue à l'article 1000 en y joignant la déclaration en la forme prescrite qu'il a reçue de Financière Entraide-Coopérants inc. pour l'année. ».

2. Le présent article a effet depuis le 12 mai 1988.

215. 1. L'article 1040 de cette loi et l'article 1040.1 de cette loi, édicté par l'article 128 du chapitre 4 des lois de 1988, sont remplacés par les suivants :

« **1040.** Tout contribuable tenu de faire un versement en vertu des articles 1025 à 1029 doit, en outre de l'intérêt à payer en vertu de l'article 1038, payer un intérêt additionnel au taux de 5 % l'an, pour la période pour laquelle un intérêt est à payer en vertu de l'article 1038, sur tout versement ou partie de versement qu'il n'a pas fait et qui est inférieur à 90 % du versement qu'il était tenu de faire.

« **1040.1** Malgré l'article 1040, l'intérêt à payer par un contribuable en vertu de cet article ne peut être supérieur à l'excédent de l'intérêt qui serait à payer par le contribuable en vertu de cet article s'il n'avait fait aucun versement, sur le montant obtenu en calculant, sur chaque versement fait par le contribuable, un intérêt de 5 % capitalisé quotidiennement, pour la période s'étendant du jour du versement jusqu'au jour où le contribuable doit au plus tard payer au ministre le solde de son impôt estimé ou le devrait s'il avait un tel solde. ».

2. Le présent article s'applique à un versement qu'un contribuable est tenu de faire à l'égard d'une année d'imposition qui débute après le 31 décembre 1988.

216. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1044, du suivant :

« **1044.1** Lorsque, pour une année d'imposition donnée, un contribuable a inclus dans le calcul de son revenu imposable, conformément à l'article 726.24, un montant reçu au cours d'une année d'imposition subséquente, son impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition donnée est réputé, aux fins du calcul de l'intérêt à payer aux termes des articles 1037 à 1040, être égal à celui que le contribuable aurait eu à payer s'il n'avait pas eu le droit d'inclure ainsi un tel montant.

Toutefois, le montant par lequel l'impôt à payer du contribuable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition donnée est augmenté du fait de l'inclusion d'un montant décrit au premier alinéa, est réputé, aux fins du calcul de l'intérêt à payer aux termes des articles 1037 à 1040, avoir ainsi augmenté l'impôt à payer du contribuable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition donnée, à compter du jour où il doit au plus tard produire sa déclaration fiscale pour cette année d'imposition subséquente, ou serait au plus tard tenu de produire une telle déclaration s'il devait payer un impôt en vertu de la présente partie pour cette année d'imposition subséquente. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1986.

217. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1045, du suivant :

« **1045.1** Malgré l'article 1045, lorsque l'omission y visée résulte uniquement de l'inclusion, dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, d'un montant pour l'année en vertu de l'article 726.24, les mots « l'impôt impayé au moment où la déclaration doit être produite », dans cet article 1045, doivent être remplacés, là où ils se trouvent, par les mots « l'impôt impayé le jour où il doit au plus tard produire sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition subséquente pour laquelle il a déduit, en vertu de l'article 726.25, un montant qu'il a inclus dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, ou serait au plus tard tenu de produire une telle déclaration s'il devait payer un impôt pour cette année d'imposition subséquente en vertu de la présente partie ». ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1986.

218. 1. L'article 1049.2.1 de cette loi, remplacé par l'article 132 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **1049.2.1** Une corporation qui, à un moment donné durant la période du 7 mai 1986 au 16 décembre 1986, achète ou rachète, de

quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, une action d'une catégorie de son capital-actions qui n'est pas une fraction d'action ni une action qui a fait l'objet d'une opération donnée visée à l'article 965.11.9.1 à l'égard de laquelle la corporation n'est pas tenue de rencontrer l'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 965.11.8 et qui a fait l'objet d'une stipulation à l'effet qu'elle pouvait faire l'objet d'un régime d'épargne-actions ou qui fait partie d'une catégorie d'actions de son capital-actions dont certaines ont fait l'objet d'une telle stipulation, encourt une pénalité égale au moindre de 25 % du coût rajusté moyen de chaque action achetée ou rachetée ou de 25 % de l'excédent du coût rajusté moyen de l'ensemble des actions de la même catégorie qui ont fait l'objet d'une telle stipulation et qui ont été émises dans le cadre d'une émission publique d'actions dont la date du visa du prospectus définitif ou de la dispense de prospectus se situe dans l'année comprenant ce moment ou dans les deux années précédentes, sur le coût rajusté moyen de l'ensemble de telles actions à l'égard desquelles une pénalité a été encourue en vertu du présent article avant ce moment. ».

2. Le présent article a effet depuis le 7 mai 1986.

219. 1. L'article 1049.2.2 de cette loi, remplacé par l'article 132 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **1049.2.2** Une corporation dont des actions de son capital-actions, qui ne sont pas des actions qui ont fait l'objet d'une opération donnée visée à l'article 965.11.9.1 à l'égard de laquelle la corporation n'est pas tenue de rencontrer l'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 965.11.9, ont fait, à un moment donné durant la période du 7 mai 1986 au 16 décembre 1986, l'objet d'une opération, d'une transaction ou d'une série d'opérations ou de transactions, encourt une pénalité égale à 25 % du montant déterminé en vertu de l'article 965.11.9 pour cette opération, transaction ou série d'opérations ou de transactions si, de l'avis du ministre, il est raisonnable de croire qu'une telle opération, transaction ou série d'opérations ou de transactions équivaut au rachat d'une action de son capital-actions qui, dans l'année comprenant ce moment ou dans les deux années précédentes, a fait l'objet d'une stipulation dans un prospectus définitif ou dans une demande de dispense de prospectus à l'effet qu'elle pouvait faire l'objet d'un régime d'épargne-actions. ».

2. Le présent article a effet depuis le 7 mai 1986.

220. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1049.2.2, du suivant :

« **1049.2.2.0.1** Aux fins du présent titre, une action visée à l'article 965.9.1.1 qui est acquise par un fonds d'investissement est réputée avoir fait l'objet d'une stipulation à l'effet qu'elle pouvait faire l'objet d'un régime d'épargne-actions. ».

2. Le présent article s'applique à un achat ou un rachat d'actions effectué après le 12 mai 1988.

221. 1. L'article 1049.2.2.1 de cette loi, édicté par l'article 132 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **1049.2.2.1** Une corporation qui émet à un moment donné une action de son capital-actions faisant l'objet d'une stipulation à l'effet qu'elle peut faire l'objet d'un régime d'épargne-actions ou émet une action en remplacement d'une action émise à un moment donné et ayant fait l'objet d'une telle stipulation ou en remplacement d'une action émise en substitution d'une telle action et qui, après le 16 décembre 1986, achète ou rachète, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, dans l'année comprenant ce moment donné mais après celui-ci ou dans les deux années qui suivent cette année, une action d'une catégorie de son capital-actions qui n'est pas une action décrite à l'article 965.11.12 ni une action qui a fait l'objet d'une opération donnée visée à l'article 965.11.19.1 à l'égard de laquelle la corporation n'est pas tenue de rencontrer l'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 965.11.11, encourt une pénalité égale à 25 % du montant obtenu en multipliant le montant de l'achat ou du rachat par le pourcentage déterminé au deuxième alinéa pour cet achat ou ce rachat. ».

2. Le présent article a effet depuis le 17 décembre 1986.

222. 1. L'article 1049.2.2.2 de cette loi, édicté par l'article 132 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **1049.2.2.2** Une corporation dont des actions d'une catégorie de son capital-actions, qui ne sont pas des actions qui ont fait l'objet d'une opération donnée visée à l'article 965.11.19.1 et à l'égard de laquelle la corporation n'est pas tenue de rencontrer l'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 965.11.13, ont fait à un moment donné, après le 16 décembre 1986, l'objet d'une opération, d'une transaction ou d'une série d'opérations ou de transactions, encourt une pénalité égale à 25 % du montant obtenu en multipliant le montant déterminé en vertu de l'article 965.11.15 à l'égard de cette opération, transaction ou série d'opérations ou de transactions par le pourcentage déterminé au deuxième alinéa pour cette opération, transaction ou série

d'opérations ou de transactions si, de l'avis du ministre, il est raisonnable de croire qu'une telle opération, transaction ou série d'opérations ou de transactions équivaut au rachat d'une action de son capital-actions qui n'est pas une action décrite à l'article 965.11.14 et que cette corporation a émis dans l'année comprenant ce moment donné mais avant celui-ci ou dans les deux années qui précèdent cette année une action de son capital-actions faisant l'objet d'une stipulation à l'effet qu'elle pouvait faire l'objet d'un régime d'épargne-actions ou a émis une action de son capital-actions en remplacement d'une action qui a fait l'objet d'une telle stipulation et qui a été émise dans l'année comprenant ce moment donné mais avant celui-ci ou dans les deux années qui précèdent cette année ou d'une action émise en substitution d'une telle action. ».

2. Le présent article a effet depuis le 17 décembre 1986.

223. 1. L'article 1049.2.2.5 de cette loi, édicté par l'article 132 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **1049.2.2.5** Une corporation qui émet une action de son capital-actions faisant l'objet d'une stipulation à l'effet qu'elle peut faire l'objet d'un régime d'épargne-actions ou qui émet une action de son capital-actions en remplacement d'une action qui a fait l'objet d'une telle stipulation ou d'une action émise en substitution d'une telle action et dont l'avoir net des actionnaires est affecté, après le 16 décembre 1986, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, dans l'année où l'action qui a fait l'objet d'une telle stipulation a été émise mais après l'émission ou dans les deux années qui suivent cette année à la suite d'une opération, d'une transaction ou d'une série d'opérations ou de transactions autre que celle mentionnée à l'article 965.11.19 ou qu'une opération donnée visée à l'article 965.11.19.1 à l'égard de laquelle la corporation n'est pas tenue de rencontrer l'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 965.11.17, encourt une pénalité égale à 25 % du montant déterminé en vertu du deuxième alinéa de l'article 965.11.17 à l'égard de cette opération, transaction ou série d'opérations ou de transactions si, de l'avis du ministre, il est raisonnable de croire qu'une telle opération, transaction ou série d'opérations ou de transactions équivaut au rachat d'une action d'une catégorie de son capital-actions qui n'est pas une action décrite à l'article 965.11.18. ».

2. Le présent article a effet depuis le 17 décembre 1986.

224. 1. L'article 1049.2.2.7 de cette loi, édicté par l'article 132 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **1049.2.2.7** Les conditions que doit respecter une corporation visée à l'article 1049.2.2.6 sont à l'effet qu'elle doit procéder à une émission d'actions de son capital-actions qui rencontrent l'exigence du paragraphe c de l'article 965.7 et qui ne sont pas des actions admissibles ou à l'effet que des actions de son capital-actions doivent faire l'objet d'une opération, d'une transaction ou d'une série d'opérations ou de transactions à l'égard de laquelle, de l'avis du ministre, il est raisonnable de croire qu'une telle opération, transaction ou série d'opérations ou de transactions équivaut à l'émission d'actions du capital-actions de la corporation qui rencontrent l'exigence du paragraphe c de l'article 965.7, pour un montant qui n'est pas inférieur à celui d'un achat ou d'un rachat visé au premier alinéa des articles 1049.2.1 ou 1049.2.2.1 ou d'un montant déterminé respectivement au deuxième alinéa des articles 965.11.9, 965.11.15 ou 965.11.17 à l'égard d'une opération visée aux articles 1049.2.2, 1049.2.2.2 ou 1049.2.2.5 selon le cas et ce, au plus tard le sept cent trentième jour suivant celui du début de l'opération à laquelle réfère l'article 1049.2.2.6. ».

2. Le présent article a effet depuis le 17 décembre 1986.

225. 1. L'article 1049.2.2.10 de cette loi, édicté par l'article 132 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **1049.2.2.10** Malgré les articles 1049.2.1 à 1049.2.2.5, une corporation peut effectuer une opération prévue à ces articles sans encourir la pénalité prévue à l'égard d'une telle opération si, de l'avis du ministre :

a) une telle opération résulte d'une opération visée aux articles 536, 541 ou 544 et qu'elle a lieu principalement pour des fins d'affaires ;
ou

b) il résulterait autrement d'une telle opération une situation non souhaitable. ».

2. Le présent article a effet depuis le 7 mai 1986.

226. 1. L'article 1049.2.5 de cette loi, édicté par l'article 133 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **1049.2.5** Lorsqu'un fonds d'investissement stipule faussement dans un prospectus définitif ou une demande de dispense de prospectus que les titres émis peuvent faire l'objet d'un régime d'épargne-actions décrit au troisième alinéa de l'article 965.2, le gestionnaire ou le fiduciaire de ce fonds d'investissement encourt une pénalité égale à 25 % du coût rajusté, qui serait déterminé en vertu de

l'article 965.6.0.3 si la stipulation du fonds d'investissement était vraie, de chaque titre de l'émission distribué au Québec à un particulier qui n'est pas une fiducie. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une émission de titres dont le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 12 mai 1988.

227. 1. L'article 1049.2.7 de cette loi, édicté par l'article 133 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **1049.2.7** Lorsque, le 31 décembre d'une année, il résulte de l'administration d'un fonds d'investissement par un gestionnaire ou un fiduciaire que le fonds d'investissement est dans l'impossibilité de remplir son engagement prévu au paragraphe c de l'article 965.6.23, ce gestionnaire ou ce fiduciaire encourt une pénalité égale à 25 % de l'excédent du coût rajusté de l'ensemble des titres admissibles émis dans l'année et dans les deux années précédentes qui n'ont pas été rachetés par le fonds d'investissement le ou avant le 31 décembre de l'année sur le coût rajusté des actions admissibles ou des actions valides dont le fonds d'investissement est propriétaire le 31 décembre de l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter du 1^{er} janvier 1988. Toutefois, lorsqu'il remplace l'article 1049.2.7 de la Loi sur les impôts pour y insérer une référence à une action valide, il s'applique à compter du 1^{er} juin 1988.

228. 1. L'article 1049.6 de cette loi, modifié par l'article 134 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe a par le suivant :

« a) rembourser un créancier qui est actionnaire de la société ou de la corporation admissible, une personne avec laquelle ce créancier a un lien de dépendance ou une corporation qui est associée à la corporation admissible ; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

229. 1. L'article 1049.15 de cette loi, édicté par l'article 137 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas à un achat effectué par la corporation au cours d'un exercice financier dans la mesure où l'ensemble du montant de cet achat et de chaque montant des achats

effectués par la corporation au cours de cet exercice financier mais avant le moment de cet achat, est inférieur à 2 % du montant du capital versé relatif aux actions de son capital-actions qui, en vertu des conditions relatives à leur émission, ne peuvent, en partie ou en totalité, être achetées ou rachetées par la corporation ou être achetées par quiconque, de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement. ».

2. Le présent article a effet depuis le 2 mars 1988.

230. 1. L'article 1049.16 de cette loi, édicté par l'article 137 du chapitre 4 des lois de 1988, est abrogé.

2. Le présent article s'applique à un rachat d'actions effectué après le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

231. 1. Les articles 1049.17 à 1049.19 de cette loi, édictés par l'article 137 du chapitre 4 des lois de 1988, sont remplacés par les suivants:

« **1049.17** Lorsqu'aux fins du calcul du revenu ou de la perte d'un membre d'une société, pour une année d'imposition, la société a, à l'égard d'une dépense, déduit dans le calcul de son revenu pour cette année un montant à titre de dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222 et que, à l'égard de cette dépense, la totalité ou une partie du montant qu'elle a déduit n'était pas admissible en déduction en vertu de l'article 222 ou 223, une personne qui était membre de la société à la date où le ministère du Revenu a émis une Décision Anticipée favorable visée à l'article 726.4.51 ou 1029.8.8 à l'égard du financement envisagé pour cette dépense et qui n'était pas, à cette date, un membre à responsabilité limitée de cette société, au sens de l'article 613.6, encourt une pénalité égale à 30 % de la totalité ou de la partie, selon le cas, du montant qui n'était pas admissible en déduction en vertu de l'article 222 ou 223 et qui n'était pas un montant qu'elle a déduit à l'égard d'une dépense visée à l'article 1049.18.

Toutefois, lorsque la société visée au premier alinéa était une société à l'égard de laquelle le troisième alinéa de l'article 726.4.40 ou le septième alinéa de l'article 1029.8.0.2 s'est appliqué, l'autre société ou le contribuable, visés à l'un de ces alinéas, avec qui la société était en relation ou, selon le cas, une personne qui était membre de l'autre société à la date où le ministère du Revenu a émis la Décision Anticipée favorable visée au premier alinéa et qui n'était pas, à cette date, un membre à responsabilité limitée de cette autre société, au sens de l'article 613.6, encourt la pénalité visée à ce premier alinéa.

De plus, lorsque la personne visée au premier ou au deuxième alinéa ou le contribuable visé au deuxième alinéa était une corporation, les administrateurs de la corporation qui étaient en fonction à la date où le ministère du Revenu a émis la Décision Anticipée favorable visée au premier alinéa encourent conjointement et solidairement avec la corporation la pénalité visée au premier ou au deuxième alinéa, selon le cas.

Aux fins du présent article, une personne comprend une société.

« **1049.18** Lorsqu'aux fins du calcul du revenu ou de la perte d'un membre d'une société, pour une année d'imposition, la société a, à l'égard d'une dépense qui a été effectuée dans le cadre d'un contrat de recherche universitaire au sens du paragraphe *b* de l'article 1029.8.1 ou du paragraphe *a* ou *b* de l'article 726.4.43 selon que le contrat a été conclu après le 12 mai 1988 ou avant le 13 mai 1988, déduit dans le calcul de son revenu pour cette année un montant à titre de dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 222 et que, à l'égard de cette dépense, la totalité ou une partie du montant qu'elle a déduit n'était pas admissible en déduction en vertu de l'article 222 ou 223, une personne qui était membre de la société à la date où le ministère du Revenu a émis une Décision Anticipée favorable visée à l'article 726.4.51 ou 1029.8.8 à l'égard du financement envisagé pour cette dépense et qui n'était pas, à cette date, un membre à responsabilité limitée de cette société, au sens de l'article 613.6, encourt une pénalité égale à 40 % de la totalité ou de la partie, selon le cas, du montant qui n'était pas admissible en déduction en vertu de l'article 222 ou 223.

Toutefois, lorsque la société visée au premier alinéa était une société à l'égard de laquelle le troisième alinéa de l'article 726.4.50 ou le septième alinéa de l'article 1029.8.7.2 s'est appliqué, l'autre société ou le contribuable, visés à l'un de ces alinéas, avec qui la société était en relation ou, selon le cas, une personne qui était membre de l'autre société à la date où le ministère du Revenu a émis la Décision Anticipée favorable visée au premier alinéa et qui n'était pas, à cette date, un membre à responsabilité limitée de cette autre société, au sens de l'article 613.6, encourt la pénalité visée à ce premier alinéa.

De plus, lorsque la personne visée au premier ou au deuxième alinéa ou le contribuable visé au deuxième alinéa était une corporation, les administrateurs de la corporation qui étaient en fonction à la date où le ministère du Revenu a émis la Décision Anticipée favorable visée au premier alinéa encourent conjointement et solidairement avec la corporation la pénalité visée au premier ou au deuxième alinéa, selon le cas.

Aux fins du présent article, une personne comprend une société.

« **1049.19** Lorsqu'une pénalité est encourue en vertu de l'article 1049.17 ou 1049.18 à l'égard de la totalité ou d'une partie d'une dépense faite par une société dans une année d'imposition, chaque membre de la société doit calculer les éléments suivants comme si la totalité ou la partie de cette dépense, selon le cas, était une dépense admissible en déduction en vertu de l'article 222 ou 223 :

- a) son revenu ou sa perte, pour l'année, provenant de la société;
- b) la déduction à laquelle il a droit pour l'année ou pour une année subséquente en vertu de l'article 726.4.40 ou 726.4.50;
- c) le montant qu'il est réputé avoir payé pour l'année en vertu de l'article 1029.8.0.2 ou 1029.8.7.2. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1988.

232. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'article 1050, du suivant :

« **1049.20** Lorsqu'en raison d'une renonciation à un montant faite par une corporation en vertu des articles 726.4.21 à 726.4.26, un ou plusieurs particuliers, autres qu'une fiducie, ont inclus un ou plusieurs montants dans le calcul de leur compte de recherche et développement en vertu de l'article 726.4.32 et que, à l'égard de ce ou ces derniers montants, la totalité ou une partie des dépenses à l'égard desquelles la corporation a ainsi renoncé à un montant n'était pas admissible en déduction en vertu des articles 222 ou 223, cette corporation encourt une pénalité égale à :

a) 10% du montant de telles dépenses qui n'étaient pas admissibles en déduction en vertu de l'article 222 et qui ne sont pas visées au paragraphe b, lorsque le montant qui aurait été réputé avoir été payé, sans la renonciation, à l'égard de ces dépenses, l'aurait été en vertu de l'article 1029.7;

b) 25% du montant de telles dépenses qui n'étaient pas admissibles en déduction en vertu de l'article 222, lorsque le montant qui aurait été réputé avoir été payé, sans la renonciation, à l'égard de ces dépenses, l'aurait été en vertu de l'article 1029.7 par suite de l'application de l'article 1029.7.2;

c) 25% du montant de telles dépenses qui n'étaient pas admissibles en déduction en vertu des articles 222 ou 223, lorsque le montant qui aurait été réputé avoir été payé, sans la renonciation, à l'égard de ces dépenses, l'aurait été en vertu de l'article 1029.8.6 ou 1029.8.10.

De plus, lorsque la corporation visée au premier alinéa était une corporation privée, les administrateurs de celle-ci qui étaient en fonction à la date où le ministère du Revenu a émis la Décision Anticipée favorable visée au paragraphe *a* de l'article 726.4.33 encourent conjointement et solidairement avec la corporation la pénalité visée au premier alinéa. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

233. L'article 1050 de cette loi, remplacé par l'article 138 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **1050.** Aux fins d'un appel interjeté en vertu de la présente partie et portant sur une pénalité, le fardeau de prouver les faits visés aux articles 1049 à 1049.20 incombe au ministre. ».

234. 1. L'article 1052 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *b* à *d* par les suivants :

« *b*) le trente et unième jour qui suit celui où l'excédent a été payé autrement que suite à un avis de cotisation ;

« *c*) le trente et unième jour qui, lorsque le contribuable est un particulier, suit celui auquel ou avant lequel la déclaration fiscale qui a fait l'objet du paiement en trop devait être produite en vertu des articles 1000 à 1003 ou aurait dû l'être si le contribuable avait eu un impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition relative à cette déclaration, ou qui, lorsque le contribuable est une corporation, suit le cent vingtième jour qui suit la fin de l'année d'imposition qui a fait l'objet du paiement en trop ;

« *d*) le trente et unième jour qui suit celui où le contribuable a produit en vertu des articles 1000 à 1003 sa déclaration fiscale qui a fait l'objet du paiement en trop, sauf si cette déclaration a été produite au plus tard le jour auquel ou avant lequel elle devait être produite ou aurait dû l'être si le contribuable avait eu un impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition relative à cette déclaration. ».

2. Le présent article s'applique :

a) à un remboursement ou à une affectation effectué par le ministre suite à l'examen d'une déclaration fiscale transmise après le 30 juin 1988 ;

b) à une demande de remboursement faite après le 30 juin 1988.

235. 1. L'article 1053 de cette loi, modifié par l'article 188 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 139 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *a* à *d* par les suivants :

« *a*) le trente et unième jour qui suit celui où une déclaration fiscale modifiée du contribuable ou une formule prescrite a été produite conformément aux articles 297, 1012 ou 1054 visant à exclure de son revenu ou à déduire ce montant pour l'année d'imposition ;

« *b*) le trente et unième jour qui suit celui où le contribuable produit au ministre une demande écrite à laquelle le ministre donne suite par une nouvelle cotisation visant à exclure de son revenu ou à déduire ce montant pour l'année d'imposition ;

« *c*) le trente et unième jour qui suit la fin de l'année d'imposition subséquente relative au montant exclu de son revenu ou déduit pour l'année d'imposition ;

« *d*) le trente et unième jour qui suit celui où le contribuable ou son représentant légal a produit en vertu de la présente partie sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition subséquente visée au paragraphe *c*. ».

2. Le présent article s'applique à une demande de report de perte faite après le 30 juin 1988.

236. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1053, du suivant :

« **1053.1** Lorsque, pour une année d'imposition donnée, un contribuable a inclus dans le calcul de son revenu imposable, conformément à l'article 726.24, un montant reçu au cours d'une année d'imposition subséquente et qu'un montant d'impôt payé en trop par celui-ci lui a été remboursé ou a été affecté à une autre de ses obligations, son impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition donnée est réputé, aux fins du calcul de l'intérêt à payer aux termes de l'article 1052, être égal à celui que le contribuable aurait eu à payer s'il n'avait pas eu le droit d'inclure ainsi un tel montant.

Toutefois, le montant par lequel l'impôt à payer du contribuable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition donnée est augmenté du fait de l'inclusion d'un montant décrit au premier alinéa, est réputé, aux fins du calcul de l'intérêt à payer aux termes de l'article 1052, avoir ainsi augmenté l'impôt à payer du contribuable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition donnée, à compter du jour

où il doit au plus tard produire sa déclaration fiscale pour cette année d'imposition subséquente, ou serait au plus tard tenu de produire une telle déclaration s'il devait payer un impôt en vertu de la présente partie pour cette année d'imposition subséquente. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1986.

237. 1. Les articles 1056.1 à 1056.3 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **1056.1** Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre doit verser à un particulier qui y a droit, conformément au présent titre, une allocation anticipée à l'égard d'un enfant.

« **1056.2** La (*indiquer ici le titre de la loi qui remplace la Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17) en vertu de l'article 1 du projet de loi intitulé «Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives» et la référence au chapitre des lois refondues du Québec de cette nouvelle loi*) désigne le particulier qui a droit à une allocation anticipée à l'égard d'un enfant, prévoit le montant auquel ce particulier a droit et détermine la date et les modalités de paiement de cette allocation ainsi que toute mesure requise aux fins de l'acquittement de l'obligation prévue à l'article 1056.1.

« **1056.3** Tout montant versé à un particulier à titre d'allocation anticipée à l'égard d'un enfant en vertu de l'article 1056.1 pour une année d'imposition est réputé être un paiement en acompte du montant que le particulier est réputé avoir versé en vertu de l'article 776.5.1 pour l'année. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} mai 1988.

238. 1. L'article 1091 de cette loi, modifié par l'article 197 du chapitre 67 des lois de 1987 et par l'article 142 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) des déductions permises en vertu des articles 710 à 712, 725 et 725.1 à 725.4; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

239. 1. L'article 1138.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, si cette corporation est, sous réserve de l'article 781.1, associée, au sens du chapitre IX du titre II du livre I de la partie I, dans une année d'imposition, à une ou plusieurs autres corporations visées au premier alinéa, le montant qu'elle peut déduire pour l'année en vertu du présent article est nul, sauf si toutes ces corporations qui sont associées entre elles dans l'année ont produit au ministre, sur un formulaire prescrit, une entente par laquelle elles attribuent pour l'année, aux fins du présent article, un montant à une ou plusieurs d'entre elles et que le montant ou le total des montants ainsi attribués, selon le cas, n'excède pas 300 000 \$, auquel cas le montant qu'une de ces corporations peut déduire pour l'année en vertu du présent article est celui qui lui a été ainsi attribué. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

240. 1. L'article 1160 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant :

« **1160.** 1. Toute corporation qui, à un moment quelconque d'une année d'imposition, fait le raffinage du pétrole au Québec ou permet que ses installations au Québec soient utilisées à cette fin doit payer, pour cette année, en plus de la taxe prévue à la partie IV, une taxe additionnelle de 1% du montant de son capital versé, établi conformément aux articles 1131 et 1136 à 1138 et réduit dans la proportion que représente, par rapport au montant de son actif visé aux paragraphes 3 et 4 de l'article 1138, le coût pour elle, à la fin de l'année, de l'ensemble de chaque unité de revalorisation des huiles lourdes résiduelles, au sens des règlements, appelée dans la présente partie « unité », de chaque amélioration prescrite, dont le coût excède le montant prescrit, d'une installation existante et de chaque nouvelle usine prescrite situées au Québec et dont elle est propriétaire à la fin de l'année. » ;

2° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Aux fins du paragraphe 1, lorsqu'une corporation, à la fin de l'année, a un intérêt dans une société dont la fin de l'exercice financier coïncide avec la fin de l'année d'imposition de la corporation ou, selon le cas, précède immédiatement la fin de cette année d'imposition et que, à la fin de cet exercice financier de la société, cette dernière est propriétaire d'une unité, d'une amélioration prescrite, dont le coût excède le montant prescrit, d'une installation existante ou d'une nouvelle usine prescrite situées au Québec, la corporation doit inclure, dans le coût servant à la réduction du capital versé visée à ce

paragraphe, la proportion du coût, pour la société, de cette unité, de cette amélioration prescrite d'une installation existante et de cette nouvelle usine prescrite, à la fin de cet exercice financier de la société, représentée par le rapport entre la part de la corporation dans les profits ou pertes de la société et celles de toutes les personnes dans ces profits ou pertes. » ;

3° par l'addition, après le paragraphe 3, du suivant :

« 4. Aux fins du présent article, le coût d'une amélioration prescrite d'une installation existante ou d'une nouvelle usine prescrite ne comprend pas les frais engagés à leur égard avant le 13 mai 1988. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

241. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1160, du suivant :

« **1160.1** Aux fins de l'application du paragraphe 1 de l'article 1160 à une année d'imposition d'une corporation qui commence après le 31 décembre 1988, le taux de 1% prévu au premier alinéa de ce paragraphe doit être remplacé par un taux de :

a) 0,8% pour son année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1988 et avant le 1^{er} janvier 1990 ;

b) 0,6% pour son année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1989 et avant le 1^{er} janvier 1991 ;

c) 0,4% pour son année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1990 et avant le 1^{er} janvier 1992 ;

d) 0,2% pour son année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1991 et avant le 1^{er} janvier 1993. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition d'une corporation qui commence après le 31 décembre 1988.

242. 1. L'article 1162 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *h*, du point par un point-virgule ;

2° par l'addition, après le paragraphe *h*, des suivants :

« *i*) 50% des frais engagés par elle au Québec dans l'année, après le 12 mai 1988, pour une amélioration prescrite, dont le coût excède le montant prescrit, d'une installation existante ou la construction d'une

nouvelle usine prescrite situées au Québec dont elle est le premier propriétaire et à l'égard de l'achat du terrain nécessaire à l'utilisation de cette amélioration ou de cette nouvelle usine;

« *j*) 50 % d'un montant qu'elle paie dans l'année, après le 12 mai 1988, pour l'achat en tant que premier acquéreur, d'actions non rachetables et non convertibles émises après le 12 mai 1988 par une corporation décrite à l'article 1162.1.1, à l'exclusion d'un montant qu'elle paie à titre de frais d'emprunt, de courtage ou d'autres frais semblables relatifs à ces actions;

« *k*) sa part de 50 % des frais engagés, après le 12 mai 1988, par une société visée au paragraphe *e*, dans l'exercice financier visé à ce paragraphe, pour une amélioration prescrite, dont le coût excède le montant prescrit, d'une installation existante ou la construction d'une nouvelle usine prescrite situées au Québec dont la société est le premier propriétaire et à l'égard de l'achat du terrain nécessaire à l'utilisation de cette amélioration ou de cette nouvelle usine;

« *l*) sa part de 50 % d'un montant qu'une société visée au paragraphe *e* paie, après le 12 mai 1988, dans l'exercice financier visé à ce paragraphe, pour l'achat, en tant que premier acquéreur, d'actions mentionnées au paragraphe *j*, à l'exclusion d'un montant que cette société paie à titre de frais d'emprunt, de courtage ou d'autres frais semblables relatifs à ces actions;

« *m*) tout montant admissible en déduction en vertu des paragraphes *i* à *l* pour l'une des trois années d'imposition précédentes, dans la mesure où ce montant n'a pas été déduit en vertu du présent article par la corporation pour l'une de ces années d'imposition précédentes. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

243. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1162.1, du suivant :

« **1162.1.1** Une corporation visée au paragraphe *j* de l'article 1162 est une corporation qui, dans le prospectus ou la circulaire relatif à l'émission des actions mentionnées à ce paragraphe, stipule que la quasi-totalité du produit de cette émission sera utilisée après le 12 mai 1988 à l'égard d'une amélioration prescrite, dont le coût excède le montant prescrit, d'une installation existante située au Québec dont la corporation est propriétaire à la fin de l'année ou pour construire une nouvelle usine prescrite située au Québec dont la corporation sera le premier propriétaire, laquelle usine constituera la totalité ou la

quasi-totalité des installations de la corporation et qu'elle se propose de louer ou d'exploiter à titre d'entreprise principale, ainsi que pour l'achat du terrain nécessaire à l'utilisation de cette amélioration ou de cette nouvelle usine. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

244. 1. L'article 1162.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **1162.2** L'ensemble des montants déduits en vertu de l'article 1162 pour une année d'imposition ne doit pas excéder la taxe y mentionnée; de plus, l'ensemble de ceux déduits soit en vertu des paragraphes *c*, *d*, *f*, *g* ou *i* à *l* de cet article 1162 pour une année d'imposition, soit en vertu du paragraphe *h* de cet article pour une année d'imposition, dans la mesure où ce paragraphe *h* réfère à un montant visé à cet article 1162 tel qu'il se lisait aux fins de son application à une année d'imposition se terminant en 1980, ou aux paragraphes *c*, *d*, *f* ou *g*, selon le cas, pour une année d'imposition précédente, ou soit en vertu du paragraphe *m* de cet article pour une année d'imposition, ne doit pas excéder 50 % de cette taxe. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

245. 1. L'article 1162.3 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **1162.3** Aux fins de l'article 1162, une nouvelle corporation résultant d'une fusion au sens de l'article 544 peut, à l'égard d'une déduction prévue à cet article 1162 pour une année d'imposition se terminant après la fusion, inclure, à titre de montant décrit à l'un des paragraphes *a* à *m* de cet article 1162 qui lui est applicable, tout montant qui serait décrit à ce paragraphe à l'égard d'une corporation remplacée pour l'année d'imposition de celle-ci qui aurait coïncidé avec l'année ou qui s'y serait terminée si cette corporation remplacée avait continué d'exister après la fusion et si l'année d'imposition réputée s'être terminée immédiatement avant la fusion ne s'était pas terminée à ce moment, dans la mesure où ce montant n'a pas été déduit par la nouvelle corporation pour une année d'imposition précédente ni par la corporation remplacée pour son année d'imposition réputée s'être terminée immédiatement avant la fusion. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

246. 1. La partie V de cette loi est abrogée.

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul de la taxe à payer pour une année d'imposition d'une corporation qui commence après le 31 décembre 1992, sauf lorsqu'il abroge les articles 1163 et 1164 de la Loi sur les impôts, auquel cas il a effet depuis le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

247. 1. L'article 1183 de cette loi, remplacé par l'article 144 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **1183.** Tout contribuable peut déduire de l'impôt exigible de lui en vertu de la partie I pour une année d'imposition, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 752.5, un tiers de la taxe payée ou, si ce n'était du paragraphe *a* de l'article 1184, à payer par lui pour la même année d'imposition en vertu de la présente partie. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

248. 1. L'article 1184 de cette loi, modifié par l'article 145 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) dans tout autre cas, l'excédent doit être appliqué en réduction, en outre du montant prévu à l'article 1183, de l'impôt autrement à payer en vertu de la partie I pour l'année ou pour une année d'imposition subséquente, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 752.5. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

CHAPITRE VI

LOI SUR LES LICENCES

249. 1. L'article 46 de la Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3), modifié par l'article 146 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié, dans le premier alinéa :

1° par le remplacement des sous-paragraphe*s* i à iii du paragraphe *a* par les suivants :

« i. 1,0% si la moyenne globale des mises par programme de courses tenu à cet hippodrome durant l'année civile précédant la date où cette course a lieu, appelée dans le présent article la « moyenne globale des mises », est inférieure à 125 000 \$;

« ii. 2,0% si la moyenne globale des mises est d'au moins 125 000 \$ mais inférieure à 250 000 \$;

« iii. 4,0% si la moyenne globale des mises est de 250 000 \$ ou plus; »;

2° par le remplacement des sous-paragraphes i à iii du paragraphe b par les suivants:

« i. 6,0% si la moyenne globale des mises est inférieure à 125 000 \$;

« ii. 7,0% si la moyenne globale des mises est d'au moins 125 000 \$ mais inférieure à 250 000 \$;

« iii. 9,0% si la moyenne globale des mises est de 250 000 \$ ou plus; »;

3° par le remplacement des sous-paragraphes i à iii du paragraphe c par les suivants:

« i. 9,0% si la moyenne globale des mises est inférieure à 125 000 \$;

« ii. 9,5% si la moyenne globale des mises est d'au moins 125 000 \$ mais inférieure à 250 000 \$;

« iii. 11,5% si la moyenne globale des mises est de 250 000 \$ ou plus. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juillet 1988.

250. 1. Les articles 46.1 et 46.2 de cette loi, édictés par l'article 147 du chapitre 4 des lois de 1988, sont abrogés.

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juillet 1988.

CHAPITRE VII

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

251. 1. L'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est remplacé par le suivant:

« **28.** Malgré toute disposition inconciliable, une créance de la Couronne, incluant les intérêts et les pénalités, exigible en vertu d'une loi fiscale porte intérêt au taux déterminé selon les règles prévues par règlement.

Aux fins du premier alinéa, le gouvernement peut, par règlement, établir les règles pour la détermination du taux d'intérêt. Ce règlement peut, s'il en dispose ainsi, s'appliquer à une période antérieure à sa publication. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} juillet 1988. Toutefois, pour la période du 1^{er} juillet 1988 au 31 décembre 1988, l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

« **28.** Malgré toute disposition inconciliable, une créance de la Couronne, incluant les intérêts et les pénalités, exigible en vertu d'une loi fiscale porte intérêt au taux de 12 % pour la période du 1^{er} juillet 1988 au 31 octobre 1988 et au taux de 13 % pour la période du 1^{er} novembre 1988 au 31 décembre 1988. ».

252. 1. L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant :

« *a*) dans le cas d'une demande de remboursement, le trente et unième jour après cette demande; ».

2. Le présent article s'applique à une demande de remboursement faite après le 30 juin 1988.

253. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59, du suivant :

« **59.0.1** Aux fins de l'article 59, lorsque l'omission y visée résulte uniquement de l'inclusion, dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, d'un montant pour l'année en vertu de l'article 726.24 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), chaque jour qui précède le jour où le particulier doit au plus tard produire sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition subséquente pour laquelle il a déduit, en vertu de l'article 726.25 de cette loi, un montant qu'il a inclus dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, ou serait au plus tard tenu de produire une telle déclaration s'il devait payer un impôt pour cette année d'imposition subséquente en vertu de la présente partie, et qui serait, sans le présent article, un jour où dure l'omission visée à l'article 59, est réputé ne pas être un jour où l'omission dure. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1986.

254. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 94.4, de ce qui suit :

«SECTION I.1

« AVANCE SUR REMBOURSEMENT

« **94.5** Lorsqu'un particulier qui satisfait aux conditions prescrites estime, dans sa déclaration fiscale qu'il produit pour une année d'imposition conformément à l'article 1000 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), qu'il aurait droit à un remboursement, tel que déterminé en vertu du deuxième alinéa, n'excédant pas le montant prescrit, le ministre peut, avant de déterminer l'impôt payable par le particulier pour l'année ainsi que les intérêts et pénalités exigibles, le cas échéant, consentir à ce particulier, si celui-ci lui en fait la demande en même temps qu'il produit cette déclaration, une avance égale au remboursement ainsi estimé.

Le remboursement visé au premier alinéa est égal à l'ensemble des montants que le particulier estime avoir droit de recevoir à ce titre en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts, de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1) et de l'article 78 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9).

« **94.6** Une avance consentie en vertu de l'article 94.5 est réputée être un impôt à payer par le particulier en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) et s'ajoute à l'impôt autrement à payer par ce dernier pour l'année en vertu de cette partie.

« **94.7** Lorsqu'un particulier qui a reçu une avance en vertu de l'article 94.5 à l'égard d'un remboursement estimé pour une année est redevable, pour cette année, d'un intérêt à l'égard d'un solde dû en vertu de l'article 1037 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), l'intérêt à l'égard de la partie du solde dû qui n'excède pas le montant de l'avance consentie se calcule, malgré l'article 1037, pour la période s'étendant de la date à laquelle l'avance a été consentie jusqu'au jour du paiement de ce solde. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une avance consentie suite à la production d'une déclaration fiscale pour l'année d'imposition 1988 ou une année d'imposition subséquente.

CHAPITRE VIII

LOI SUR LE PAIEMENT D'ALLOCATIONS À
CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES

255. 1. La Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes (L.R.Q., chapitre P-1) est abrogée.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

CHAPITRE IX

LOI SUR LE REMBOURSEMENT D'IMPÔTS FONCIERS

256. 1. L'article 2 de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1), remplacé par l'article 164 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) une personne à l'égard de laquelle elle déduit pour l'année, conformément aux articles 752.0.1 à 752.0.7 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), un montant en vertu de l'article 752.0.1 de cette loi, par suite de l'application du paragraphe *e* de cet article. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul du remboursement d'impôts fonciers pour l'année 1988 et les années subséquentes.

257. 1. L'article 7.1 de cette loi, remplacé par l'article 167 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **7.1** Le montant équivalant aux besoins essentiels visé à l'article 7 est égal à l'ensemble de 260 \$ chacun pour la personne visée à l'article 2 et pour son conjoint pendant l'année, le cas échéant. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul du remboursement d'impôts fonciers pour l'année 1988 et les années subséquentes.

258. 1. L'article 7.2 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul du remboursement d'impôts fonciers pour l'année 1988 et les années subséquentes.

259. 1. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **8.** L'excédent mentionné en premier lieu à l'article 7 ne doit pas être supérieur à 1000 \$. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul du remboursement d'impôts fonciers pour l'année 1988 et les années subséquentes.

260. 1. L'article 10 de cette loi, remplacé par l'article 169 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement des paragraphes *a* à *c* du premier alinéa par les suivants :

« *a*) 6 330 \$ si, pendant l'année, la personne visée à l'article 2 a un conjoint et une personne à sa charge ;

« *b*) 5 340 \$ si, pendant l'année, la personne visée à l'article 2 n'a pas de conjoint mais a une personne à sa charge et habite ordinairement, pendant toute l'année, un établissement domestique autonome au sens de l'article 1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) dans lequel aucune personne, autre que la personne visée à l'article 2 ou une personne à sa charge, n'habite pendant l'année ; et

« *c*) 4 115 \$ si la personne visée à l'article 2 n'est pas visée aux paragraphes *a* et *b*, et *a*, pendant l'année, une personne à sa charge ; » ;

2° par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« Aux fins du présent article, une personne *a*, pendant l'année, une personne à sa charge uniquement si elle-même ou, le cas échéant, son conjoint pendant l'année déduit pour l'année, à l'égard de cette personne, conformément aux articles 752.0.1 à 752.0.7 de la Loi sur les impôts, un montant en vertu de l'article 752.0.1 de cette loi, par suite de l'application du paragraphe *b* de cet article, ou pourrait ainsi déduire un montant en vertu de cet article 752.0.1, par suite de l'application de ce paragraphe, si ce n'était du revenu de cette personne pour cette année et du sous-paragraphe *v* de ce paragraphe.

Aux fins du présent article, le revenu total est l'ensemble visé au paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 776.29 de la Loi sur les impôts. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul du remboursement d'impôts fonciers pour l'année 1988 et les années subséquentes. Toutefois, lorsqu'il s'applique au calcul du remboursement d'impôts fonciers pour l'année 1988 :

a) les paragraphes *a* à *c* du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers, qu'il édicte, doivent se lire en y remplaçant, partout où ils se trouvent, les mots « une personne » par les mots « un enfant » ;

b) les deuxième et troisième alinéas de l'article 10 de cette loi, qu'il édicte, doivent se lire comme suit :

« Aux fins du présent article, une personne *a*, pendant l'année, un enfant à sa charge uniquement si elle-même ou, le cas échéant, son conjoint pendant l'année déduit pour l'année, à l'égard de l'enfant, conformément aux articles 752.0.1 à 752.0.7 de la Loi sur les impôts, un montant en vertu de l'article 752.0.1 de cette loi, par suite de l'application du paragraphe *b* de cet article, ou pourrait ainsi déduire un montant en vertu de cet article 752.0.1, par suite de l'application de ce paragraphe, si ce n'était du revenu de l'enfant pour cette année et du sous-paragraphe *v* de ce paragraphe et si le sous-paragraphe *ii* de ce paragraphe se lisait comme suit :

« *ii.* qui, pendant l'année, est âgée de moins de 21 ans ou de 21 ans ou plus et fréquente l'école ou l'université à plein temps. ».

Aux fins du présent article, le revenu total est l'ensemble visé au paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 776.29 de la Loi sur les impôts et l'expression « enfant » a le sens que lui donne l'article 1 de cette loi. ».

261. 1. L'article 10.1 de cette loi, remplacé par l'article 170 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **10.1** Sous réserve de l'article 10.2, le montant visé à l'article 7 est égal à cinq fois le total des montants que la personne visée à l'article 2 et, le cas échéant, son conjoint pendant l'année déduisent en vertu des articles 752.0.1 à 752.0.7 de la Loi sur les impôts pour cette année, à l'exception des montants déduits en vertu de l'article 752.0.1 de cette loi, par suite de l'application du paragraphe *i* de cet article, pour cette année et à l'exception des montants déduits par ce conjoint pour cette année en vertu de cet article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, et en vertu de la première partie de la partie de cet article qui précède ce paragraphe. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul du remboursement d'impôts fonciers pour l'année 1988 et les années subséquentes.

262. 1. L'article 10.2 de cette loi, remplacé par l'article 171 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe *a*, de ce qui précède le sous-paragraphe *ii* par ce qui suit :

« *a*) le montant que la personne visée à l'article 2 déduit en vertu de l'article 752.0.1 de la Loi sur les impôts, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, pour cette année, est réputé être égal au montant qu'elle pourrait déduire en vertu de cet article 752.0.1, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, pour l'année, si :

i. le mot « conjoint » avait, dans le paragraphe *a* de l'article 752.0.1 de la Loi sur les impôts, le sens que lui donne le paragraphe *a* de l'article 1; et »;

2° par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par les suivants:

« *b*) lorsqu'aux fins de l'article 10.1 la personne visée à l'article 2 est réputée déduire un montant en vertu de l'article 752.0.1 de la Loi sur les impôts, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, pour cette année et que cette personne ou son conjoint pendant l'année déduit un montant en vertu de l'article 752.0.1 de cette loi, par suite de l'application du paragraphe *e* de cet article, pour l'année, le montant que cette personne ou son conjoint déduit en vertu de cet article 752.0.1, par suite de l'application de ce paragraphe *e*, pour l'année, est réputé nul;

« *c*) lorsqu'aux fins de l'article 10.1 aucun montant n'est réputé être déduit en vertu de l'article 752.0.1 de la Loi sur les impôts, par suite de l'application du paragraphe *a* de cet article, par la personne visée à l'article 2 pour une année et que cette personne déduit un montant en vertu de l'article 752.0.1 de cette loi, par suite de l'application du paragraphe *e* de cet article, pour l'année, ce dernier montant est réputé être égal au montant que cette personne pourrait déduire en vertu de cet article 752.0.1, par suite de l'application de ce paragraphe *e*, pour l'année, si la personne qui y est visée n'avait aucun revenu pour cette année; »;

3° par l'addition, après le paragraphe *c*, du suivant:

« *d*) le montant que la personne visée à l'article 2 et, le cas échéant, son conjoint pendant l'année déduisent en vertu de l'article 752.0.1 de la Loi sur les impôts, par suite de l'application du paragraphe *j* de cet article, pour l'année, doit être calculé comme si le montant de 2 200 \$ prévu à ce paragraphe était remplacé par un montant de 10 000 \$. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul du remboursement d'impôts fonciers pour l'année 1988 et les années subséquentes.

263. L'article 14.2 de cette loi, édicté par l'article 173 du chapitre 4 des lois de 1988, est remplacé par le suivant:

« **14.2** Les montants de 6 330 \$, 5 340 \$ et 4 115 \$ mentionnés à l'article 10 doivent être indexés annuellement de façon à ce que chacun de ces montants devant être utilisé pour une année postérieure à l'année 1989 soit celui obtenu en ajoutant à ce montant celui obtenu en

multipliant, par le même taux que celui qui est prescrit aux fins de l'article 752.0.20 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) pour l'année d'imposition y visée qui correspond à cette année postérieure, le montant qui aurait été applicable pour cette année postérieure sans le présent article.

Lorsqu'un des montants visés au premier alinéa n'est pas un multiple de 5 \$ une fois qu'il a été indexé conformément à cet alinéa, il doit être rajusté au plus proche multiple de 5 \$ ou, s'il est équidistant de deux multiples de 5 \$, au multiple de 5 \$ supérieur le plus proche. ».

CHAPITRE X

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE

264. 1. L'article 209 de la Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., chapitre S-25.1) est abrogé.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

CHAPITRE XI

LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES REPAS ET L'HÔTELLERIE

265. 1. L'article 2 de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 9, du suivant:

«9.1 La taxe n'est pas imposée sur le prix d'un repas acheté par un établissement ou une institution exclu au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 1, si ce repas est préparé et servi dans cet établissement ou cette institution pour sa clientèle ou ses bénéficiaires. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE I

INDEMNITÉ VERSÉE
À CERTAINS BÉNÉFICIAIRES
DE L'AIDE SOCIALE

266. 1. Le ministre du Revenu doit verser, dans le délai prévu au deuxième alinéa, à toute personne qui a eu droit à une allocation de disponibilité en vertu de l'article 776.2 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) à l'égard de laquelle un montant, pour l'année 1987, a été déterminé en vertu du deuxième alinéa de l'article 776.2R1 du Règlement sur les impôts (R.R.Q., 1981, chapitre I-3, r. 1), une somme égale au montant obtenu en multipliant 25 \$ par le nombre de mois de l'année 1987 durant lesquels le particulier a reçu une somme d'argent à titre d'aide sociale au sens de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) ou une prestation d'aide sociale versée par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Le ministre doit verser la somme prévue au premier alinéa, à la personne y visée, au plus tard à la plus tardive des dates suivantes :

a) le 31 décembre 1988;

b) 30 jours après le jour où cette personne a transmis sa déclaration fiscale prévue à l'article 1000 de la Loi sur les impôts pour son année d'imposition 1987.

Toute somme accordée en vertu du présent article, à une personne visée au premier alinéa, est prise sur le fonds consolidé du revenu et est versée à cette personne une seule fois et en un seul versement.

2. Le présent article a effet depuis le 12 mai 1988.

CHAPITRE II

INDEMNITÉ POUR DÉPENS

267. Le présent chapitre s'applique à toute cause pendante devant les tribunaux le 2 mars 1988 se rapportant à du matériel roulant et dont le litige porte sur la légalité :

1° soit du Règlement concernant l'exemption prévue aux paragraphes *aa* et *ab* de l'article 15 de la Loi de l'impôt sur la vente en

détail (A.C. 2397-76 du 7 juillet 1976), compte tenu de ses modifications depuis le 12 mai 1976 jusqu'au 31 juillet 1982;

2° soit du Règlement sur l'exemption prévue aux paragraphes *z* et *aa* de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (R.R.Q., 1981, chapitre I-1, r. 9), compte tenu de ses modifications jusqu'au 2 mars 1988, avant son abrogation par la présente loi.

Toutefois, il ne s'applique pas aux causes originant d'un appel qui n'a pas été légalement interjeté en vertu de l'article 21.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) ou des articles 1066 à 1079 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3).

268. Aux fins du présent chapitre, l'expression « matériel roulant » a le sens prévu par la réglementation mentionnée à l'article 267 mais ne comprend pas les biens dont la vente, en l'absence d'une telle réglementation, ne serait pas visée par l'exemption prévue :

1° soit aux paragraphes *aa* ou *ab* de l'article 15 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (S.R.Q., 1964, chapitre 71), compte tenu de ses modifications depuis le 12 mai 1976 jusqu'au 31 août 1979;

2° soit aux paragraphes *z* ou *aa* de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1), compte tenu de ses modifications jusqu'au 2 mars 1988.

269. Sous réserve de l'article 271, le ministre du Revenu verse à une personne qui est partie à une cause visée à l'article 267 l'indemnité prévue à l'article 270. Il verse également une telle indemnité au procureur qui, le 2 mars 1988, représentait cette personne dans cette cause.

Malgré le premier alinéa, lorsque plusieurs causes visées à l'article 267 portent sur des droits relatifs à un même matériel roulant, le ministre ne peut verser, relativement à ces causes, qu'une seule indemnité à la personne qui y est partie et qu'une seule indemnité au procureur de cette personne.

Toutefois, le ministre ne peut verser aucune indemnité en vertu du premier ou du deuxième alinéa, si le gouvernement a déjà fait un paiement en vertu des articles 22 à 25 ou 58 à 61 du Tarif des honoraires judiciaires des avocats (R.R.Q., 1981, chapitre B-1, r. 13), compte tenu de ses modifications, relativement à une telle cause.

270. L'indemnité se calcule selon les règles prévues aux sections III et V du Tarif des honoraires judiciaires des avocats d'après la classe d'action déterminée suivant un montant équivalent :

1° soit aux droits exigibles impayés au moment de l'émission de l'avis de cotisation en litige et se rapportant à du matériel roulant ;

2° soit aux droits payés se rapportant à du matériel roulant qui n'ont pas fait l'objet d'un avis de cotisation et dont le remboursement est réclamé dans une cause.

Malgré le premier alinéa, lorsque plusieurs causes visées à l'article 267 portent sur des droits relatifs à un même matériel roulant, l'indemnité se calcule d'après la classe d'action déterminée suivant le moindre des montants visés aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa.

271. Le droit à l'indemnité visée à l'article 269, à l'égard d'une cause mentionnée à l'article 267, prend naissance à la première des dates suivantes :

1° la date de la production au greffe d'une renonciation définitive à contester la légalité de la réglementation mentionnée à l'article 267 ;

2° la date de la production au greffe d'un désistement de la cause lorsque ce désistement a été signifié à la partie adverse ;

3° la date de la présentation à l'audience d'un désistement de la cause ;

4° la date de la production au greffe d'un désistement du jugement ;

5° la date d'expiration du délai d'appel du jugement final, lorsqu'aucun appel n'a été légalement interjeté.

Les paragraphes 2°, 3° et 4° du premier alinéa s'appliquent à l'égard de la partie de la cause ou du jugement se rapportant à la légalité de la réglementation mentionnée à l'article 267.

272. Malgré toute autre loi ou règlement, les indemnités prévues au présent chapitre remplacent tout montant que le gouvernement pourrait par ailleurs être tenu de verser à titre de dépens ou de frais relativement aux causes visées à l'article 267.

Le premier alinéa n'a pas pour effet d'empêcher le gouvernement de verser des dépens ou des frais en vertu du Tarif des honoraires judiciaires des avocats relativement à la partie d'une cause visée à l'article 267 qui ne concerne pas du matériel roulant.

273. Toute décision du ministre du Revenu prise par application des dispositions du présent chapitre est finale. Elle lie toutes les

personnes et, malgré les dispositions de toute autre loi, n'est sujette à aucun appel, examen ou révision par quelque tribunal que ce soit.

De plus, aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée, contre le ministre à l'égard d'une telle décision.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler tout bref, toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre du premier ou du deuxième alinéa.

[[**274.** Les sommes requises pour le versement d'une indemnité sont prises sur le fonds consolidé du revenu.]]

CHAPITRE III

ENTRÉE EN VIGUEUR

275. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).